

RÉPUBLIQUE DU CAMEROUN

REPUBLIC OF CAMEROON

PAIX-TRAVAIL-PATRIE

PEACE-WORK-FATHERLAND

UNIVERSITÉ DE YAOUNDE I

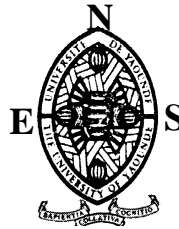
THE UNIVERSITY OF YAOUNDE I

ÉCOLE NORMALE SUPÉRIEURE

HIGHER TEACHER TRAINING
COLLEGE

DÉPARTEMENT D'HISTOIRE

HISTORY DEPARTMENT



LA SCOLARISATION DANS LA LOCALITE
D'ELIG-MFOMO DE 1960 A 2013

Mémoire présenté et soutenu en vue de l'obtention du Diplôme de
Professeur d'Enseignement Secondaire Deuxième Grade
(DIPES II)

Par

Fabrice Onana Ntsa

Licencié en Histoire

Sous la direction du

Dr. Joseph Tanga Onana

Chargé de Cours

Année académique 2015/2016



Mes parents, Ntsa Ko Nicolas et Mballa Mélanie

Ma regrettée sœur Nga Ntsa Joséphine Gaëlle

RESUME

Au lendemain de l'indépendance du Cameroun, comme partout ailleurs en Afrique, non seulement l'équipement du territoire en établissements scolaires se présente comme une nécessité, mais aussi, l'école est unanimement retenue comme l'un des leviers destinés à promouvoir le développement qu'il fallait absolument conquérir. Soixante ans après, la pertinence de ce binôme école-développement est de plus en plus contrastée et diversement appréciée. Ce travail part donc de l'effectivité de la scolarisation dans l'arrondissement d'Elig-Mfomo, pour après examiner l'apport de l'école au développement de la localité. Sur la base d'une démarche empirique, hypothético-déductive, dans une posture constructiviste et positiviste et à l'aide des documents puisés dans des centres de documentation fréquentés, le présent mémoire montre que, Elig-Mfomo, logé dans le département de la Lékié, région du Centre, est une zone scolarisée depuis 1951, date de création de la première école ici. Les établissements primaires et secondaires ont progressivement évolué en nombre. Il a fallu tout de même attendre l'érection de la localité en arrondissement en 1992, pour assister à la création du premier établissement secondaire public et pour voir l'accélération du processus de création des écoles. Cette institution scolaire a en réalité formé de nombreux jeunes de la localité et d'ailleurs. Elle a fait émerger une élite intellectuelle importante. Celle-ci a participé au développement à travers de multiples projets réalisés. En outre, la création des établissements scolaires a suscité ici une évolution des mentalités et a conduit à des aménagements socioéconomiques divers, dans le souci d'accompagner l'épanouissement des enseignants et des apprenants. Néanmoins, on peut regretter la persistance des difficultés auxquelles font face les populations et dont la résorption exige la cohésion des élites et la révision profonde du système scolaire qui doit plus que jamais s'adapter aux besoins sociétaux.

ABSTRACT

After Cameroon's independence, as everywhere in many other African countries, the necessity of providing education infrastructures was present; education was then an important tool of development to conquer. Sixty years after, the pertinence of both education and development is more and more contrasted and differently appreciated. This work goes through the effectively of scholar at Elig-Mfomo subdivision before the independence of the country and after examine the income of education for the development of the locality. Basis on the empirical, hypothesis-deduct approach and with the aim of a positive construction due the aid of documents taken in documentation centers, this work shows that Elig-Mfomo located in Lékié Division of the centre region of Cameroon had its first primary school in 1951. Primary and secondary schools have gradually increased in number. We then had to wait the transformation of the locality as a subdivision in 1992 to see the creation of the first public secondary school and the quick process creation of schools. This school institution had trained many local youths and others. It had also made an important intellectual crew. This one had participated to develop the area through many achieved projects. However, the creation of schools establishments bring here an evolution on mentality and led to socioeconomically changes in order to accompany the well-being of teachers and learners. Nevertheless, problems faced by populations are still persistent and then need to be reduced and solved by the right collaborations of the local elites and the deep revision of scholar system that should be adapted to societal needs.

SOMMAIRE

Dédicace.....	i
RESUME.....	ii
ABSTRACT.....	iii
SOMMAIRE.....	iv
LISTE DES ABREVIATIONS, ACRONYMES ET SIGLES.....	vi
LISTE DES ILLUSTRATIONS.....	viii
INTRODUCTION GENERALE.....	1
CHAPITRE I : PRESENTATION DE LA LOCALITE D’ELIG-MFOMO ET DEFINITION DE LA NOTION DE SCOLARISATION.....	19
I- PRESENTATION D’ELIG-MFOMO.....	20
II- DEFINITION ET HISTORIQUE DE LA SCOLARISATION AU CAMEROUN.....	31
CHAPITRE II : L’ENSEIGNEMENT DU 1^{er} DEGRE A ELIG-MFOMO DE 1960 à 2013.....	42
I- EVOLUTION GENERALE DE L’ENSEIGNEMENT A ELIG-MFOMO.....	43
II- L’ECOLE PUBLIQUE DU CENTRE OU L’INAUGURATION DE ‘L’ECOLE’ A ELIG-MFOMO.....	48
III- L’ECOLE SAINT THOMAS D’AQUIN D’ELIG-MFOMO : L’ECOLE CATHOLIQUE DE L’ARRONDISSEMENT.....	55
CHAPITRE III : L’ENSEIGNEMENT SECONDAIRE DANS L’ARRONDISSEMENT D’ELIG-MFOMO (1989 – 2013).....	63
I- LE LYCEE D’ELIG-MFOMO : LA MISE EN PLACE TARDIVE DE L’ENSEIGNEMENT SECONDAIRE A CYCLE COMPLET.....	64
II- L’INSTITUT POPULURUM PROGRESSIO : LA TOUCHE D’UN PRELAT CATHOLIQUE.....	71

III- LE CETIC DE NKOLOSSAN : LE PREMIER DU GENRE A ELIG-MFOMO.....	76
CHAPITRE IV : SCOLARISATION ET DEVELOPPEMENT DANS L'ARRONDISSEMENT D'ELIG-MFOMO.....	83
I- UNE SCOLARISATION AU SERVICE DES MUTATIONS SOCIO-ECONOMIQUES.....	84
II- L'ELITE SCOLARISEE, VECTEUR ET ACTEUR DU DEVELOPPEMENT.....	87
III- POUR UN DEVELOPPEMENT INTEGRAL ET EFFICACE D'ELIG-MFOMO, LA NECESSAIRE REVISION DE L'INSTITUTION SCOLAIRE PARMIS TANT D'AUTRES LEVIERS A ACTIVER.....	98
CONCLUSION GENERAL.....	106
SOURCES ET REFERENCES BIBLIOGRAPHIQUES	111
TABLE DES MATIERES	122

LISTE DES ABREVIATIONS, ACRONYMES ET SIGLES

AEFALSH : Association des Etudiants de la Faculté des Arts, Lettres et Sciences Humaines

APEE : Association des Parents d'Elèves et Enseignants

AIE : Appareils Idéologiques d'Etat

AOF : Afrique Occidentale Française

CEPE : Certificat d'Etudes Primaires Elémentaires

CES : Collège d'Enseignement Secondaire

CETIC : Collège d'Enseignement Technique, Industriel et Commercial

DEA : Diplôme d'Etudes Approfondies

DIPES II : Diplôme de Professeur d'Enseignement Secondaire 2^e grade

DSCE : Document de Stratégie pour la Croissance et l'Emploi

EMO : Elig-Mfomo

ENIR : Ecole Normale d'Instituteur à vocation Rurale

ENS : Ecole Normale Supérieure

EPCE : Ecole Publique de Centre d'Elig -Mfomo

ESCOM : Employé de Service Comptable

ESF : Education Sociale et Familiale

ESTAE : Ecole Saint Thomas d'Aquin d'Elig-Mfomo

IA : Instituteur Adjoint

ICEG :	Instituteur Contractuel de l'Enseignement Général
IEG :	Instituteur de l'Enseignement Général
IDR :	Initiation au Développement Rural
IPAR :	Institut de Pédagogie Appliquée à vocation Rurale
IPEG :	Instituteur Principal de l'Enseignement Général
IPPE :	Institut Popolorum Progressio d'Elig-Mfomo
MINEDUB :	Ministère de l'Education de Base
MINESEC :	Ministère des Enseignements Secondaires
MINSEP :	Ministère des Sports et de l'Education Physique
MINRESI :	Ministère de la Recherche Scientifique et de l'Innovation
NTIC :	Nouvelles Technologies de l'Information et de la Communication
ONU :	Organisation des Nations Unies
PLEG :	Professeur de Lycée d'Enseignement Général
PNUD :	Programme des Nations Unies pour le Développement
SNI :	Société Nationale des Investissements
TCP :	Télécentre Communautaire Polyvalent
UNESCO :	Organisation des Nations Unies pour l'Education, la Science et la Culture
UYI :	Université de Yaoundé I
ZEP :	Zone d'Education Prioritaire

LISTE DES ILLUSTRATIONS

A- Les tableaux

Tableau 1 : L'activité agricole dans la Lékié en fonction du climat.....	25
Tableau 2 : Les différents centres de santé à Elig-Mfomo en 2013	28
Tableau 3 : les établissements scolaires à Elig-Mfomo en 2013	47
Tableau 4 : Les directeurs de l'Ecole Publique du Centre (EPC) d'Elig-Mfomo de 1951 à 2013	51
Tableau 5 : les résultats au CEP à L'EPC d'Elig-Mfomo entre 1999 et 2004...	53
Tableau 6 : les directeurs de l'Ecole Saint Thomas d'Aquin d'Elig-Mfomo de 1955 à 2014.....	59
Tableau 7 : les pourcentages de résultats au CEP à L'ESTA d'Elig-Mfomo de 2001 à 2013.....	61
Tableau 8 : les premiers lycées ouverts dans les différents arrondissements du département de la Lékié	67
Tableau 9 : Les directeurs et proviseurs des CES et lycée d'Elig-Mfomo	69
Tableau 10 : état des lieux des enseignants au CETIC de Nkolossan en 2015 ..	81
Tableau 11 : Aperçu de l'élite intellectuelle d'Elig-Mfomo.....	88

B- Les Photos

Photo 1 : Une vue partielle de l'Ecole Publique du Centre d'Elig-Mfomo.	49
Photo 2 : Une vue partielle de l'Ecole Saint Thomas d'Aquin d'Elig-Mfomo...	56
Photo 3 : Une vue partielle de l'ESTA, avec la proximité de la chapelle Immaculée Conception.....	57
Photo 4 : Une vue de l'entrée du Lycée d'Elig-Mfomo.....	66

Photo 5: Quelques bâtiments de ce qui reste de l'IPPE.	73
Photo 6: Un espace désherbé par les apprenants dans le cadre de l'IDR, pour la mise place d'un champ de manioc.	75
Photo 7: Une vue du CETIC de Nkolossan.....	79
Photo 8: Une vue de l'hôpital de district d'Elig-Mfomo.....	92
Photo 9: Une vue de la route Elig-Mfomo-Endama, réalisée par Marcien Towa, maire d'Elig-Mfomo.....	94
Photo 10: Le Télécentre communautaire Polyvalent Luco Center d'Elig-Mfomo.	95
Photo 11: L'électrification dans le village Nkengué.	97
Photo 12: L'électrification dans le village Bikogo.....	97
Photo 13: Un bâtiment d'école délabré.	100

C- Les cartes

Carte 1: La localisation géographique d'Elig-Mfomo	18
---	----

D- Les courbes

Courbe 1: la variation des résultats au CEP à l'Ecole Publique du Centre entre 1999 et 2014.	54
--	----

E- Les graphiques

Graphique 1: Répartition de la population d'Elig-Mfomo en Clans.....	27
Graphique 2: progression du nombre d'établissements scolaires primaires à Elig-Mfomo de 1960 à 2013	45
Graphique 3: progression du nombre d'établissements scolaires secondaires à Elig-Mfomo de 1960 à 2013	46

REMERCIEMENTS

Ce travail, tel qu'il se présente n'est pas le fruit de notre unique personne. Il est une partie de la réalisation de notre rêve d'étudiant, celui d'écrire l'histoire. Sa concrétisation résulte de la conjugaison des contributions d'un certain nombre de personnes qui méritent ici notre reconnaissance.

Nous remercions d'abord notre directeur de recherches, le docteur Joseph Tanga Onana qui a accepté de nous suivre. Ses inlassables recommandations, conseils et critiques nous ont forgés et ont anéantis notre naïveté de départ et le résultat en est aujourd'hui ce mémoire.

Nous exprimons ensuite notre gratitude à nos enseignants des départements d'Histoire, de Géographie et des Sciences de l'Education de l'Ecole Normale Supérieure de Yaoundé pour leurs enseignements. Ils ont été de véritables points d'eau dans lesquels nous nous abreuviions constamment pendant notre séjour à l'ENS. Quant à nos camarades de la 55^{ème} promotion Histoire et Géographie, nos camarades de la Faculté des Arts, Lettres et Sciences Humaines (FALSH) de l'Université de Yaoundé I, nos sœurs, frères et amis, qu'ils voient en cette modeste œuvre le résultat de leurs encouragements, aide et réconfort chaque fois que nous manifestions des signes de découragement. Que tous reçoivent sincèrement ici nos profonds remerciements.

Merci enfin à des personnes dont la disponibilité nous a été précieuse dans la collecte des données. Il s'agit particulièrement d'Eric Nkada Elobo, conseiller municipal à la Commune Rurale d'Elig-Mfomo. Il a été pour nous un guide, un véritable facilitateur dans l'étape empirique de ce travail ; à tous les chefs d'établissement de l'arrondissement d'Elig-Mfomo, à madame l'inspecteur de l'Education de Base, au sous-préfet d'Elig-Mfomo, à monsieur le Maire et à tous les patriarches de la localité qui ont bien voulu nous renseigner directement ou indirectement.

INTRODUCTION GENERALE

1- PRESENTATION DU SUJET.

Le titre de ce travail s'intitule : *“La scolarisation dans la localité d’Elig-Mfomo de 1960 à 2013”*. Il s’inscrit dans le cadre de l’histoire sociale du Cameroun, plus particulièrement, s’intéresse à l’institution scolaire.

Au matin du 1^{er} janvier 1960, le Cameroun sous tutelle de la France, bien que toujours séparé de sa partie sœur sous domination anglaise, devenait indépendant. Certes, retrouver l’unité territoriale du Kamerun et assurer la paix semblait être une priorité des autorités de Yaoundé, mais la République du Cameroun était désormais appelée aussi à gérer son destin sociopolitique, économique et culturel. L’un des volets dont il fallait dès lors s’occuper de la mise en œuvre et du développement est la scolarisation. D’ailleurs, à l’occasion de la rentrée solennelle de l’université Fédérale du Cameroun le 19 novembre 1962, le président Ahmadou Ahidjo soulignait la place de l’école en ces termes :

Une nation qui se veut grande et moderne ne doit pas confiner ses meilleurs esprits dans un Ghetto intellectuel. Elle doit aider au développement d’une université qui ne craigne pas de s’insérer dans la vie du pays et à qui celui-ci fasse confiance.¹

De plus, le chef de l’Etat camerounais, pendant son discours à l’inauguration de l’Ecole Normale Supérieure (ENS) le 30 janvier 1966 renchérisait que :

Le but de l’éducation, ai-je déjà dit, n’est pas d’instruire les hommes pour le plaisir de les instruire, mais pour les mettre à même de participer avec un rendement accru à la mise en valeur du pays. Il convient de faire de l’éducation une pièce essentielle du développement².

Ainsi la mission qui était confiée à l’école dans ce nouveau Cameroun indépendant était exaltante. Elle devait être l’un des leviers de la modernité du

¹ S.E Ahmadou Ahidjo, *Anthologie des discours 1957 – 1979*, tome I, P. 257.

² Ibid. P. 635.

pays. Aucun Etat au monde ne peut en effet se construire avec un peuple d'abrutis, renchérit Robert Nyom³. C'est pourquoi peu à peu, différentes régions du pays se voient dotées des établissements scolaires⁴. Le département de la Lékié en général et la localité d'Elig-Mfomo en particulier ne sont pas restés à l'écart. Notre sujet se propose ainsi de retracer la trajectoire de la scolarisation dans cet arrondissement longtemps resté enclavé et rattaché *ipso facto* à l'arrondissement d'Obala. Avec en effet trois établissements scolaires primaires et aucun du secondaire en 1962, la carte scolaire d'Elig-Mfomo a considérablement évolué et dévoile en 2014 deux écoles maternelles, dix-sept écoles primaires, trois lycées d'enseignement général, trois Collèges d'Enseignement Technique Industriel et Commercial (CETIC) et deux établissements privés confessionnels.

Nous fondons notre étude d'un truisme répandu par les maîtres, celui de la nécessité d'écrire l'histoire africaine⁵. Tout peuple dépouillé de son histoire est mutilé, stérile et se cadavérise progressivement⁶. Nous partons aussi d'un postulat assez partagé par plusieurs peuples : l'école est un facteur de développement. Aux premières heures des indépendances d'ailleurs, c'est à elle que fut confiée la mission de préparer les jeunes générations aux nécessaires changements, au développement économique et social⁷. L'école était l'élément le plus important, le plus approprié dont devaient se servir les nouveaux Etats africains pour leur modernité. André Mvesso n'en voyait pas de plus centrale et de plus puissante⁸. Ceci a suscité en nous l'interrogation du rapport entre l'école et le développement. Pour le faire, nous nous arrêtons dans la localité d'Elig-Mfomo entre 1960 et 2013, pour évaluer l'offre scolaire ici, et où ce rapport

³ R. Nyom, *La crise économique du Cameroun : Essai d'analyse socio politique*, Paris, Ed. Atlantica, 2003, p.17.

⁴ V. J. Ngoh, *Cameroun 1884 – 1985 cent ans d'histoire*, Yaoundé, CEPER, 1990, p.198.

⁵ E. M'bokolo, *L'Afrique au XX^{ème} siècle. Le continent convoité*, Paris, Seuil, 1985, p.48. L'écriture d'une véritable histoire de l'Afrique doit être davantage envisagée de l'intérieur.

⁶ T. Mouctar Bah, "discours d'usage prononcé", palmarès 1976-1977, Lycée Leclerc, p.11.

⁷ R. Dumont, *L'Afrique noire est mal partie*, Paris, Editions du Seuil, 1962, P. 155.

⁸ A. Mvesso, *L'école malgré tout, les conditions d'une contribution de l'école à l'essor africain*, Yaoundé, presse universitaires de Yaoundé, 1998.

entre l'école et le développement est appréciable certes, mais n'a pas satisfait toutes les attentes. Toutefois, les raisons du choix de ce sujet vont au delà pour allier des motivations personnelles et académiques.

2- RAISONS DU CHOIX DU SUJET.

Nous fondons en effet notre étude sur trois principales motivations.

C'est une exigence académique de produire un travail scientifique à la fin de notre formation. Aussi, c'est le rêve de notre parcours académique, nourri depuis nos premiers pas à l'université. En choisissant la filière Histoire, nous comptons un jour contribuer aux côtés des maîtres tels que Cheick Anta Diop⁹, Joseph Ki-Zerbo, Théophile Obenga et bien d'autres, à la promotion de l'historiographie africaine. Car, "l'histoire dira un jour son mot...L'Afrique écrira sa propre histoire¹⁰". Nous sommes d'avis avec ces précurseurs que l'histoire africaine, sans velléité raciste, doit être écrite par les Africains eux-mêmes, dans la mesure où l'époque du mimétisme et du complexe est révolue.

La deuxième raison est d'ordre personnel. Né et grandi dans une famille d'enseignants, nous avons assez côtoyés le fait scolaire et ne pouvions l'esquiver dans le cadre de ce travail. L'école étant quand même l'institution qui forme ce que nous avons de plus précieux : nos enfants.¹¹ Par ailleurs, il s'agit pour nous de produire une œuvre scientifique sur notre localité d'origine. Ceci d'autant plus que l'arrondissement d'Elig-Mfomo n'a pas encore fait l'objet d'une étude scientifique. C'est pourquoi, originaire d'ici, nous voulons apporter un élément de solution à cette lacune. Car, l'ignorance du passé ne se borne pas à nuire à la connaissance du présent ; elle compromet, dans le présent, l'action même¹².

⁹ C. Anta Diop, *Nations nègres et cultures*, 3^{ème} édition, Paris, Présence Africaine, 1979.

¹⁰ P. Lumumba, (dans la dernière lettre à sa femme), cité par Joseph Ki-Zerbo, *Histoire générale de l'Afrique Noire*, Paris, Hatier, 1978, p. 9.

¹¹ Déclaration du président français François Hollande à la Sorbonne le 22 janvier 2015.

¹² T. Mouctar Bah, "discours d'usage prononcé", palmarès 1976-1977, Lycée Leclerc, p.12.

Depuis quelques années au Cameroun, les termes développement et émergence ont occupé les premières loges dans les discours des hommes politiques. Ce concept de l'émergence et la relation qui pourrait exister avec l'école a été pour nous une autre source de motivation. La concrétisation de ce projet appelle la conjonction de plusieurs facteurs. L'école qui en fait partie nous intéresse justement ici pour voir à quel degré elle l'est. Il est de ce fait question de voir aussi, si ce binôme école-développement a été vérifiable dans cet espace. Une unité administrative qui compte aujourd'hui 24 établissements scolaires publics et privés¹³.

3- CADRE SPATIO TEMPOREL.

Notre étude porte sur l'arrondissement d'Elig-Mfomo entre 1960 et 2013. Elig-Mfomo est l'un des arrondissements du département de la Lékié¹⁴ dans la région du Centre. S'étalant sur 144 km², cette unité administrative voit le jour en 1992 mais, se verra affecter le premier sous-préfet deux ans plus tard. Elig-Mfomo, littéralement en français *la descendance de Mfomo*, est peuplée des Eton. On retrouve ici un ensemble de clans qui interagissent harmonieusement malgré la permanence de quelques points d'achoppement : les Esselé, les Mvog-Kani, les Mvog-Belua. Ils sont répartis en vingt-cinq villages dont les chefs respectifs accompagnent le sous-préfet dans la gestion, l'administration de la localité¹⁵. A côté de ceux-ci, le maire de la Commune Rurale s'attèle également au bien-être des populations.

¹³ Les écoles publiques de Kokodo 1 et 2, de Nkolobang 2, du Centre, d'Endama carrefour, de Niga, de Mebomo, d'Akak, de Bikogo, de Nkengue, de Kom Essele, de Nkolossan, de Mbanedouma, d'Endama chefferie et d'Endama 2 et d'Elot Kos, l'Ecole Saint Thomas d'Aquin d'Elig-Mfomo ; les CETIC d'Endama de Nkolossan et d'Elig-Mfomo ; les lycées d'Elig-Mfomo, de Niga, de Kokodo et l'IPPE (Institut Populorum Progressio d'Elig-Mfomo).

¹⁴ Les autres arrondissements sont *OBALA, OKOLA, EVODOULA, BASCHENGA, SA'A, LOBO, EBEBDA et MONATELE*.

¹⁵ *ELIG-MFOMO, BIKOGO, NKENGUE, NKOL-MBA, NKOLOBANG 1, NKOLOBANG 2, NKOLOSSAN, MEBOMO, AKAK, MBANEDOUMA 1, MBANEBOUMA 2, ENDAMA 1, ENDAMA 2, NIGA, ENOBITA, KOKODO1, KOKODO2, BODO, KOMO-ESSELE ; ELOT-KOS, ELIG-ONANA, LEKOUKOUA, OKOK, LEKIE et NKOL-BIKOK.*

Les bornes inférieure et supérieure de notre analyse sont respectivement 1960 et 2013. Le 1^{er} janvier 1960 le Cameroun sous tutelle française devient indépendant à la suite de moult événements et tractations. Même si cette indépendance demeure contestée par l'Union des Populations du Cameroun, il en demeure pas moins vrai que le pays redevenait maître son destin, appelé à s'occuper désormais des différents aspects de la vie du peuple. L'école qui en fait partie se voyait d'ailleurs attribué le rôle de former une population à même de conduire les affaires du nouvel Etat. Elig-Mfomo, bien qu'à ce moment de l'histoire est incorporée dans l'arrondissement d'Obala, était bien aussi un espace potentiel de l'expérimentation de la vision post indépendance en matière de scolarisation. Celle de pourvoir le pays en institutions scolaires. Le chemin parcouru jusqu'aujourd'hui permet d'observer la création d'établissements d'enseignement général et technique. Justement, la justification de notre borne supérieure se situe là, 2013 marque évidemment la création d'un troisième Collège d'Enseignement Technique, Industriel et Commercial : le CETIC d'Endama. Ainsi, l'espace-temps que nous investissons n'a pas véritablement fait l'objet d'une étude académique. D'où l'intérêt de ce travail dont l'élucidation des concepts clés s'impose aussi.

4- CLARIFICATION CONCEPTUELLE.

Pour mieux comprendre et apprécier notre sujet, la clarification de quelques termes s'impose à savoir la *scolarisation*, le *développement*, l'*école*.

La scolarisation se conçoit comme l'action de scolariser, le fait d'être scolarisé¹⁶. Une bonne compréhension de ce terme passe en réalité par un bon aperçu du verbe scolariser. En effet, scolariser un pays ou une région c'est la pourvoir d'écoles. La scolarisation est alors la création des établissements scolaires. Elle désigne également l'inscription et l'admission d'un élève dans un

¹⁶ www.larousse.fr, consulté le 26 juin 2016.

établissement scolaire¹⁷. Par ailleurs, le taux de scolarisation ou de scolarité est le pourcentage d'enfants scolarisés dans un pays. Aussi, l'adjectif scolaire est relatif aux écoles, à l'enseignement qu'on y reçoit et aux élèves qui les fréquentent. La scolarisation s'étend généralement pour atteindre la culture. Et Gaston Bachelard n'a pas tort lorsqu'il souligne que " le plus souvent le complexe de culture s'attache à une culture scolarisée"¹⁸.

Prosaïquement, l'école est un établissement d'enseignement et de formation. Elle est l'un des lieux de socialisation. L'éducation est la transmission d'un patrimoine ou d'un héritage d'une génération à l'autre. Il s'agit d'une conception de la formation de l'homme capable de jouer les rôles jugés utiles par les sociétés entières. Le savoir être, le savoir-faire, le savoir-vivre, l'enfant est perçu comme quelqu'un devant être imprégné de tout cela.¹⁹

La localité représente un espace géographique déterminé. C'est une entité territoriale de taille indéterminée, généralement habitée, constituant un établissement humain²⁰. Dans le langage courant, la localité correspond le plus souvent à de petites villes, communes et autres villages.

Etant donné que nous allons porter un regard sur le rapport entre la scolarisation et le développement, il apparaît fondamental aussi de définir le développement et d'en ressortir le sens que nous retenons dans notre travail. De manière générale, le concept de développement est au départ diffus, ambigu, polysémique²¹. En effet, chaque société croit avoir sa propre conception du développement. Le concept a reçu tant d'apports et de contestations qu'il s'avère aujourd'hui bien délicat d'en proposer une définition synthétique²². D'ailleurs, une étude approfondie de ce concept amène à découvrir une multitude de

¹⁷ Le dictionnaire Robert, dictionnaire Alphabétique et analogique de la langue française, Paris, SNL, 1972 PP.174-175.

¹⁸ G. Bachelard, *L'eau et les rêves : Essai sur l'imagination de la matière*, Paris, Ed. Cortis, 1942, p. 57.

¹⁹ Ibid.

²⁰ www.larousse.fr, consulté le 29 mai 2016.

²¹ R. Ebalé, *Le concept de développement, fondements historiques et débats*, Yaoundé, Hérodote, 2014, p. 9.

²² Ibid.

définitions classées en 2 grands groupes²³. Toutefois, en restant en accord avec le petit Robert, développement vient du verbe développer, qui signifie l'action de donner son étendue à quelque chose, dans un esprit d'évolution. La définition de Flaguel du développement nous semble plus totale et plus appropriée à justifier la place que nous lui accordons dans ce travail. Il le conçoit comme un 'processus de transformation maîtrisé, touchant aux aspects sociaux, économiques et politiques d'une société, vers un mieux-être social que personne ne peut définir autrement qu'à partir d'un choix idéologique à priori'²⁴.

Cette définition, par son caractère global, non exclusivement économique, permet de mieux comprendre quelle part l'école peut prendre dans l'édification et la consolidation d'un progrès humain. Cette conviction que nous partageons d'ailleurs, est à la base de la formulation de notre problématique.

5- PROBLEMATIQUE.

L'école constitue l'un des éléments sur lesquels comptait la nouvelle République du Cameroun pour relever le défi du développement qui l'attendait. Pourtant, sans être véritablement repensées, les politiques scolaires ont conduit à l'impasse et ont rétréci le champ scolaire à une triple fonction : l'instruction, la reproduction de la bureaucratie et la couverture du territoire, dans la mesure du possible, en établissements scolaires, surtout que le nouvel Etat avait besoin des cadres. Même la 'Ruralisation de l'enseignement' n'a pas fondamentalement changé la donne²⁵. Cependant, dans son projet d'émergence aujourd'hui l'école constitue encore l'un des facteurs sur lesquels doit s'appuyer l'ensemble du

²³ Une définition catégorielle et une autre par école. La définition catégorielle distingue le développement économique, le développement humain et le développement durable. La conception par école regroupe différents courants : le courant économique, le courant culturaliste, l'école anglo-saxonne, celle francophone, celle asiatique et celle africaine.

²⁴ A. Flaguel, *la vidéo verte, vidéo légère et développement rural*, UNESCO-ACCT, 1997.

²⁵ **La Ruralisation de l'Enseignement** au Cameroun est comprise comme l'ouverture de l'école aux réalités locales. C'est la raison pour laquelle l'instituteur, principal acteur de cette réforme, s'est vu confier deux rôles essentiels : enseignant et animateur. Avec l'aide de l'UNESCO dès 1967, les réformateurs de Yaoundé avaient en effet tenté de rompre avec l'enseignement traditionnel qui réduisait le petit écolier camerounais à n'être qu'une mémoire mécanique, brisant par là sa créativité. Mais cette innovation restait bien timide, d'essence purement pédagogique, elle demeurait une simple formulation d'intentions.

pays. S'intéressant à la localité d'Elig-Mfomo et en guise de question de départ, on peut se questionner sur la réalité de la scolarisation dans cet espace depuis 1960 à 2013 et son apport au développement. En d'autres termes, quelle a été la trajectoire de l'école à Elig-Mfomo de 1960 à 2013 et quel a été son apport dans le développement socioéconomique de la localité? Quels ont été la nature et la place des institutions scolaires ici? Quelle place la population a-t-elle finalement accordé à l'école et quels ont été ses principaux écueils? Notre objectif, en entreprenant cette étude est de démontrer que la puissance tutélaire française avant l'indépendance du pays, puis l'Etat du Cameroun après, et l'Eglise ont été à la base du fait scolaire à Elig-Mfomo. Cette scolarisation a permis la formation de nombreux jeunes mais le développement socioéconomique dont elle constitue un facteur ne s'est vraiment pas fait au rythme souhaité.

6- INTERET DU SUJET.

L'école est un facteur de développement. Ce postulat donne lieu à des appréciations diverses. L'impact de l'école au développement ne serait pas clair et direct, disent certains. Elle est la plaque tournante du développement assèment d'autres. A l'écoute de cette perception ambivalente, nous avons voulu produire un travail scientifique à ce sujet. L'ambition suprême de l'historien restant quand même de savoir et de faire savoir ; tel est son objectif dernier, son objectif unique.²⁶

Notre modeste travail participe ainsi à investir une localité jusque-là inexplorée par les chercheurs, en étudiant, dans la foulée de nombreux autres écrits y relatifs, le fait scolaire. Tel est son intérêt socio-didactique, car ce travail permet d'avoir une vue panoramique de l'institution scolaire à Elig-Mfomo dès les premières années de l'indépendance jusqu'en 2013, au moment où l'on compte sur une école forte et adéquate au défi de l'émergence. Notre travail aura ainsi retracé la trajectoire de l'institution scolaire à Elig-Mfomo, au travers d'un

²⁶R. Aron, *Dimensions de la conscience historique*, Paris, Plon, 1964.

examen minutieux du lycée d'Elig-Mfomo, l'Institut Populorum Progressio d'Elig-Mfomo et le CETIC de Nkolossan en ce qui concerne l'enseignement secondaire ; et, l'Ecole Saint Thomas d'Aquin d'Elig-Mfomo et l'école publique du centre pour ce qui est de l'éducation de base.

L'intérêt scientifique de l'étude de notre sujet repose sur le fait que ce travail apporte une contribution aux travaux réalisés dans le domaine de l'histoire sociale du Cameroun en général, et relatifs à l'école en particulier. C'est un outil supplémentaire de compréhension et de lisibilité de l'institution scolaire dans le milieu rural camerounais. De même, il s'agit d'un instrument d'appréciation de la relation entre l'école et le développement. Cette étude n'aurait pas été possible sans la consultation de nombreux travaux.

7- REVUE DE LITTERATURE.

Pour bien conduire notre étude, nous avons consulté des travaux antérieurs au département d'histoire, à la bibliothèque de l'Association des Etudiants de la Faculté des Arts, Lettres et Sciences Humaines (AEFALSH) de l'Université de Yaoundé I, à la bibliothèque du Ministère de la Recherche Scientifique et de l'Innovation (MINRESI) et à l'Institut Français du Cameroun. Car on est rarement le premier à aborder une question, ou plus précisément, le champ thématique que l'on entreprend est déjà balisé par des études voisines ou cousines²⁷. Mieux, toute recherche s'inscrit dans la foulée des travaux qui, à l'intérieur comme à l'extérieur de notre discipline, ont déjà été effectués sur le sujet que l'on a choisi²⁸.

Justin Képgue, dans son mémoire intitulé : " l'enseignement au Cameroun sous la période française : 1945- 1957"²⁹ fait une étude intéressante

²⁷ J.P. Fragniere, *Comment réussir un mémoire*, Paris Dumont, 1986, p.10.

²⁸ G. Bedard et al, " *L'élaboration d'une problématique de recherche, sources, outils et méthodes*, Paris l'Harmattan, collection logique sociale, 2005, P.15.

²⁹ J. Képgue, " l'enseignement au Cameroun sous la période française : 1945- 1957", mémoire de DIPLEG en Histoire-Géographie, Yaoundé, 1987.

sur la conception de l'école par l'autorité coloniale française. Dans ce travail, l'auteur rappelle que l'enseignement dispensé dans les écoles joue un rôle irremplaçable dans l'épanouissement intellectuel de l'homme. Pourtant, l'éducation coloniale, à un niveau relativement bas, avait pour but de distribuer un enseignement dont l'objet était de servir les intérêts immédiats de l'administration coloniale. Cette œuvre de Képgue n'aborde pas le fait scolaire dans le Cameroun indépendant. Cependant elle nous a permis de percevoir la façon dont l'école était pensée dans le Cameroun sous tutelle française.

Adelaïde Valérie Ndjilabogo est l'auteur du mémoire : ‘‘ les expatriés français dans l'enseignement secondaire général au Cameroun, 1960-1982’’³⁰. L'auteur fait une bonne analyse de la scolarisation au Cameroun, en ciblant l'apport des expatriés français au lendemain de l'indépendance. Elle tente d'apporter les réponses aux questions suivantes : pourquoi a-t-on eu recours aux expatriés français dans l'enseignement secondaire au Cameroun ? Comment cette assistance était-elle organisée ? Arrivés pour pallier à l'insuffisance numérique et qualitative des enseignants, les expatriés français avaient une onction juridique à savoir principalement l'accord du 13 novembre 1960 et celui du 21 février 1974. Ce travail, bien que ne soulevant pas la place de l'école dans le progrès socio-économique, permet tout de même de faire le point sur la scolarisation dans un Cameroun nouvellement indépendant et pour lequel l'apport extérieur n'était pas de trop.

Dans son mémoire de DEA, Zambo Charles Richard s'est intéressé au peuple Eton dans ses traditions et mutations³¹. A la question de savoir comment l'école est arrivée au pays Eton, l'auteur répond que tout commence avec l'arrivée des missionnaires pallotins à Kribi. Les Eton découvrent l'école à partir de Kribi parce que dans les caravanes des porteurs qui reliaient la côte avec

³⁰ A. V. Ndjilabogo, ‘‘ les expatriés français dans l'enseignement secondaire général au Cameroun, 1960-1982’’, mémoire de Maîtrise en Histoire, UYI, 2000.

³¹ R. C. Zambo ‘‘ le pays Eton du sud Cameroun, traditions et mutations XVIII – VX siècles’’, mémoire de DEA, UYI, 2006.

l'arrière-pays, il y avait de nombreux Bété. Dans ce travail, Zambo Charles Richard souligne que l'administration coloniale s'est investie tardivement dans la création des infrastructures scolaires en pays Eton. C'est pourquoi les premières écoles ici sont en majorité confessionnelles. D'ailleurs, l'auteur rappelle que le célèbre collège Vogt a d'abord été fondé en pays Eton en 1947 avant d'être transféré à Yaoundé en 1951. Ce mémoire ne traite pas de la scolarisation chez les Eton dans le Cameroun post indépendant, encore moins de son impact au développement. Toutefois, il nous a été d'une importance avérée parce qu'il nous a plongé dans l'histoire originelle de l'école occidentale en pays Eton.

Dans sa thèse de doctorat intitulé : " l'échec scolaire au Cameroun, ses causes : essai d'interprétation" Emmanuel Obiang s'intéresse également au phénomène scolaire³². Dans ce travail, l'auteur analyse le phénomène de l'échec scolaire au Cameroun. Il fonde son analyse sur deux principales hypothèses. La première fait état du fait que la formation pédagogique constitue la clef de la réussite de la formation enseignante. L'échec scolaire reposerait donc sur une formation pédagogique tâtonnante. L'enfant camerounais échoue à l'école parce que son maître est victime d'un manque de formation pédagogique, affirme l'auteur. La deuxième hypothèse tient le milieu socioculturel des familles responsable des échecs scolaires. En réalité le milieu socioculturel peut engendrer ou freiner les motivations au travail scolaire. Si autour de l'enfant l'ambition demeure limitée et restreinte, s'il a coutume de voir son entourage se satisfaire des professions modestes, il ratifie ce point de vue et limite à son tour ses perspectives. Cette étude est générale, elle ne prend donc pas en compte notre cadre spacio temporel. Par ailleurs, elle s'attarde beaucoup plus aux méthodes d'enseignement, à la pédagogie, au milieu socioculturel et à leur impact sur les performances de l'apprenant.

³² E. Obiang, 'l'échec scolaire au Cameroun, ses causes : essai d'interprétation', Thèse de doctorat 3^{ème} cycle, sciences de l'éducation, Université des Sciences Humaines de Strasbourg, 1983.

L'école malgré tout, les conditions d'une contribution de l'école à l'essor africain est un ouvrage publié par André Mvesso³³. L'auteur présente ce que malgré tout, l'école peut apporter de positif à l'Afrique : une culture écrite et avec elle, l'introduction à la civilisation planétaire et la possibilité d'entrer dans la modernité. La préoccupation cardinale de Mvesso est l'assomption par les peuples africains de leur devoir historique incontournable : celui de redresser la tête pour prendre part à l'odyssée de l'aventure planétaire, en évitant d'un côté l'aliénation et de l'autre la périphérisation et la marginalisation. Pour relever cet exaltant défi, les peuples africains doivent faire de l'école leur cheval de bataille. Faisant l'autopsie de la crise de l'école en Afrique justement, l'auteur montre la nécessité d'en revoir les fins et les contenus, et l'urgence de dépasser "l'école du comment" pour "l'école du pourquoi". Cependant, cet ouvrage des sciences de l'éducation n'aborde pas le fait scolaire dans la localité d'Elig-Mfomo.

L'étude d'Agnès Marie Keuho Tchoffo s'est aussi révélée indispensable dans l'appréhension de l'école au Cameroun³⁴. Le but de ce travail est de comprendre les raisons de la dévalorisation du statut d'enseignant aujourd'hui, particulièrement dans les imaginaires des jeunes générations. Autrefois symbole de réussite par l'école et incarnation des valeurs de la société, bénéficiant d'un prestige certain, la considération de l'enseignant s'est peu à peu effritée à la faveur de la crise économique, sociale et culturelle que traverse le Cameroun. Nous plongeant parfaitement dans l'interdisciplinarité, cette étude sociologique de Keuho Tchoffo conclue que la détérioration de l'image de l'enseignant camerounais ne trouverait pas son explication dans la seule combinaison des dynamiques économiques, sociales et politiques, amplifiées par les postures adoptées par celui-ci face à ces bouleversements, mais serait le symbole de la

³³ A. Mvesso, *L'école malgré tout, les conditions d'une contribution de l'école à l'essor africain*, Yaoundé, Presses Universitaires de Yaoundé, 1998.

³⁴ A.M. Keuho Tchoffo, "L'image de l'enseignant au Cameroun : socioanalyse d'un statut en pleine déconstruction", mémoire de Master en sociologie, UYI, 2011.

remise en question d'une certaine idéologie du pouvoir, la perte de notoriété de l'enseignant est le symbole de l'effondrement d'une certaine conception de la société et des rapports sociaux.

Le mémoire de Bambok Bambok Odile Honorine s'inscrit dans le domaine des sciences de l'éducation. Il s'intitule : " la scolarisation dans l'arrondissement de Yabassi, approche socio-historique". Pour l'auteur, cette localité située non loin de la capitale économique, aurait dû avoir un destin meilleur que celui d'une région qui voit ses infrastructures routières, son essor économique, sa culture et son école périlcliter tous les jours. Le travail d'Odile Honorine Bambok Bambok s'intéresse principalement à la désaffection de la scolarisation à Yabassi. Une situation qu'elle essaye d'expliquer par l'insuffisance des infrastructures scolaires, l'exode rural et les problèmes de sorcellerie. Ce travail ne porte pas sur notre espace d'étude. Mais il nous a fourni des axes d'analyse pour mieux appréhender notre sujet d'étude.

Il est difficile d'aborder les questions scolaires au Cameroun sans parler de l'Organisation des Nations Unies pour l'Education, la Science et la Culture (UNESCO). Dans son mémoire de DEA, François Onguené Beyama corrobore cette idée puisque c'est effectivement à cet organisme des Nations Unies qu'il consacre son étude³⁵. L'œuvre de l'UNESCO au Cameroun s'inscrit dans une vision cosmogonique du monde des superpuissances au sortir de la deuxième guerre mondiale³⁶. La création de l'UNESCO est en effet l'aboutissement d'un processus de mise en place d'une coopération intellectuelle internationale. C'est par l'accord du 13 juin 1961 que le Cameroun se joint à l'UNESCO et au PNUD. Dès lors, s'ouvre une période de coopération technique fructueuse avec des résultats probants. L'appui apporté à la création de l'ENS de

³⁵ F. Onguené Beyama, " l'œuvre de UNESCO au Cameroun et l'action des camerounais à l'UNESCO : 1946 2008", mémoire de DEA en histoire, UYI, 2009.

³⁶ Cette vision consistait à mettre sur pied un système opaque connu sous le nom de système des Nations Unies, garant de la paix et la sécurité, des relations amicales entre nations, du développement économique et social des Etats membre, du respect des droits de l'homme et des libertés fondamentales. C'est à l'ONU que sont donc assignées ces différentes missions.

Yaoundé en 1961, de l'Ecole Normale d'Instituteurs à vocation Rurale (ENIR) de Ngoumou en 1967, puis des Instituts de Pédagogie Appliquée à Vocation Rurale (IPAR) de Yaoundé et Buéa, respectivement en 1969 et 1973, sont rangés parmi les premières actions de l'UNESCO en faveur de l'école au Cameroun. Toutefois, ce travail de Beyama porte exclusivement sur les faits de coopération entre le Cameroun et l'UNESCO.

Ainsi, cette littérature abondante renseigne sur le fait que nous ne sommes pas dans un terrain inexploré. De nombreux auteurs se sont déjà penchés sur le fait scolaire au Cameroun en général. Mais, notre travail s'arrête sur une localité du département de la Lékié et soulève une problématique spécifique.

8- METHODOLOGIE.

Etant donné que le travail de l'historien ne se fait pas au hasard et en désordre, il nécessite une méthode disciplinée. Comme le dit bien Beaud Michel, 'pas de recherche sans méthode'³⁷. Nous allons procéder à une analyse thématique. Il s'agit d'une synchronie³⁸ qui repose sur la consultation faite de nombreuses sources et une démarche empirique considérable. Sans oublier la nécessité pour l'historien de rassembler et confronter les sources pour un travail scientifique³⁹. En effet, nous avons eu recours à des informations à partir de diverses sources de la manière suivante :

Les sources primaires aux Archives Nationales de Yaoundé, aux Archives de la Commune d'Elig-Mfomo et des établissements scolaires approchés ont été d'une importance avérée. Elles nous ont donné les premières informations écrites sur notre sujet, à partir des hypothèses de recherche préétablies et de l'objectif général de la recherche. Aussi, les informations orales se sont révélées

³⁷ M. Beaud, *L'art de la thèse*,...

³⁸ Elle permet de ramener le tout sous forme thématique, contrairement à la diachronie qui relate les faits en suivant la chronologie, une évolution des faits à travers le temps.

³⁹ S. Efova Mbozo'o, 'la documentation : grandeurs et servitudes d'un système d'information et de communication peu connu au Cameroun', thème d'une Conférence-Débat, Club-Doc.ESSTIC, Yaoundé, 09 juin 1995, p.7.

essentielles. A l'aide des entretiens et questionnaires, nous nous sommes approchés des personnes susceptibles de donner des informations. C'est la raison pour laquelle les patriarches nous ont permis de retracer l'origine onomastique de l'arrondissement et les débuts du fait scolaire à Elig-Mfomo. Les responsables d'établissements et enseignants nous ont fourni des éléments relatifs à l'organisation et au fonctionnement des établissements scolaires ici. Les anciens et actuels élèves de cette unité administrative, à travers leur point de vue, nous ont autorisés à constater que, bien que nous soyons ici en zone rurale, l'école n'a pas été délaissée. Par ailleurs, l'entretien avec de nombreux autres particuliers nous a été d'un concours important.

Les sources secondaires font généralement référence aux sources primaires. Dans ce sens, de nombreux ouvrages, thèses, mémoires et dictionnaires, consultés dans les centres de documentation approchés, nous ont également fourni des informations. En effet, les multiples lectures au centre de documentation du Ministère de la Recherche Scientifique et de l'Innovation, à l'Institut Français du Cameroun, à la bibliothèque de l'AEFASLH⁴⁰, celle de l'Ecole Normale Supérieure, et au Cercle Histoire de l'UYI, nous ont fourni d'innombrables documents sur l'école au Cameroun.

L'outil internet nous a enfin permis de mettre la main sur certaines données. De nombreux articles consultés nous ont édifiés dans le sens général de l'école au Cameroun.

Après la collecte de toutes ces informations, nous les avons traités, dans l'optique bien sûr, d'appuyer nos assertions, nos point de vue, confirmer ou infirmer des thèses. Nous avons donc, dans une posture constructiviste⁴¹, choisi une méthode hybride qui associe description, analyse et narration.

⁴⁰ Association des Etudiants de la Faculté des Arts, Lettres et Sciences Humaines.

⁴¹ Le constructivisme est une posture épistémologique connue en Histoire. Il vise à dépasser l'explication pour comprendre les événements.

9- PLAN DE TRAVAIL

Le plan de notre travail se décline en quatre chapitres. Chacun traitant ainsi des éléments constitutifs de notre mémoire.

Le premier chapitre présente géographiquement, administrativement et historiquement notre cadre étude. De même il tente une définition de la scolarisation et son aperçu historique au Cameroun pendant la période coloniale.

Le deuxième chapitre aborde, à travers deux établissements scolaires, un examen de l'enseignement primaire et maternel à Elig-Mfomo de 1960 à 2013⁴².

Le troisième chapitre, dans la même période, s'intéresse à l'enseignement du second degré ici, précisément par le biais d'une étude sur le lycée d'Elig-Mfomo, l'IPPE et le CETIC de Nkolossan.

Le dernier chapitre fait une analyse factuelle de l'apport de la scolarisation ou l'école tout court, au développement socioéconomique de cet arrondissement du département.

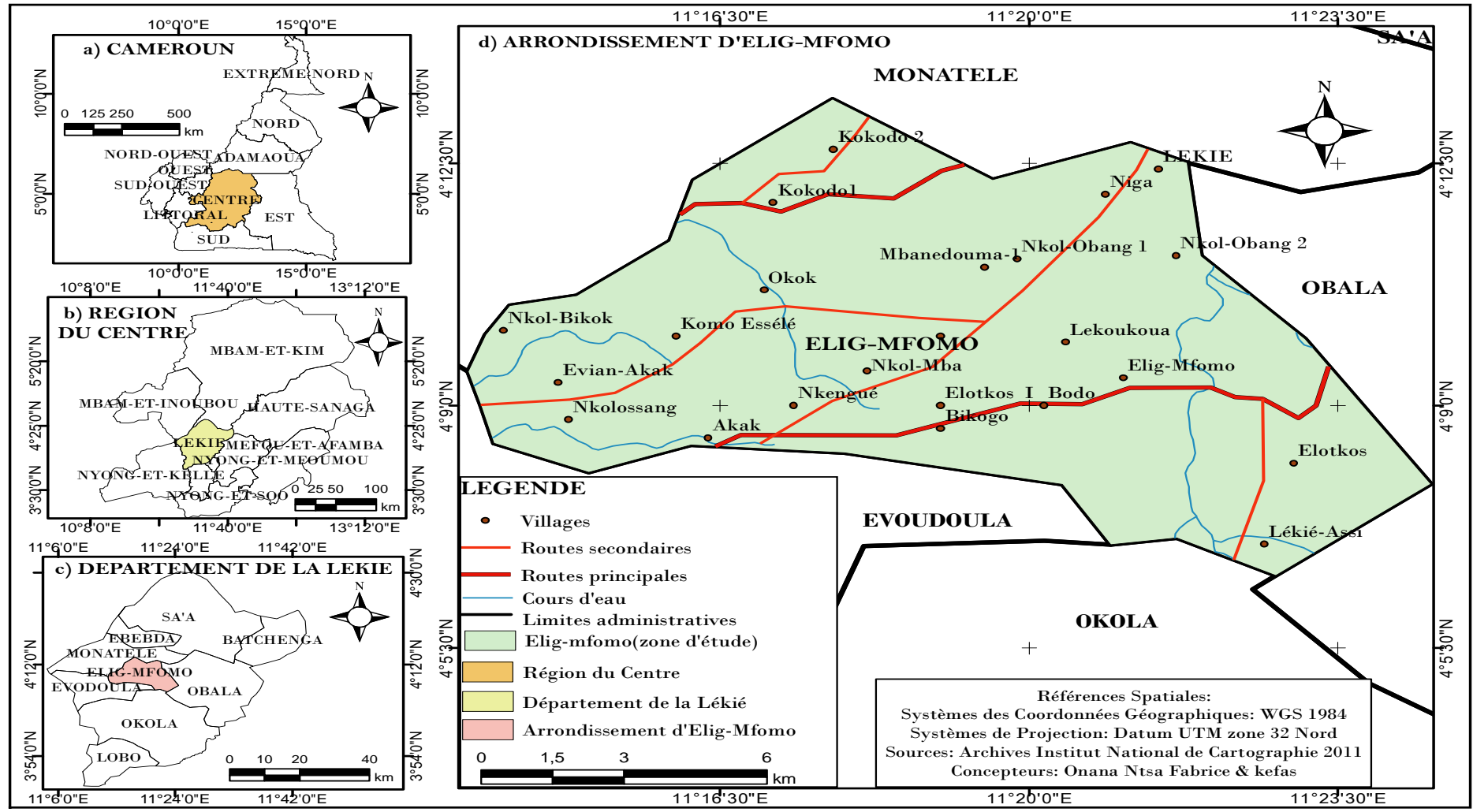
10- DIFFICULTES RENCONTREES.

Cette modeste œuvre n'a pourtant pas été un fleuve tranquille. Tout au long de notre travail, nous avons fait face à de nombreux écueils. Disons d'entrée de jeu qu'il n'a pas été évident pour nous de travailler sur la localité d'Elig-Mfomo. Non seulement la documentation est presque inexistante, l'accès à l'information n'a pas été chose aisée. Aussi, nous avons été victime de suspicions de toutes sortes venant des populations. Par ailleurs, les archives ont été la denrée rare. Pour celles qui existent, elles sont parcellaires et difficilement utilisables. Ce qui a obligé à creuser davantage la source orale. Celle-ci hélas nous a aussi imposé une rude épreuve. Tant la difficulté à se rapprocher de certains acteurs nous a plongé dans un véritable labyrinthe. C'est ainsi que nous avons parcouru les vingt cinq villages d'Elig-Mfomo à la recherche des informateurs. Nous avons donc fait face à la rudesse du climat, caractérisée par l'intransigeance du soleil, les pluies quelques peu débordantes rendant parfois les ruelles impraticables.

⁴² L'Ecole Saint Thomas d'Aquin d'Elig-Mfomo et l'Ecole Publique du centre.

Aussi, étions-nous donc très souvent exposés à l'ardeur de la chaleur brûlante, en recevant une pluie de poussière, nous exposant par cette occasion aux maladies de toutes sortes. Désavouer la difficulté financière serait faire preuve de mauvaise foi de notre part. En réalité, l'insuffisance de ces derniers a parfois limité notre investigation.

Carte 1: La localisation géographique d'Elig-Mfomo



CHAPITRE I :

PRESENTATION DE LA LOCALITE D'ELIG-MFOMO ET DEFINITION DE LA NOTION DE SCOLARISATION

L'analyse de ce chapitre tourne autour de la présentation du cadre d'étude de ce travail et l'approche définitionnelle de la notion de scolarisation. L'Arrondissement d'Elig-Mfomo, l'un des neuf⁴³ que compte le département de la Lékié, est une localité pas assez connue. D'ailleurs aucun travail scientifique à ce jour ne s'y est intéressé. De même, la scolarisation reste une notion assez élastique et complexe. A travers ce chapitre donc, nous nous attelons à une présentation de l'Arrondissement d'Elig-Mfomo d'une part et une définition de la scolarisation d'autre part.

⁴³ Evodoula, Monatéfé, Okola, Obala, Sa'a, Ebebda, Baschenga, Lobo et Elig-Mfomo.

I- PRESENTATION D'ELIG-MFOMO

Pour une meilleure présentation de cette unité administrative, il importe de s'arrêter sur les données historiques, administratives et sur la situation géographique.

A-Les données historiques et administratives

Les données historiques et administratives de la localité d'Elig-Mfomo permettent de la situer dans l'Histoire. Elles permettent de mieux faire connaissance avec cet arrondissement.

1- Les principales données historiques

L'histoire d'Elig-Mfomo passe irréfutablement par une analyse onomastique de la localité et un arrêt sur la promotion de cet espace en arrondissement en 1992.

a- Analyse onomastique

Elig-Mfomo a certainement fait partie du Kamerun allemand⁴⁴ et s'est retrouvée dans la partie du Cameroun qui devait être administrée par la France dans le cadre du Mandat d'abord et de la Tutelle après. Au lendemain de l'indépendance du Cameroun Français, Elig-Mfomo est une zone rattachée à la ville d'Obala et qui n'a rien qui puisse attirer l'attention et faire parler d'elle à des kilomètres de là. L'espace est plongé dans un anonymat certain. Les populations paysannes, dans une interaction harmonieuse, vaquent à leurs occupations, partageant quelques valeurs cardinales que sont le travail, l'entraide, la solidarité. C'est d'ailleurs de cette dernière qu'il faut aller chercher l'origine du nom qui est aujourd'hui donné à cet arrondissement. Il découle d'une histoire.

⁴⁴ C'est une logique d'histoire, étant donné que la localité se trouve dans le centre Cameroun, une zone pacifiée par Hans Dominik.

C'est une histoire vraie racontée par les patriarches que nous avons approchés⁴⁵. Le personnage principal de cette histoire s'appelle Mfomo. Mfomo était un homme d'une quarantaine d'années révolues, vivant à quelques kilomètres de l'actuel centre administratif de l'arrondissement. La vie de cet homme était une véritable suite de malheurs et déboires. Les plus atroces sont ceux qui révèlent que Mfomo eut sept enfants mais tous décédaient chacun à son tour dans des circonstances assez floues. Face à ces persécutions, la situation de Mfomo provoqua l'indignation, l'émoi, la peine et même la pitié dans les environs au point où il devint célèbre. C'est ainsi que l'un de ses proches vivant dans l'actuel centre d'Elig-Mfomo le fit venir afin de pouvoir changer son tragique destin, son quotidien pénible. Mais hélas rien ne changea. Mfomo ici eut encore deux enfants, un fils et une fille. Si la fille en mariage non loin, resta sans descendance, son frère victime d'un accident pendant une journée de cueillette de cacao, mourut. Quelques années après, Mfomo décéda avec sans doute la certitude de n'avoir laissé aucune trace, aucune progéniture de son passage sur terre. Heureusement, sur l'instigation du chef, son conseil et de ses amis on décida de donner son nom à la localité, en précisant qu'elle représenterait pour l'avenir, la postérité et la descendance de Mfomo : d'où l'expression en Eton Elig-Mfomo.

b- La promotion en arrondissement

L'arrondissement d'Elig-Mfomo est créé en 1992 par le décret présidentiel n°92/187 du 1^{er} septembre.

Plusieurs éléments pouvaient justifier la création d'un arrondissement ici. L'étendue du département de la Lékié demandait bien l'érection de nouveaux arrondissements, dans le souci bien sûr de rapprocher l'administration des administrés. Par ailleurs le désir des élites de la localité de désenclaver la

⁴⁵ Les patriarches Mvogo Nouma Jean Pierre (77 ans), Tsimi Tadée (80 ans) et Koh Léonard (73 ans).

zone fut leur motivation dans leur rôle joué pour la réalisation de cette promotion. Un an plus tard, un autre décret créait la commune d'Elig-Mfomo en 1993⁴⁶. Depuis lors, la localité vit sous une administration duale.

2- L'organisation administrative.

L'organisation administrative d'Elig-Mfomo repose sur deux principaux éléments à savoir l'administration territoriale et la gestion municipale, auxquelles il faut ajouter l'administration traditionnelle.

a- L'administration territoriale

Elle est représentée ici par un Sous-préfet nommé par décret présidentiel. Il représente effectivement le pouvoir central, l'exécutif dans l'arrondissement. La légitimité du Sous-préfet s'adosse aussi sur le phénomène de déconcentration. Il s'agit en effet d'un procédé administratif qui se caractérise par la présence sur l'ensemble du territoire national des services administratifs auxquels le pouvoir central confie certains de ses compétences. Ces services servent donc de courroie de transmission qui rapproche l'administration des administrés. Le Sous-préfet à Elig-Mfomo est assisté d'un adjoint qui l'aide dans sa tâche. D'autres services publics sont représentés ici parmi lesquels une brigade de gendarmerie, une antenne de *Elections Cameroon*, une inspection de l'enseignement primaire, un hôpital de district, une délégation d'agriculture, un poste forestier et de chasse et un poste zootechnique et vétérinaire⁴⁷. L'Etat du Cameroun est donc assez perceptible dans l'arrondissement d'Elig-Mfomo. A côté de ces services qui représentent l'administration centrale, la décentralisation

⁴⁶ Décret présidentiel créant la commune d'Elig-Mfomo n°325/93CAB/PR du 25 novembre 1993.

⁴⁷ C'est le résultat d'une enquête empirique menée dans la localité en février et avril 2015.

est autant présente avec le fonctionnement effectif de la Commune Rurale d'Elig-Mfomo.

b- La gestion municipale

Comme nous le disons plus haut, Elig-Mfomo dispose également d'une commune dont le rôle gravite autour de l'amélioration des conditions de vie des populations. Pour ce faire, l'institution dès sa création, s'est adaptée au processus électoral en vigueur dans le reste du pays. Le Maire est élu au scrutin de liste pour un mandat de cinq ans. Il est assisté de deux adjoints et un conseil municipal formé de 25 personnes⁴⁸. Théoriquement, il s'agit des représentants de chacun des 25 villages qui constituent Elig-Mfomo.

Dans la pratique, certains villages bénéficient souvent de plus d'un conseiller municipal, lésant ipso facto d'autres villages. Tout compte fait, la commune s'occupe du développement de la localité pour offrir aux habitants les conditions de vie meilleures. A l'issue de l'élection municipale de 2013, l'équipe municipale se présente comme suit :

- **Ayissi Stanislas** : Maire ;
- **Nkoulou Mbouna** : 1^{er} Adjoint ;
- **Ambomo née Lebegue Jeanne** : 2^{ème} Adjoint.

Pour compléter le dispositif administratif, il existe un commandement traditionnel, gage de la préservation des valeurs et pratiques ancestrales.

c- Organisation traditionnelle

Elig-Mfomo appartient au groupement d'Edinding dont le chef supérieur est Tsala Ndzomo Guy. C'est lui qui s'occupe du volet traditionnel dans l'administration de la région⁴⁹. Pour cela, un tribunal coutumier existe dans l'optique de trancher les litiges entre populations. Les chefferies de 3^{ème} degré

⁴⁸ Dossier territorial, document mis à notre disposition par la commune d'Elig-Mfomo, 2013, p. 26.

⁴⁹ Ibid. p.28.

dans les 25 villages participent à la bonne gestion traditionnelle, avec quand même en filigrane le souci de préserver quelques unes des valeurs ancestrales, les valeurs du peuple Eton tout court⁵⁰.

Les 25 villages d'Elig-Mfomo sont : *Elig-Mfomo, Bikogo, Nkengue, Akak, Nkolossan, Komo-Essele, Okok, Niga, Lékié, Nkolobang I, Nkolobang II, Kokodo I, Kokodo II, Endama I, Endama II, Mbanedouma I, Mbanedouma II, Elot-Kos, Bodo, Mebomo, Lekoukoua, Nkol-Bikok, Nkol-Mba, Enobita et Elig-Onana.*

B- Situation géographique

L'arrondissement d'Elig-Mfomo s'étend sur une superficie de 144 km². Il est séparé au Nord par Monatélé, au Sud par Okola, à l'Est par Obala et à l'Ouest par Evodoula⁵¹. La localité est logée dans la région du centre Cameroun, département de la Lékié.

1- Composantes hydrographique, floristique et climatique

L'hydrographie, la flore et le climat d'Elig-Mfomo témoignent du fait que l'on se trouve là en zone équatoriale. La localité est arrosée par la rivière Lékié⁵². C'est le plus long cours d'eau de la région. C'est d'ailleurs sans surprise que tout le département porte son nom⁵³. D'autres petits cours d'eau existent comme les rivières Mbazoa, Bikogo et Odingda. Ceux-ci sont moins importants et sont parfois saisonniers par endroit.

En ce qui concerne le climat, il est de type équatorial chaud et humide avec 4 saisons dont 2 sèches et 2 pluvieuses. La grande saison sèche va de Novembre à Mars, la petite saison de pluies de Mars en Mai, la petite saison

⁵⁰ Nous faisons allusion ici aux valeurs de travail, la solidarité, l'hospitalité et à la conservation de quelques pratiques anciennes face au vent de la modernité.

⁵¹ Dossier Territorial, p. 9.

⁵² Ibid.

⁵³ Prés de 80% des départements au Cameroun porte les noms des cours d'eau. Cette observation et cette estimation sont de nous.

sèche de Mai à Août et la grande saison de pluies de fin Août à novembre. Ce climat affecte les activités économiques des populations et le couvert végétal de la région. C'est une zone de forêt fréquemment défrichée pour les cultures vivrières. La faune quant à elle est assez pauvre. On rencontre tout de même les troupes de singes, hérissons et quelques lièvres, écureuils, rats, vipères et porcs épics. Il faut insister ici sur le fait que le climat détermine le calendrier agricole des populations.

Tableau 1 : L'activité agricole dans la Lékié en fonction du climat

<i>SAISONS</i>	<i>MOIS</i>	<i>ACTIVITES</i>	<i>RESPONSABLES</i>
Petite saison des pluies ou <i>'ESSOMLO'</i>	mi-mars, avril, mai et juin	-Nettoyage des champs, ramassage des mauvaises herbes -semailles des arachides, du maïs, culture des légumes et repiquage du manioc -sarclage des champs	Les femmes
Petite saison sèche ou <i>OYON</i>	juillet et août	-Récolte des arachides, du maïs, sauf le manioc. -défrichage des nouveaux champs d'arachide	Les femmes Les hommes

Grande saison des pluies ou <i>AKAP</i>	Septembre, octobre, novembre	-Semaines dans un même champ, des arachides, le maïs, les ignames, le sésame -récolte des arachides et du maïs sauf le manioc et les ignames	Les femmes
Grande saison sèche ou <i>ISSEP</i>	Décembre, janvier et février	-suite de la récolte du sésame et des arachides -repos -défrichage des nouveaux champs et début d'une nouvelle saison	Les femmes Les hommes

Source : Agnès Ngonon Onana, "le pouvoir colonial et le pays Eton", mémoire de maîtrise en histoire, UYI, 2008, p.7. Tableau revu par Fabrice Onana Ntsa.

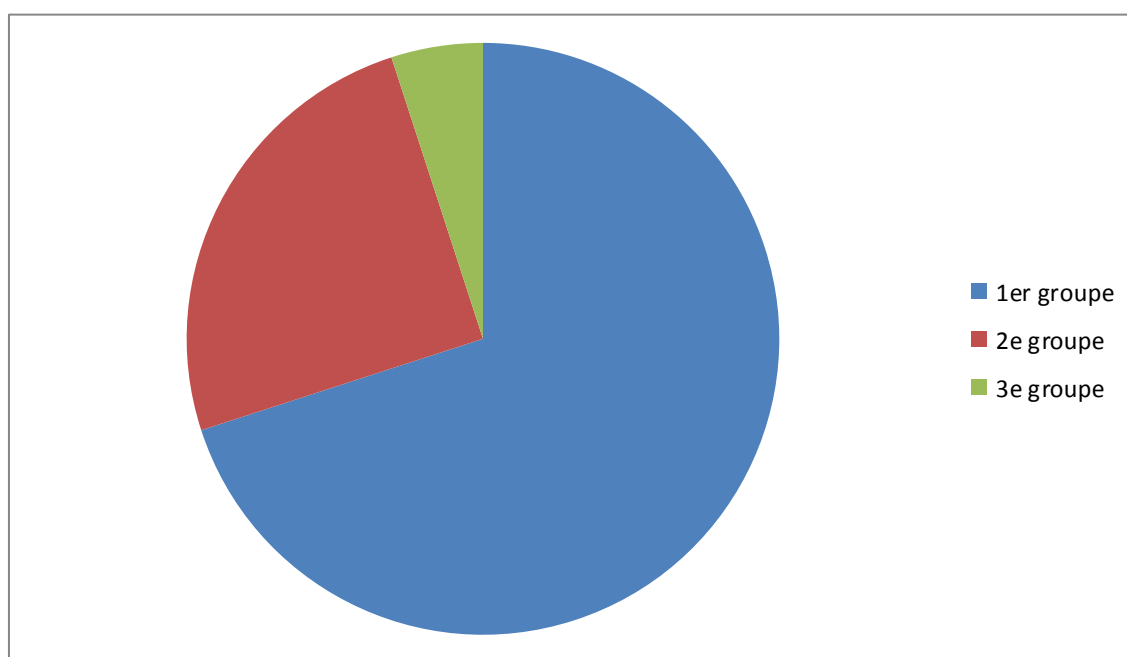
2- Les éléments du relief et les traits humains.

Le relief, ensemble des inégalités du sol, est une composante essentielle lorsqu'on présente la situation physique, géographique d'une région. Le relief d'Elig-Mfomo est quelque peu varié. Il comprend quelques plateaux et collines dont l'altitude varie en 300 et 800 m. De façon générale, le relief ici est moins accidenté. C'est un facteur de la facile mobilité des populations. Même comme il faut relever que le sol latéritique par endroit, ne facilite pas la pratique de l'agriculture.

Les 25 villages qui constituent Elig-Mfomo sont peuplés des Eton. Certes, on retrouve quelques allogènes en quantité moins importante, mais la localité est grandement habitée par ce peuple de la forêt. A l'intérieur, on retrouve plusieurs clans ou familles. L'arrondissement d'Elig-Mfomo compte ainsi plus de 30 000 habitants répartis en trois clans :

- **Esselé** : groupe majoritaire :70%
- **Mvog Kani** : population considérable :25%
- **Beloua** : population parsemée : 5%

Graphique 1: Répartition de la population d'Elig-Mfomo en Clans.



Source : Ces chiffres sont tirés d'une enquête de terrain et du document territorial mis à notre disposition par la Commune Rurale d'Elig-Mfomo.

Les Esselé et les Mvog-Kani sont considérés comme les autochtones de la région. Ils seraient ainsi les premiers à s'y installer. En ce qui concerne les Beloua, la situation est autre. Ils viennent d'autres localités et se sont installés à Elig-Mfomo à la suite d'une histoire migratoire assez récente. Ils sont donc

minoritaires et ont été pendant longtemps sous la domination des autres. D'où le nom de *Beloua*⁵⁴ qui leur est donné et qui veut dire esclaves en langue locale. De plus, les Beloua ne sont pas nécessairement liés par le sang⁵⁵. A ne pas confondre également avec les Mvog-Beloua. Ces derniers se retrouvent plutôt dans l'arrondissement de Sa'a. C'est un grand groupe clanique faisant partie de ce que Joseph Tanga Onana⁵⁶ appelle les Eton Béti. De plus, ils ne sont pas minoritaires.

La population d'Elig-Mfomo est très religieuse. L'église catholique⁵⁷, l'Eglise Presbytérienne Camerounaise et quelques Eglises réveillées⁵⁸ sont répandues dans l'arrondissement. La population est scolarisée et bénéficie d'un arsenal considérable d'institutions scolaires à savoir dix-sept écoles primaires et maternelles et sept établissements secondaires. Au niveau sanitaire, la localité dispose d'un hôpital de district. Pour l'aider dans la lutte contre les maux qui déciment les habitants de la région, sept centres de santé existent également.

Tableau 2: Les différents centres de santé à Elig-Mfomo en 2013.

Centres de santé	Chefs de centre	Nombre de lits
Niga	M. Nadanga Apollinaire	2 lits
Nkengue	M. Ombiogno Narcisse	3 lits
Endama	Mme Leka	2 lits
Nkol-Ossan	M. Nkomo Ferdinand	3 lits
Kokodo	M. Ngokodock Joséphine	2 lits
Komo-Essele	M. Omengue Marc	3lits
Mbanedouma	Mme Oundol Bernadette	3 lits

Source : dossier territorial, produit par la Commune Rurale d'Elig-Mfomo, p.20.

⁵⁴ Il s'agit donc en réalité d'un ensemble de petits groupes épars à travers l'arrondissement. Nous pouvons citer : *les Adji, les Izok, les Engap, les Ezek, les Ngoé, les Indo et les Mbouda*. Ces derniers seraient venus de l'Ouest Cameroun et auraient bien une parenté avec les Mbouda des Bamboutos.

⁵⁵ Ils ont des origines diverses. Ils reviennent des régions différentes. Les Adji par exemple viennent du village Nlodou dans l'arrondissement d'Evodoula. Leur proximité avec les Bassa est parfois relevée.

⁵⁶ J. Tanga Onana, 'Les Eton du Sud Cameroun, Essai d'étude historique des origines à 1900. Etude accompagnée d'une protohistoire des Pahouins et des Béti', Mémoire de Maîtrise en Histoire, Université de Yaoundé, Mai 1981.p.49.

⁵⁷ Elle dépend du diocèse d'Obala.

⁵⁸ A Elig-Mfomo centre, Endama I et II, Niga, Mebomo, Nkolossan, Nkengue, Bikogo, Nkolmba, Komo-essele et Nkol-bikok.

Il faut toutefois rappeler ici que le nombre de lits varie de temps en temps. Tantôt les dons en fournissent davantage, tantôt les vols en dérobent pour en réduire le nombre aussi.

Au total, il règne un climat social apaisé dans l'arrondissement d'Elig-Mfomo. Ce qui justifie une vie économique assez multisectorielle.

3- Les activités économiques

L'économie depuis longtemps, occupe une place de choix dans la vie des hommes. Le principe général qui sous-tend l'économie, en particulier pour les ressources limitées ou rares, est celui de la rentabilité. Elle consiste à consommer un minimum de moyens en vue de réaliser un maximum de profits⁵⁹. Les champs d'investigation de l'économie renferment donc la production, la distribution, et la consommation des biens et des services, les moyens matériels d'existence de l'homme et les systèmes d'échange quels que soient leurs structures⁶⁰. C'est peut-être pourquoi Pierre-Joseph Proudhon affirme que l'économie est la seule discipline qualifiée pour changer la société⁶¹. Nous la concevons comme un ensemble d'activités d'une collectivité humaine relatives à la production et à la consommation des richesses et à l'échange⁶². Les ressources économiques d'Elig-Mfomo sont essentiellement agricoles. Les principales activités économiques ici sont :

- l'agriculture ;
- l'élevage ;
- le commerce ;
- la Pêche et la Chasse.

L'agriculture représente la principale occupation des populations de cette unité administrative. Hommes, femmes, jeunes, vieux, autochtones, allogènes ou

⁵⁹ Le Toupiictionnaire : le dictionnaire politique en ligne.

⁶⁰ Ibid.

⁶¹ P.-J. Proudhon, *le système des contradictions économiques*,..., 1846.

⁶² F. Onana Ntsa, " la présence économique et commerciale chinoise dans l'espace urbain et péri urbain au Cameroun de 1991 à 2011 : le cas de Yaoundé et Mbalmayo" mémoire de master en histoire, UYI, 2014, P.6.

même instruit ou pas, presque tout le monde ici dispose d'un espace de terre cultivable. On distingue les cultures industrielles dont la principale est le cacao et les cultures vivrières telles que le macabo, le manioc, le plantain, la banane, le maïs et l'arachide. L'agriculture, tant pour les effectifs qu'elle emploie que par sa production, joue un rôle prépondérant dans l'économie de la localité.

Le niveau de santé de l'agriculture en fait dans un espace donné, a toujours été un référentiel du niveau de vie des populations⁶³. C'est d'ailleurs dans cet esprit que le philosophe grec Xénophon affirmait que l'agriculture est la mère des arts, qu'elle conditionne la vie sur terre, que même les plus heureux des mortels ne peuvent se passer d'elle⁶⁴. Etant donc une zone densément agricole, les problèmes existentiels ici proviennent généralement d'autres causes.

L'élevage aussi est pratiqué. Il s'agit en grande partie d'un élevage de consommation (porcs, moutons, chèvres, volaille). Néanmoins, quelques éleveurs industriels de volailles, porcs et poissons se distinguent de part et d'autre.

La pêche et la chasse font également partie du quotidien des populations car disposant bien des cours d'eau et d'une forêt. La pêche artisanale se pratique tout au long de la rivière Lékié et dans les rares étangs de pêche. Les produits de cette pêche sont destinés à la consommation ou au petit commerce. Pareil est le cas de la chasse à courre et au fusil pratiquées dans l'arrondissement.

Si l'industrie demeure inexistante ici, l'activité commerciale est animée par quelques autochtones et des étrangers. Ils mettent à la disposition des populations les produits de première nécessité, les boissons hygiéniques ou gazeuses et quelques matériaux d'équipement. Quant au marché d'arrondissement, il est hebdomadaire et se tient chaque lundi.

⁶³ Ibid. p. 69.

⁶⁴ Xénophon, *l'Economique*,..., chapitre V.

En ce qui concerne son ouverture aux autres régions, la localité est alimentée par Aes Sonel⁶⁵ en ce qui concerne l'énergie électrique. Ce qui permet alors le fonctionnement effectif du téléphone, de la télévision et de la radio. L'arrondissement est désormais traversé par une route bitumée qui permet le désenclavement de la localité qui, en une heure est reliée à Yaoundé. Une infrastructure dont l'apport dans la bonne marche des activités économiques est tout aussi appréciable.

En dehors de voitures et petits cars qui s'attribuent cette tâche, l'activité des motos dans le transport des personnes et des biens est également à relever ici.

L'arrondissement d'Elig-Mfomo est donc aujourd'hui, depuis 1992, parmi les 360 arrondissements que compte le Cameroun. Mais la localité n'a pas attendu cette promotion pour s'intéresser à l'école. Le phénomène de scolarisation y est visible bien avant l'indépendance du pays.

II-DEFINITION ET HISTORIQUE DE LA SCOLARISATION AU CAMEROUN

La scolarisation qui est le thème central dans ce travail revêt un faisceau de conceptions qui renvoient tout de même à une seule réalité : l'enseignement, l'école. Une définition et un aperçu historique de la scolarisation au Cameroun nous semblent intéressants.

A- Approche définitionnelle

Parler de scolarisation amène à évoquer indubitablement un champ lexical composé entre autres des termes suivants : l'école ; les établissements scolaires, les élèves, les enseignements, les examens scolaires. La scolarisation est l'action de scolariser, le fait d'être scolarisé. Elle dérive du verbe scolariser, qui veut dire pourvoir d'établissements scolaires. La scolarisation peut même se

⁶⁵ La société AES Sonel a récemment été remplacée par une autre : *Eneo Cameroon* (Energy of Cameroon), dans la production et distribution de l'énergie électrique au Cameroun.

concevoir simplement comme la fréquentation d'une école⁶⁶. Sa définition passe aussi irréversiblement par la précision de ses finalités, ses fonctions et ses acteurs.

1- La finalité de l'école

L'approche marxiste structure la société en deux instances : l'instance infrastructurale et l'instance super structurelle⁶⁷. Louis Althusser renchérit en élaborant une théorie de l'Etat où il conçoit la structure de toute société comme étant constituée de " l'appareil répressif d'Etat" (le gouvernement, l'administration, l'armée, la police, les tribunaux, les prisons) qui fonctionnent avec la violence et les " appareils idéologiques d'Etat"(AIE) qui fonctionnent à l'idéologie. Parmi ces " Appareils Idéologiques d'Etat", il déclare que l'AIE scolaire (le système des différentes écoles publiques et privées) est l'un des plus importants⁶⁸.

Depuis l'Antiquité, la finalité de l'école a beaucoup varié. Aujourd'hui, l'école se présente comme un établissement collectif dans lequel est donné un enseignement en commun à 3 enfants au moins appartenant à deux familles différentes au moins, en vue d'instruire ou de former l'individu pour son intégration totale dans le milieu auquel il est destiné⁶⁹. L'école a donc pour finalité de former l'individu selon les aspirations de la société dans laquelle il vit.

2- Les fonctions de l'école

Par les moyens de la transmission des connaissances, l'école assure trois fonctions sociales majeures⁷⁰. La fonction étant conçue ici comme un rôle spécifique.

⁶⁶ O.H. Bambok Bambok, " la scolarisation dans l'arrondissement de YABASSI, approche socio-historique", mémoire de DIPEN II en science de l'éducation, ENS, UYI, 1999, p.13.

⁶⁷ A.M. Keuho Tchoffo, " image de l'enseignant au Cameroun...", p. 63.

⁶⁸ L. Althusser, *idéologies et appareils idéologiques d'Etat*, Paris, la pensée, 1970.

⁶⁹ *Philosophie, Histoire et sociologie de l'éducation*, support du cours dispensé par le docteur BINDZI, ENS, UYI, année académique 2014 -2015 p.37.

⁷⁰ Ibid. p.46.

La fonction de conservation d'abord, par laquelle les valeurs morales et culturelles reçues en héritage doivent être sauvegardées, protégées et transmises aux générations nouvelles.⁷¹

La fonction d'innovation ensuite, à travers laquelle le système scolaire est une source importante du renouvellement des connaissances. Par cette fonction, il s'offre des possibilités d'invention, de découverte, bref de participation au bien-être des populations.

La fonction de socialisation enfin. Il s'agit de faire intérioriser par les acteurs sociaux les différents éléments de la culture. C'est notamment les normes, les modèles et conduites qui feront de chacun un sujet bien intégré dans la société. Par cette fonction de socialisation, l'ascension scolaire reçue par chacun d'entre nous, nous situe dans une sphère d'activité qui présente un faisceau d'emploi selon notre culture scolaire. Ainsi, les objectifs de l'école se résument en un ensemble d'intérêts destinés à promouvoir l'épanouissement de l'homme par le biais de l'acquisition des savoirs, les savoir-faire et les savoir-être.

3- Les acteurs de la scolarisation

L'école est un milieu de vie humaine où se déroulent diverses interactions impliquant des acteurs différents. Nous les scindons en deux grands groupes : les acteurs lointains et les acteurs immédiats ou directs.

En ce qui concerne les acteurs lointains, il s'agit de la communauté internationale qui s'implique dans le développement et la vulgarisation de l'éducation dans le monde entier par le truchement des organismes tels que l'Organisation des Nations unies pour l'éducation, la science et la culture (UNESCO). De même, nous avons les gouvernements nationaux qui donnent la responsabilité à un ou plusieurs ministères de mettre en œuvre les politiques éducatives nationales.

⁷¹ Ibid.

Les acteurs directs sont les responsables administratifs (administration de l'école), les responsables techniques (les enseignants), les élèves et les acteurs secondaires (parents, média, libraires). Ce sont des acteurs immédiats qui constituent les membres de l'école, ce qu'on appelle la Communauté Educative. Il faut préciser qu'il existe une relation intime entre l'enseignant et l'enseigné. Celle-ci a évolué dans le temps. L'enseignement dogmatique trouvait en effet en la personne du maître le dépositaire exclusif des connaissances à communiquer aux élèves. Mais les théories plus actuelles de l'éducation font de l'enseignant plutôt un facilitateur des apprentissages. Dans le modèle dogmatique en réalité, l'élève tenait la place du disciple. Il avalait et consommait tout ce qui venait du maître⁷². La pédagogie actuelle voudrait ainsi partir de cette situation de magistro-centrisme vers celle de pédo-centrisme (activité de l'élève, il participe).

B- Aperçu historique de la scolarisation au Cameroun

L'évolution de l'enseignement au Cameroun s'accommode harmonieusement à celle du territoire. Chaque fois que le pays changeait de maître, le système éducatif était modifié. De 1884 à 1960, Allemands et Français et Anglais, chacun à sa manière met sur pied une organisation scolaire. L'évolution de l'enseignement dévoile deux phases au Cameroun allemand. Pendant la première, les missionnaires sont maîtres du système éducatif. Mais au cours de la seconde, l'administration met sous son contrôle toutes les écoles du territoire. Quand arrivent les Français, ils l'organisent selon le modèle en vigueur en France avec pour objectif principal l'assimilation et l'assujettissement des populations indigènes.

⁷² Ibid. p.42.

1- L'approche de la scolarisation dans le Cameroun sous protectorat allemand

L'enseignement connaît deux grands moments pendant la période allemande à savoir l'action des sociétés missionnaires et l'organisation officielle.

a- Les sociétés missionnaires

A partir de 1884, le gouvernement allemand confie la tâche d'instruire les jeunes indigènes à quatre sociétés missionnaires : les Pallotins⁷³, la Mission Baptiste Allemande, la Mission Evangélique de Bâle et la Mission Presbytérienne Américaine⁷⁴. L'instruction est donnée soit en langue locale, soit en anglais ; la langue allemande n'est pratiquée qu'accessoirement. Le programme accorde une place à la lecture et à l'écriture. La finalité est d'entrer en contact avec les populations locales. Pendant cette période, le gouvernement impérial entretient quand même quelques écoles à caractère symbolique⁷⁵. Le but de ces dernières est la connaissance de l'Allemagne et de sa culture. C'est toutefois une période pendant laquelle le gouvernement ne contrôle pas l'activité scolaire. L'enseignement ne fait l'objet d'aucune mesure normative particulière. Les sociétés missionnaires sont maîtresses de leurs conceptions pédagogiques.

Cependant, le besoin de ressortir l'intérêt colonial dans les écoles confessionnelles se ressent dès 1897⁷⁶. Des concertations sur la place à accorder à l'enseignement s'engage entre missions et le gouvernement dans les colonies, elles aboutissent à l'organisation officielle de l'école.

⁷³ Les Pères Pallotins par exemple arrivent à Yaoundé en 1901. En 1914, ils sont obligés de quitter le Cameroun à cause de l'éclatement de la Première Guerre Mondiale. Ils seront plus tard réintégrés dans le circuit évangélique en 1964, avec l'entremise de Monseigneur Jean Zoa.

⁷⁴ A.V. Ndjilabogo, " les expatriés français dans l'enseignement secondaire du Cameroun, 1960- 1982 ", mémoire de maîtrise en histoire, UYI, 2000, p. 9

⁷⁵ Les écoles de Douala créées en 1987, de Garoua en 1906 et l'école de Yaoundé créée en 1908.

⁷⁶ A.V. Ndjilabogo, "Les expatriés français dans...", p. 9.

b- L'organisation officielle de l'enseignement

Dès 1897, le Kamerun allemand connaît déjà un développement économique qui nécessite davantage les auxiliaires de l'administration et les employés de bureau. Le problème de la formation des jeunes se pose donc de plus en plus et les débats autour sont lancés dans les colonies allemandes.

Au Cameroun, cette discussion prend une forme concrète à partir de 1906. En effet, des pourparlers sont engagés entre les missions chrétiennes et le gouvernement. Ils ont pour but de déterminer le rôle des uns et des autres dans l'enseignement. Ces consultations aboutissent à la promulgation de la loi scolaire de 1910⁷⁷.

C'est ce texte qui met fin à la suprématie des sociétés missionnaires dans l'enseignement au Kamerun. L'administration prend la primauté. Elle veille désormais sur toutes les institutions scolaires du territoire. L'emploi de la langue allemande est obligatoire et le dialecte en usage dans la région est autorisé comme langue auxiliaire⁷⁸. Le programme prévoit un cycle primaire de cinq ans. Il détermine les connaissances minimales que les enfants devront avoir acquises à la fin des cinq années de scolarisation. Le calcul, l'allemand et l'observation constituent le programme des deux premières années d'étude. En plus de ces trois matières, la géographie, l'histoire et les sciences naturelles sont dispensées dans les années restantes⁷⁹. Tel était donc le programme que devaient aussitôt appliquer les écoles confessionnelles si elles veulent continuer d'exister et profiter des fonds du gouvernement. Les subventions allouées aux écoles des missions sont en fait un instrument de vulgarisation de la culture allemande. Par ailleurs à travers la loi de 1910, l'administration impériale harmonisait les programmes des écoles confessionnelles jadis incohérents⁸⁰.

⁷⁷ Ibid. p.10

⁷⁸ ANY NF729/1 Cameroun administration, 1916-1946.

⁷⁹ Madiba Essiben, "Evangélisation et colonisation en Afrique : héritage scolaire du Cameroun 1885-1956", thèse de doctorat 3^{ème} cycle en histoire, Bâle, 1976, p.38.

⁸⁰ A.V. Ndjilabogo, "les expatriés français dans...", p.10.

L'organisation du système éducatif sous le protectorat allemand permet ainsi de distinguer d'une part la prépondérance pédagogique des missions et d'autre part la prise en charge de l'enseignement par l'administration. Les missionnaires et les administrateurs allemands tournent le dos à l'anarchie et à l'improvisation. Mais, leur règne prend fin par l'envahissement du Kamerun par les troupes franco britanniques dans le cadre de la première guerre mondiale.

2- L'organisation scolaire au Cameroun sous administration française (1916 – 1960)

La conception de l'école au Cameroun par les Français s'insérait formidablement dans la doctrine générale de la France en matière d'éducation et d'enseignement dans ses colonies. Elle pouvait se résumer par ces mots du gouverneur général de l'Afrique Occidentale Française (AOF), Brevié :

Le devoir colonial et les nécessités politiques et économiques imposent à notre œuvre d'éducation une double tâche : il s'agit d'une part de former les cadres indigènes qui sont destinés à devenir nos auxiliaires dans tous les domaines... Il s'agit d'autre part d'éduquer la masse pour la rapprocher de nous et transformer son sens de vie⁸¹.

Cette lecture de l'école n'allait pas être très différente au Cameroun aussi bien pendant la période de mandat que celle de tutelle.

a- L'organisation scolaire sous le mandat 1916-1945

L'invasion du Cameroun par les forces franco-britanniques désorganise totalement l'enseignement. Mais à la suite du partage du 04 mars 1916, la France essaye de remettre les services de l'éducation en marche dans la partie qui lui est revenu. C'est véritablement avec l'arrêté du 25 juillet 1921 que s'organise l'enseignement dans le Cameroun sous mandat français⁸². Ce texte

⁸¹ Brevié, gouverneur général de l'AOF, dans bulletin de l'enseignement et AOF, n°74, cité par A. Moumouni, *l'éducation en Afrique*, 2^{ème} édition, Paris, Maspero, 1967, p.3.

⁸² A.V. Ndjilabogo, "les expatriés français dans"... , p. 12.

prévoyait la création d'un service de l'enseignement placé sous l'autorité d'un inspecteur des écoles. Il contrôle les divers ordres d'enseignements suivants :

- l'enseignement primaire élémentaire ;
- l'enseignement primaire secondaire ;
- l'enseignement technique.

Le programme comprend un enseignement méthodique de la langue française, le calcul et le système métrique, les notions de sciences physiques et naturelles appliquées à l'hygiène et à l'agriculture, les notions sommaires d'histoire et de géographie du Cameroun et de la France, l'organisation administrative du Cameroun. Des travaux pratiques d'agriculture pour les garçons et les leçons pratiques d'enseignement ménager et de couture pour les filles sont prévus⁸³. Ce programme n'est pas conçu pour préparer les jeunes gens au service de leur pays. Il est motivé au contraire par le désir d'inculquer des valeurs de la société coloniale.

L'enseignement sous le mandat est donc orienté vers la satisfaction des besoins immédiats de la puissance coloniale française avec pour but d'assujettir et d'assimiler les jeunes indigènes. Pour Marcien Towa, cet enseignement servait à :

Détruire à la racine toute velléité de résistance ; instiller la résignation, la soumission, la bassesse, bref substituer à la mentalité de l'homme libre, une mentalité de sujet ; façonner au colonisé une âme d'esclave. L'indigène devait se convaincre de sa faiblesse et de sa perversité originelle.⁸⁴

Lorsque le pays passe de territoire sous mandat à territoire sous tutelle, les populations amplifient leurs revendications à participer de plus en plus activement à la gestion des affaires publiques de leur pays. Ces revendications vont atteindre l'enseignement. Une réorganisation s'imposait.

⁸³ E. Guernier, Cameroun/Togo, encyclopédie de l'Afrique française, Paris, éditions de l'Union Française, 1951, pp. 134-136.

⁸⁴ M. Towa, ' principes de l'éducation coloniale ' in Abbia, n°3, Yaoundé, Centre d'Édition et de Production pour l'Enseignement et la Recherche, 1963, p.29.

b- L'enseignement sous la tutelle française au Cameroun, 1945-1960

La réorganisation de l'enseignement au Cameroun sous l'administration française intervient à la suite de l'arrêté du 23 décembre 1947. Les responsables français reconnaissent la nécessité d'assurer la diffusion générale de l'instruction par une scolarisation aussi large que possible. La nouvelle organisation comprend des établissements du premier et du second degré⁸⁵. Elle entraîne la suppression des écoles primaires supérieures. Elles font place à des établissements secondaires proprement dits. L'enseignement secondaire institué a pour objet de créer des cadres africains au même niveau que les cadres européens et possédant une somme de connaissance et une forme de culture telles qu'elles permettent d'intégrer peu à peu leur pays dans la communauté des nations évoluées⁸⁶.

En 1956, l'administration dispose de deux établissements secondaires ayant le cycle complet de sept ans et préparant au baccalauréat : le collège classique et moderne de Yaoundé devenu lycée plus tard, le collège classique et moderne mixte de Douala. Trois autres établissements n'offrent que le premier cycle ; le collège moderne des garçons de Nkongsamba, le collège du Nord à Garoua et le collège des jeunes filles de Douala.

Le pouvoir colonial ne peut à lui seul atteindre l'objectif de former les jeunes du territoire pour cela, il s'appuie sur la collaboration des sociétés missionnaires. Aux cinq établissements publics, s'ajoutaient donc en 1956 dix institutions confessionnelles ne comportant que le 1^{er} cycle⁸⁷. L'on peut alors dire que l'enseignement colonial sous la tutelle connaît une nette amélioration. Après la deuxième guerre mondiale, en tenant compte du contexte international

⁸⁵ E. Mveng, *Histoire du Cameroun*, Tome 2, Yaoundé, CEPER, 1985, p.150.

⁸⁶ Rapport du Cameroun, 1948- p 223, cité par Adelaïde Valérie Ndjilabogo, " les expatriés français dans..." p.15.

⁸⁷ L'institution du Sacré-Cœur de Douala, le collège catholique des jeunes filles, le collège Vogt de Yaoundé, l'institution des missions évangéliques de Libamba, le pensionnat collège sacré cœur Douala, le pensionnat du sacré cœur de Yaoundé, le collège du Saint Esprit de Yaoundé, le collège du Saint Esprit de Douala, le collège moderne de Makak, le collège Saint Jean de Mbanga.

anticolonial et de la situation interne mouvementée, la politique coloniale française en matière d'éducation évolue. Elle a pour but de donner au noir l'éducation faisant de lui l'égal du français métropolitain. Mais il s'agissait tout de même de le faire prudemment. Cependant, il fallait quand même pourvoir une formation rendant l'élite capable de prendre des responsabilités administratives et politiques qui pointaient à l'horizon.

3- La situation au Cameroun britannique

La grande Bretagne avait géré le Cameroun qui lui avait été confié comme une partie intégrante du Nigeria. C'est là qu'il faut partir pour comprendre que l'enseignement comme les autres volets de la vie sociale n'avait pas connu une investigation sérieuse ou appliquée des Anglais. L'administration britannique ne s'était pas rigoureusement consacrée à l'éducation des populations du Cameroun britannique. Pour l'administration coloniale l'éducation des populations du Cameroun britannique avait pour objectif la formation des fonctionnaires temporaires en vue de l'exploitation coloniale ainsi que celle des commis, capables d'exercer dans l'administration, les affaires, les plantations et les services de sécurité⁸⁸.

En 1924, le gouvernement édicta une loi portant uniformisation des systèmes d'enseignement. Cette réglementation prévoyait la gratuité de l'éducation pour les "enfants" et fixait les frais de scolarisation. L'enseignement élémentaire dépendait de quatre types d'écoles : les écoles publiques, les écoles traditionnelles, l'école des administrations indigènes et les missions⁸⁹. L'église quant à elle envisageait l'éducation comme moyen de répandre la religion à travers la formation de catéchiste, enseignants, pasteurs et commis. Ainsi, toutes les écoles du Cameroun britannique étaient des écoles

⁸⁸ V. J. Ngoh, *Cameroun, 1884-1985, cent ans d'histoire*, Yaoundé, CEPER, 1990, p.151.

⁸⁹ Ibid.

élémentaires. L'administration coloniale encouragea l'initiative privée dans la promotion de l'éducation, mais se réserva de définir une politique générale de l'éducation et de superviser toutes écoles. Le programme d'enseignement après l'uniformisation des systèmes d'éducation comprenait l'hygiène, l'agriculture, la lecture, l'électricité, l'arithmétique, la chorale et la religion⁹⁰.

Dans le domaine de l'enseignement secondaire le Cameroun britannique ne disposait pas de collège en 1939. Au terme de l'enseignement primaire, les Camerounais qualifiés étaient donc obligés d'aller poursuivre leurs études au Nigéria. L'admission s'y faisait par voie de concours. Le tout premier collège secondaire au Cameroun britannique fut ouvert en 1939 à Sasse, dans la division de Victoria, par la Mission Catholique Romaine⁹¹.

Au terme de ce chapitre, on retient que l'arrondissement d'Elig-Mfomo est l'une des unités administratives qui composent le département de la Lékié dans la région du Centre. S'étalant sur 144 km², Elig-Mfomo est logée dans la partie équatoriale du Cameroun et connaît tous les caractéristiques et corolaires qui s'y collent. La localité et les populations Eton qui l'habitent ne sont pas restées indemnes du fait scolaire, ancien au Cameroun.

⁹⁰ E. Bongfen Ngwar, "Western education in southern Cameroon between the wars 1922-1939", mémoire de maîtrise en histoire, UYI, 1982, p.24.

⁹¹ V. J. Ngoh, *Cameroun, 1884 – 1985...*, p.153.

CHAPITRE II :

L'ENSEIGNEMENT DU 1^{er} DEGRE A ELIG-MFOMO

DE 1960 à 2013

En dépit des grattes ciel luxurieux qui arpentent les villes de la planète et l'incontestable allégeance aux avoirs, malgré le fait que les vellétés de survie prennent le pas sur toute autre chose aujourd'hui, sortir l'homme de sa nature animale, brute pour l'élever, a demeuré une exigence sociale, un impératif sociétal. L'élément par excellence pour le faire est l'école. L'enseignement de premier degré qui en fait partie est celui qui concerne les écoles maternelles et primaires. Ce niveau d'enseignement a été le plus ancien à Elig-Mfomo. Partant du lendemain des indépendances jusqu'à 2013, notre borne supérieure, ce type d'enseignement a été l'œuvre des pouvoirs publics et de l'Eglise catholique. L'écriture de l'histoire scolaire ici ne peut également se faire sans tenir compte de l'érection de la localité en arrondissement en 1992. En ceci que cette promotion amplifia la création des établissements scolaires dans la localité. Nous nous arrêtons sur la présentation de deux d'entre eux à savoir, l'Ecole Publique du Centre et l'Ecole Saint Thomas d'Aquin.

I- EVOLUTION GENERALE DE L'ENSEIGNEMENT A ELIG-MFOMO

Dans le monde rural camerounais en général au lendemain de l'indépendance, l'école est encore accueillie comme une aventure ambiguë⁹². Le nœud du problème repose sur le risque de perdre les valeurs africaines au profit d'une autre culture dans une sorte de choc civilisationnel⁹³. L'école risquait de faire perdre certaines valeurs aux Africains. Tel était le sentiment de nombreux parents. C'est dans cette logique que Kassoumi, dans *Le devoir de violence* de Yves Ouologuem, déclarait à ses enfants : "Vous irez, certes. Ce dont j'ai peur c'est que vous n'en reveniez pas"⁹⁴. Dans la localité d'Elig-Mfomo malgré tout, le fait scolaire va s'implanter, germer progressivement pour dévoiler en 2013 dix-sept établissements scolaires du premier degré et sept du second degré. Une carte scolaire assez riche dont la date charnière est sans doute 1992.

A- Avant 1992

L'année 1992 représente l'année de création de l'arrondissement d'Elig-Mfomo. La transformation de la localité en unité administrative a stimulé la création des établissements scolaires. Avant cette année, le nombre d'établissements scolaires est assez bas. D'ailleurs, on enregistre à ce moment aucun établissement secondaire public. Seul l'Institut Popolurum Progressio d'Elig-Mfomo (IPPE), un collège confessionnel comble le vide. Après les études du premier degré, les élèves sont contraints de se rendre à Obala, Monatélé ou Yaoundé pour poursuivre leurs études secondaires. En réalité, avec une population dominée par les jeunes à Elig-Mfomo, l'IPPE ne pouvait seul jouer le rôle. Surtout qu'ici, seul le premier cycle de l'enseignement secondaire est

⁹² C. Hamidou Kane, *L'aventure ambiguë*, Paris, Ed. Julliard, 1961.

⁹³ J. Getrey, *Comprendre l'Aventure Ambiguë de Cheick Hamidou Kane*, Paris, les Classiques Africains, 1982.

⁹⁴ Y. Ouologuem, *Le devoir de violence*, Paris, Seuil, 1968, p.146.

fonctionnel. En ce qui concerne les écoles primaires et maternelles, seules les premières existent de façon éparse ; les deuxièmes sont totalement inexistantes. La première école primaire ici ouvre ses portes en 1951. Il s'agit de l'Ecole Publique du Centre. La deuxième, l'école publique de Nkolobang voit le jour un an plus tard, en 1952. Il faut relever ici que la création de ces deux écoles s'inscrit dans la politique scolaire de la France au Cameroun pendant son passage ici. Cette politique avait certes confié un rôle aux sociétés missionnaires, mais des écoles publiques existaient aussi⁹⁵. Les écoles primaires ci-dessus entraient dans la catégorie des écoles primaires villageoises créées par la France⁹⁶.

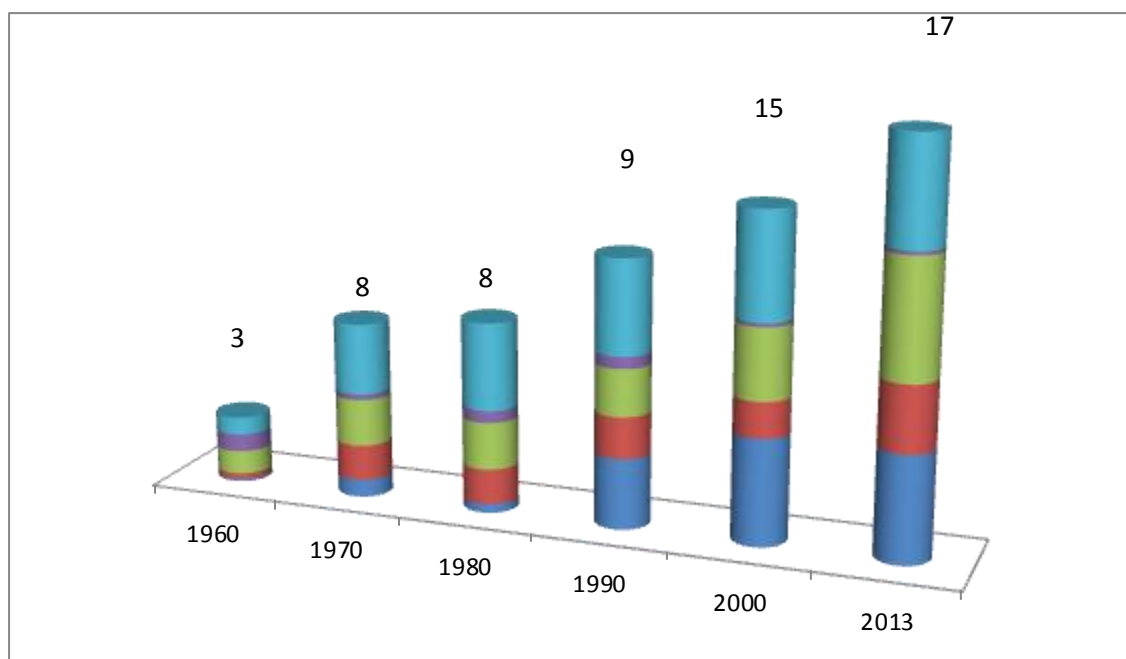
En plus de ces deux institutions scolaires avant 1992, on peut aussi citer l'Ecole Publique d'Endama carrefour, celles d'Endama 2, de Nkolossan, de Kokodo, de Mebomo, de Komo Essele et de Niga⁹⁷. C'est un total de neuf établissements scolaires. C'est à elles que revenaient ainsi la formation et l'éducation des enfants de la localité. L'on peut par conséquent dire, sans risque de se tromper que la promotion de la localité en arrondissement a permis de passer pratiquement du simple au double pour ce qui est des écoles du premier degré et a conduit effectivement à l'éclosion de l'enseignement secondaire. De façon générale, la progression du nombre d'établissement se présente sous la forme d'un escalier comme en témoigne le graphique ci-dessus. De trois écoles primaires en 1960, l'arrondissement en dénombre dix-sept en 2013.

⁹⁵ V. J. Ngoh, *Cameroun 1884-1985 cent ans d'histoire*, Yaoundé, CEPER, 1990. p. 87.

⁹⁶ Ibid.

⁹⁷ République Fédérale du Cameroun, secrétariat d'Etat à l'enseignement du premier degré, statistique des écoles primaires de l'Etat du Cameroun oriental 1964-1955 p.91.

Graphique 2: Progression du nombre d'établissements scolaires primaires à Elig-Mfomo de 1960 à 2013.



Source : ces données sont tirées de : République Unie du Cameroun, "statistiques des écoles primaires des provinces du Centre Sud, Est, Littoral, Nord, Ouest", Yaoundé, MINEDUC, 1972, 1974, 1976. Des documents d'archives dans les écoles et des sources orales.

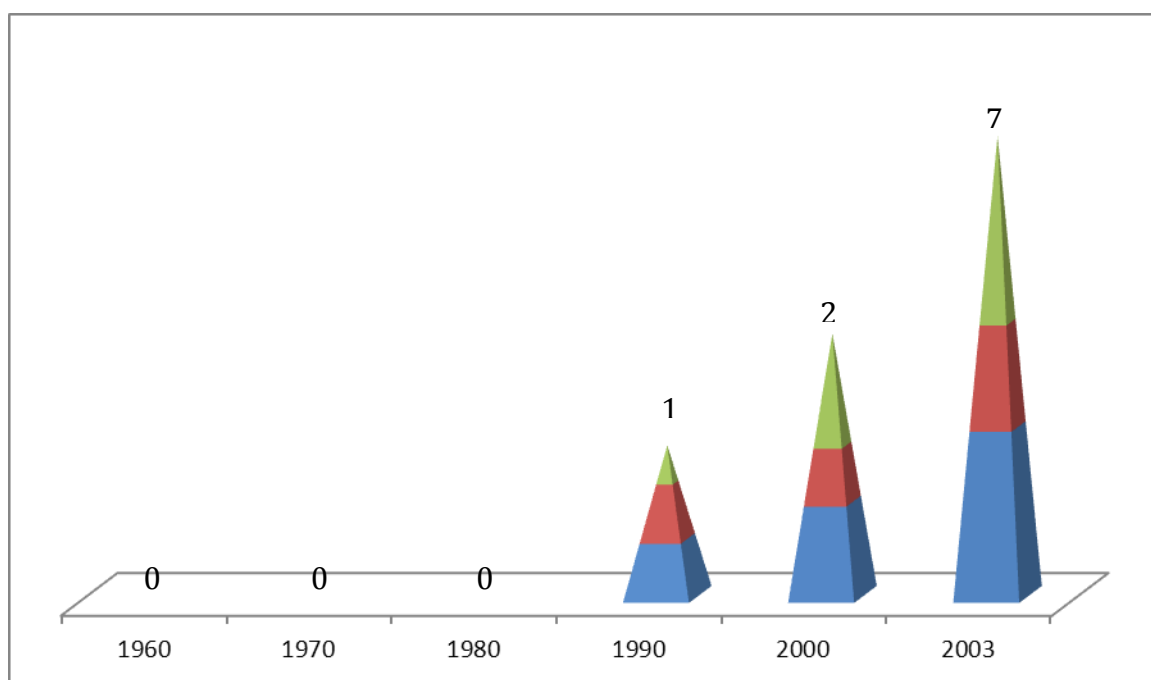
B- Après 1992

L'érection d'Elig-Mfomo en arrondissement marque un tournant décisif dans la situation de la scolarisation ici. Un saut quantitatif est relevable. Il a surtout été enregistré au niveau de l'enseignement secondaire. Quatre ans seulement après, la localité se voyait doté du premier établissement public : le CES d'Elig-Mfomo. Aujourd'hui, la localité compte trois lycées : les lycées de Kokodo, Niga et Elig-Mfomo ; trois CETIC : ceux d'Elig-Mfomo, d'Endama et de Nkolossan. Ce dernier ayant la particularité d'abriter un centre d'examen. A côté de ces institutions scolaires publiques, le septième établissement secondaire est privé. Il s'agit bien sûr de l'Institut Popolorum Progressio.

Au niveau du premier degré, d'autres écoles ont alors été créées. Il s'agit des écoles publiques de Kokodo2, d'Endama chefferie, Mbanedouma, Elot kos,

Nkengué, Bikogo, Akak. Comme on peut le constater, la création de l'arrondissement à Elig-Mfomo n'a pas été sans effet sur le phénomène de scolarisation dans la localité. Elle y a été presque un catalyseur. Par conséquent c'est une carte scolaire assez fournie aujourd'hui avec vingt quatre établissements scolaires dont vingt deux publics et deux privées confessionnels. Dix sept du premier degré et sept du secondaire parmi lesquels trois établissements techniques. Il faut souligner que la particularité des établissements secondaires à Elig-Mfomo se situe sur le fait tardif de leur création. Il a fallu attendre, pour être concret, vingt neuf ans après l'indépendance, pour voir ériger ici la première institution scolaire de ce degré d'enseignement. On en compte aujourd'hui sept alors qu'en 1990, il n'y avait qu'un seul, comme en témoigne cet autre graphique.

Graphique 3: Progression du nombre d'établissements scolaires secondaires à Elig-Mfomo de 1960 à 2013.



Source : ces données sont tirées des documents divers retrouvés dans les établissements scolaires et des sources orales.

Tableau 3: Les établissements scolaires à Elig-Mfomo en 2013.

ETABLISSEMENTS SCOLAIRES	PUBLICS	PRIVES
ECOLES DU 1^{ER} DEGRE	Ecole Publique du Centre	Ecole Saint Thomas d'Aquin d'Elig-Mfomo
	Ecole publique de Nkolobang 2	
	Ecole publique d'Endama carrefour	
	Ecole publique d'Endama 2	
	Ecole publique d'Endama chefferie	
	Ecole publique de Niga	
	Ecole publique de Kokodo 1	
	Ecole publique de Kokodo 2	
	Ecole publique de Mebomo	
	Ecole publique d'Akak	
	Ecole publique de Nkolossan	
	Ecole publique de Mbanedouma	
	Ecole publique d'Elot kos	
	Ecole publique de Komo Esselé	
	Ecole publique de Nkengué	
	Ecole publique de Bikogo	
ETABLISSEMENTS SECONDAIRES	Lycée d'Elig-Mfomo	L'Institut Populorum Progressio d'Elig-Mfomo
	Lycée de Kokodo	
	Lycée de Niga	
	CETIC de Nkolossan	
	CETIC d'Elig-Mfomo	
	CETIC d'Endama	

Source : résultat d'une étude empirique à Elig-Mfomo de Janvier à Juin 2015.

A l'observation de ce tableau, une lecture sans complaisance s'impose. Il est difficile de dire que la localité d'Elig-Mfomo est encore aujourd'hui une Zone d'Education Prioritaire (ZEP)⁹⁸. Compte tenu du nombre élevé des établissements scolaires du premier degré ci-dessus cités, nous ne pouvons les présenter tous dans le cadre de ce mémoire. Seule l'Ecole Publique du Centre et l'Ecole Saint Thomas d' Aquin font l'objet d'une présentation ici.

II- L'ECOLE PUBLIQUE DU CENTRE OU L'INAUGURATION DE "L'ECOLE" A ELIG-MFOMO

L'institution scolaire depuis l'aube du XXème siècle, fait l'objet d'une étude constante. Ses finalités, ses fonctions, ses structures, son fonctionnement et ses méthodes pédagogiques sont constamment analysés et présentés⁹⁹. C'est dans cette logique que la création, l'organisation et le fonctionnement de l'Ecole Publique du Centre retiennent notre attention.

A- Création

L'Ecole Publique du Centre (EPC) d'Elig-Mfomo est créée en 1951¹⁰⁰ par l'administration tutélaire française au Cameroun. Elle est de ce fait la première école de la localité et les raisons de son ouverture sont connues. Pour comprendre les motivations de la création de cette école, il faut sans doute se situer dans une perspective nationale, celle de la politique sociale de la France au Cameroun. Dans le domaine éducatif qui en est un aspect majeur, on distinguait deux sortes d'enseignement ; à savoir un mode d'enseignement public et un autre confessionnel. Les écoles publiques qui totalisaient 10 000 élèves à la fin des années 1940, comptaient les écoles primaires villageoises et

⁹⁸ Une **ZEP** est définie à partir du taux d'échecs scolaires, du nombre d'abandons en cours de scolarité et du nombre d'établissement scolaires.

⁹⁹ A. Mvesso, *l'école malgré tout, les conditions d'une contribution de l'école à l'essor africain*, PUY, Yaoundé, 1998, p.9.

¹⁰⁰ Cette année marque l'ouverture de la première école dans la localité.

régionales et l'école supérieure primaire de Yaoundé¹⁰¹. Ainsi, la France avait accordé une place non moins importante à l'éducation des populations. C'est pourquoi l'arrêté du 23 décembre 1947 prévoyait la nécessité d'assurer la diffusion générale de l'instruction par une scolarisation aussi large que possible¹⁰². C'est certainement ce vent d'expansion impulsé par la France qui atteint Elig-Mfomo en 1951 avec l'ouverture ici d'une première école primaire, dans l'actuel centre administratif de l'arrondissement, justifiant par ce fait même le nom éponyme donné à l'école.

Photo 1: Une vue partielle de l'Ecole Publique du Centre d'Elig-Mfomo.



Source : cliché Fabrice Onana Ntsa, Elig-Mfomo, le 29 juillet 2015.

Depuis 1951 donc, avec certains bâtiments ayant résistés au temps, l'Ecole Publique du Centre fonctionne et s'est attelé effectivement à l'instruction des jeunes de la localité et même d'ailleurs.

¹⁰¹ V. J. Ngoh, *Cameroun, 1884-1985, cent ans d'histoire*, Yaoundé, CEPER, p. 88.

¹⁰² A.V. Ndjilabogo, " les expatriés français dans l'enseignement secondaire général au Cameroun, 1960-1982 ", mémoire de maîtrise en histoire, UYI, 2000, p.11.

B- Organisation

De 1951 à 1958, l'institution est gérée par un maître indigène. Il a fallu attendre l'autonomie interne du Cameroun Français pour que soit affecté ici le premier directeur instituteur¹⁰³. L'organisation de cet établissement scolaire exige que nous nous arrêtions principalement sur trois points à savoir le volet infrastructurel, l'organisation administrative et celle pédagogique. Il faut tout de même dire déjà que l'organisation et le contrôle de l'enseignement à tous les degrés sont les devoirs impérieux de l'Etat¹⁰⁴.

Au niveau des infrastructures, les bâtiments de 1951 tiennent encore debout comme le montre la photo précédente. Elles accueillent aujourd'hui l'école primaire et une école maternelle à fière allure. L'école primaire dispose de 11 salles de classe réparties de la SIL au Cours Moyen Deuxième année. Le cycle maternel dispose également de deux salles de classes. Il s'agit donc en fait des structures infrastructurelles assez considérables qui permettent à l'administration, aux enseignants et aux élèves de travailler. Mais il faut relever que l'aisance infrastructurelle de l'institution se justifie par son statut par rapport aux autres écoles de la localité qui ne jouissent pas toujours de ces moyens.

La gestion administrative de l'école repose sur trois principaux maillons : le directeur, le directeur adjoint et les animateurs de niveau. Mais depuis 2001¹⁰⁵, l'administration des établissements scolaires maternels et primaires inclue désormais le Conseil d'Ecole, au côté de la direction d'Ecole¹⁰⁶.

Le nombre et la composition des membres du Conseil d'Ecole sont fonction du milieu et de la taille de l'établissement scolaire maternel et primaire. Ce conseil comprend deux catégories de membres à savoir les membres de droit et les membres élus. Pour les premiers on retrouve le directeur d'école, un conseiller municipal désigné par le conseil municipal, le président, le

¹⁰³ Archives de l'Ecole Publique du Centre.

¹⁰⁴ Loi N°98/004 DU 04 Avril 1998 d'Orientation de l'Education au Cameroun, p.2.

¹⁰⁵ Arrêté n° 367/B1/1464/MINEDUC/064/CF/MINEFI du septembre 2001 relatif à l'organisation et au fonctionnement des établissements publics d'enseignement maternel et primaire.

¹⁰⁶ Ibid. p.1.

secrétaire général et le trésorier de l'Association des Parents d'Elèves et Enseignants (APEE) auxquels s'ajoute le chef de village ou son représentant. En ce qui concerne les membres élus¹⁰⁷ au sein du conseil d'école, Ils ont pour principale rôle d'accompagner la direction de l'école dans la gestion de l'établissement.

La direction d'école est sous l'autorité du directeur d'école. Ce dernier est chargé d'assurer la gestion pédagogique, administrative, financière et matérielle de l'école. Il est aidé dans cette tâche par un directeur adjoint nommé, sur proposition du directeur d'école, par l'inspecteur d'arrondissement de l'éducation de base. Depuis sa création, l'Ecole Publique du Centre d'Elig-Mfomo a connu 15 directeurs.

Tableau 4: Les directeurs de l'Ecole Publique du Centre (EPC) d'Elig-Mfomo de 1951 à 2013.

Noms et prénoms	Grade	Année d'arrivée	Année de départ
Mbono Adolph	Maître indigène	1951	1954
Okala Pierre	Maître indigène	1954	1957
Fotso Michel	Maître indigène	1957	1958
Nomo Albert	I.A	1958	1962
Moukoko Emile	I.A	1962	1965
Assen Eko Z.	IA	1965	1972
Mbezele Jean	I.A	1972	1973
Tsimi Joseph	IEG	1973	1975
Ekani Jean	IA	1975	1977
Ambassa Bella	IEG	1977	1990
Ohandja Mvogo	IEG	1990	1991
Ekani Joseph	IEG	1992	1996
Ayissi Benoit	IPEG	1996	2013
Ndongo Pierre	ICEG	2013	/

Source : Archives de l'Ecole Publique du Centre d'Elig-Mfomo.

¹⁰⁷ Il s'agit de :

- 02 représentants des élèves du niveau III ;
- 02 représentants des enseignants ;
- 02 représentants des parents d'élèves ;
- 02 représentants des partenaires.

Le tableau fait remarquer que, bien avant l'indépendance du Cameroun, ce sont des camerounais qui ont dirigés l'EPC d'Elig-Mfomo ; bien qu'ils furent considérés simplement comme Maîtres Indigènes.

Quant à l'organisation pédagogique, l'EPC d'Elig-Mfomo n'a pas évoluée en vase clos. Elle s'est toujours intégrée à la donne nationale¹⁰⁸. Les objectifs généraux de l'éducation partent de la politique gouvernementale. Si avant l'indépendance l'école avait pour mission d'inculquer aux jeunes les valeurs de la société coloniale telle que voulue par la France, un enseignement orienté vers la satisfaction des besoins immédiats de la puissance coloniale¹⁰⁹, il est question aujourd'hui d'insérer le jeune dans son monde et dans le monde. Comme le relève bien la loi d'orientation de l'Education au Cameroun :

L'Education a pour mission générale la formation de l'enfant en vue de son épanouissement intellectuel, physique, civique et moral et de son insertion harmonieuse dans la société, en prenant en compte les facteurs économiques, socioculturels, politiques et moraux¹¹⁰.

A l'Ecole Publique Centre d'Elig-Mfomo, le volet pédagogique est implémenté par le directeur, coordonné par l'inspecteur d'arrondissement de l'éducation de base. Comment fonctionne alors cette institution ?

C- Le fonctionnement de l'établissement

A l'exemple de plusieurs autres établissements scolaires au Cameroun l'Ecole Publique du Centre d'Elig-Mfomo fonctionne en plein temps. Elle est ouverte du lundi au vendredi entre 8 heures et 15 heures 30 minutes. Avec un effectif qui avoisine généralement 250 élèves en moyenne ces dernières années, l'admission ici est libre et gratuite, en accord ainsi avec la gratuité de

¹⁰⁸ Entretien avec NDONGO Pierre, 42 ans, Directeur de l'Ecole Publique du Centre d'Elig-Mfomo, Elig-Mfomo, le 04 mars 2015.

¹⁰⁹ A. Moumouni, *L'éducation en Afrique*, Paris, Maspero, 1967, p. 57, cité par Valérie Ndjilabogo, " les expatriés français...", p. 12.

¹¹⁰ Loi N°98/004 DU 04 Avril 1998 d'Orientation de l'Education au Cameroun, p.1.

l'enseignement primaire en vigueur au Cameroun depuis près d'une décennie. Les relations entre enseignants et parents d'élèves sont assez responsables. Conséquence les résultats au Certificat d'Etude Primaire sont intéressants, en témoigne le tableau ci-dessus pendant les quinze dernière années.

Tableau 5: Les résultats au CEP à l'EPC d'Elig-Mfomo entre 1999 et 2004.

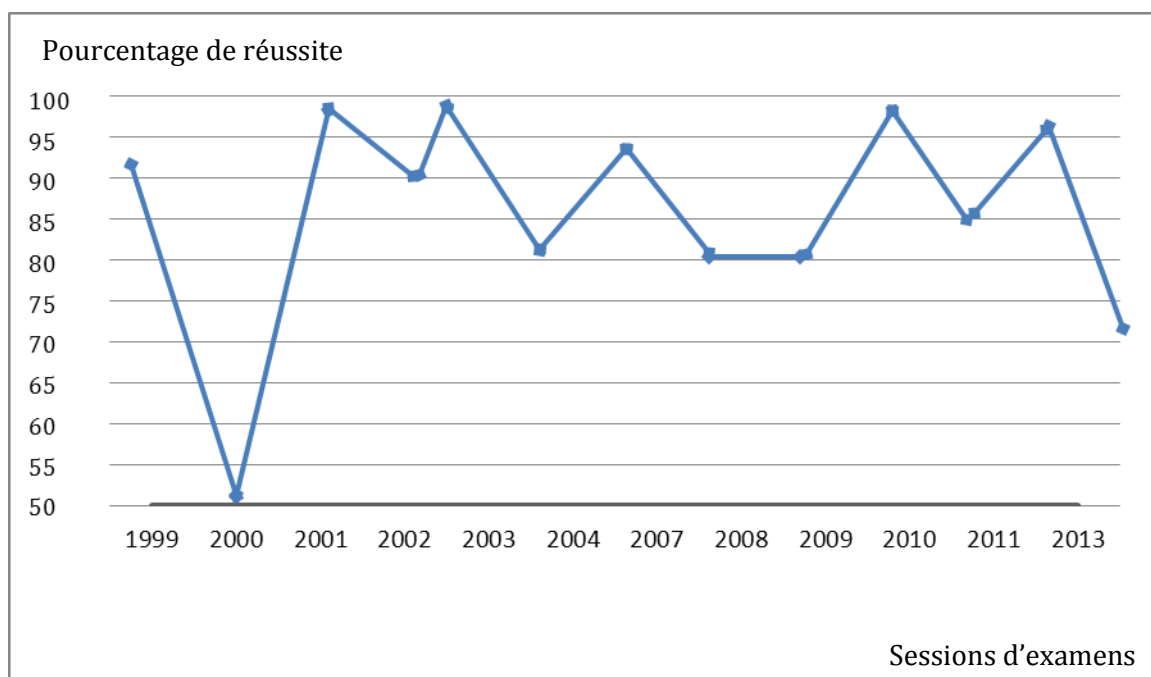
Années	Inscrits	Présents	Reçus	Pourcentages
2014	74	73	55	75,34%
2013	57	57	55	96,49%
2011	51	50	43	86%
2010	69	69	67	99%
2009	54	54	45	83%
2008	61	60	50	83,33%
2007	52	51	47	92%
2004	75	78	62	79,49%
2003	68	67	65	97,01%
2002	78	78	69	88,46%
2001	64	64	59	92,18%
2000	46	44	24	54,54%
1999	57	57	51	89,47%

Source : Archives de L'EPC d'Elig-Mfomo.

Ce tableau récapitulatif des résultats au CEP à l'Ecole Publique du Centre d'Elig-Mfomo entre 1999 et 2014 nous permet de faire deux lectures. Il faut d'abord constater le caractère bon de ces résultats bien que ceux des sessions 2005 et 2006 n'ont pas été retrouvés dans les documents archivistiques mis à notre disposition. La deuxième lecture exige que nous remarquions le

nombre moins importants des abandons scolaires du moins en ce qui concerne la classe du CM2. Car presque la totalité des élèves inscrits se présente à l'examen en fin d'année. Une remarque qui peut conduire à souligner les éléments d'assiduité, de responsabilité, de sérieux tout cours de la communauté éducative ici. Ce qui permet aussi de confirmer que la localité n'est pas une ZEP. La courbe ci-dessous présente également la variation desdits résultats. Nous allons seulement regretter de ne pas avoir eu des raisons justifiant les résultats de la session 2000. Ces derniers se présentent en fait comme les plus mauvais. Face à l'incapacité de justifier cette chute, on pourrait aller chercher la raison dans le passage mouvementé au 3^{ème} millénaire qui pourrait avoir distraité les enseignants et apprenants¹¹¹.

Courbe 1: La variation des résultats au CEP à l'Ecole Publique du Centre entre 1999 et 2014.



Au total, l'Ecole Publique du Centre fut la 1^{ère} école créée à Elig-Mfomo. Depuis lors, elle est au service de l'éducation des jeunes de l'arrondissement et même de ceux venus d'ailleurs. Si elle est née seule, cette école est aujourd'hui

¹¹¹ On se souvient que certaines rumeurs en avaient fait la date de la fin du monde.

accompagnée de plusieurs autres publiques et privées parmi lesquelles l'Ecole Saint thomas d'Aquin.

III- L'ECOLE SAINT THOMAS D'AQUIN D'ELIG-MFOMO : L'ECOLE CATHOLIQUE DE L'ARRONDISSEMENT

Le trait commun entre cette école et la précédente se situe au niveau de leur période de naissance. Comme l'EPC, L'Ecole Saint Thomas d'Aquin(ESTA) d'Elig-Mfomo date également de la période pré indépendance au Cameroun. Par contre, elle fut l'œuvre de l'Eglise catholique installée au Cameroun.

A- Création de l'établissement

Le domaine éducatif pendant la période française était l'œuvre de l'administration et des sociétés missionnaires. C'est de là qu'il faut partir pour comprendre l'origine de l'Ecole Saint Thomas d'Aquin d'Elig-Mfomo. Elle est créée en 1955 par l'Eglise catholique installée au Cameroun depuis 1890¹¹². A côté de sa mission évangélisatrice, elle accorda autant un intérêt à la formation intellectuelle des hommes. En effet, les relations entre les Pallotins et le pays Eton datent des premières années de ces religieux allemands au Cameroun¹¹³. Les petits Eton se rendaient déjà à ce moment à Kribi, où les Pallotins s'étaient implantés. Ils y allaient pour découvrir l'école¹¹⁴. Les Pallotins instruisaient suivant les programmes officiels fixés par l'administration allemande. Malgré les mutations de l'histoire politique du Cameroun, l'Eglise catholique ne s'est

¹¹² Les premiers missionnaires catholiques arrivent au Cameroun en 1890. Ils sont Allemands, de la congrégation les pères Pallotins, conduits par le père Henri Vieter.

¹¹³ C. R. Zambo, " le pays Eton du Sud Cameroun, traditions et mutations : XVIII-XX siècle", mémoire de DEA en Histoire, UYI, 2006.

¹¹⁴ Ibid.

pas dérobée de sa mission de formation et de transformation des mentalités¹¹⁵. D'ailleurs de même aujourd'hui, en dépit de l'activité liturgique et un grand développement de la vie sacramentelle l'école occupe toujours une place de choix dans le déploiement de l'Eglise catholique au Cameroun.

C'est alors dans ce sens que l'Ecole Saint thomas d'Aquin¹¹⁶ est créée, Dans un Cameroun où la réclamation pour l'indépendance n'est plus un tabou. Plus encore, celle-ci sortait progressivement des débats et discours politiques, pour prendre la forme d'une guerre véritable. Toutefois, l'ESTA d'Elig-Mfomo naît et tient le coup dans ce contexte agité, par le biais d'une organisation assez bien élaborée.

Photo 2: Une vue partielle de l'Ecole Saint Thomas d'Aquin d'Elig-Mfomo.



Source : clichés Fabrice Onana Ntsa, Elig-Mfomo, le 29 juillet 2015.

¹¹⁵ Ibid. p.87

¹¹⁶ Saint Thomas d'Aquin est l'un des multiples saints de l'église catholique. Il est né en 1225 dans une famille de la noblesse à Roccasecca. Surnommé parfois le "*docteur angélique et le prince de la scolastique*", le philosophe et théologien italien est devenu la figure majeure de la scolastique et l'un des principaux théologiens catholiques. Saint Thomas fut ordonné prêtre vers 1250 et commença à enseigner à l'université de Paris en 1252. Il écrivit beaucoup. Sa première grande œuvre *scripta super libros sententiarum*, commentait l'ouvrage du théologien italien Pierre Lombard sur les sacrements de l'église. Titulaire d'un doctorat en théologie en 1256, Saint thomas d'Aquin mourut le 7 mars 1274, alors qu'il s'apprêtait à se rendre au concile de Lyon où le pape Grégoire X l'avait envoyé en mission.

Photo 3: Une vue partielle de l'ESTA, avec la proximité de la chapelle Immaculée Conception.



Source : clichés Fabrice Onana Ntsa, Elig-Mfomo, le 29 juillet 2015.

Comme le montre cette image, depuis sa création, l'ESTA se trouve juste à côté de *l'Eglise Immaculée Conception* de la localité. Ce fut certainement dans le souci de marquer l'appartenance de l'école à l'Eglise mais aussi de se donner les facilités de contrôle et d'évangélisation des apprenants.

B- L'organisation structurelle et pédagogique

L'école est située non loin du centre administratif actuel d'Elig-Mfomo. Elle jouxte l'église catholique comme pour rappeler qu'elle est sienne. Au départ, l'école dépendait de l'archidiocèse de Yaoundé. Aujourd'hui elle rattachée au diocèse d'Obala.

Au niveau structurel, l'école Saint thomas d'Aquin s'étale sur une superficie importante. C'est tout logiquement qu'elle dispose d'une large cour de récréation pour élèves. Il s'agit en effet de quatre bâtiments solidement construits dont la disposition offre aux apprenants une large cour pour le

divertissement. C'est en réalité une école maternelle et une école primaire. La première possède une petite et une grande section, tandis que la deuxième est à cycle complet. Elle va bien de la SIL au CM2.

En ce qui concerne la pédagogie, elle est régie par deux maillons complémentaires. D'un côté nous avons le Ministère de l'Education de Base par l'entremise de l'inspection d'arrondissement de l'éducation de base d'Elig-Mfomo. De l'autre, on retrouve les animateurs pédagogiques du diocèse d'Obala représentant l'Eglise catholique. Il va s'en dire que cette confession religieuse organise bien son activité scolaire¹¹⁷. Elle dispose donc d'un service pédagogique. Les animateurs pédagogiques se repartissent par secteurs. Dans le département de la Lékié par exemple, l'Ecole Saint thomas d'Aquin se trouve dans le secteur Lékié Est. Les animateurs de ce secteur, sous le regard de l'inspecteur d'arrondissement, s'occupent ainsi de l'élaboration et la mise en œuvre du volet pédagogique. Le directeur de l'école est chargé de l'implémentation des grandes lignes de cette pédagogie dont l'objectif visé est de permettre une insertion aisée du jeune dans la société, non sans mettre un accent dans l'éducation chrétienne. Car l'école missionnaire en général et cette éducation chrétienne, dans le sens de la formation de l'homme, sont consubstantielles. C'est pour dire tout simplement que la question des programmes dans les établissements confessionnels catholiques a depuis longtemps fait l'objet d'un intérêt remarqué¹¹⁸ ; même si la qualité de ces derniers peut faire l'objet de discussions.

C- l'administration et le fonctionnement de l'école

L'ESTA d'Elig-Mfomo est sous les ordres d'un directeur. Bien qu'il soit nommé par le diocèse d'Obala, sa hiérarchie comporte tout de même l'ordre confessionnel et le gouvernement de la République représenté ici par une

¹¹⁷ Entretien avec Madame Nghah Marie Bernadette, 50 ans, directrice de l'école Saint Thomas d'Aquin, Elig-Mfomo, le 05 Mars 2015.

¹¹⁸ J. P. Messina, 'Le contexte historique général de l'enseignement catholique 1890-1960', in Lucien Bétééné et Als, *l'enseignement catholique au Cameroun 1890-1990*, Grafiche Dehoniane, 1992.

inspection d'arrondissement. Le directeur est chargé, sous une hiérarchie duale, de s'assurer du bon fonctionnement de l'établissement sur tous les plans. De 1955 à 2014, l'école a connu 21 directeurs parmi lesquels on retrouve des religieux mais aussi des laïcs.

Tableau 6: Les directeurs de l'Ecole Saint Thomas d'Aquin d'Elig-Mfomo de 1955 à 2014.

Noms et prénoms	Années d'arrivée	Année de départ
Monsieur Ndzomo Gustave	1955	1962
Frère George	/	/
Frère Odilon	/	/
Abbé Mvogo Germain	/	/
Abbé Mbarga Lucien	/	/
Abbé Mbena Boniface	/	/
Abbé Ongolo Jean Baptiste	/	/
Monsieur Elobo Nkada Christophe	1968	1974
M. Onguene Vincent	1974	1976
M. Elobo Nkada Christophe	1976	1983
M. Tsanga Jean	1983	1985
M. Elobo Nkada Christophe	1985	1992
M. Eyebe Belibi F.	1992	1995
M. Kamdem Tokam Bertrand	1995	1999
M. Tsimi Jean Théophile	1999	2001
M. Mvogo Kede Grégoire	2001	2003
M. Onana Onana Cyprien	2003	2008
M. Noa Michel Pascal	2008	2009
M. Koa Onana Pierre	2009	2010
M. Nemi Pierre	2010	2012
M. Beyene Jean Marie	2012	2013
Mme Mbene Nga Bernadette	2013	2014
Mme Nga Marie Bernadette	Depuis	2014

Source : Archives de l'ESTA d'Elig-Mfomo.

A travers ce tableau, le commentaire qui s'impose permet de constater que l'école a été gérée au départ par un laïc. Par la suite, se sont succédés des religieux dont les durées d'exercice n'ont pas été retrouvées dans les documents mis à notre disposition. Tout compte fait, en 1968, les laïcs refaisaient surface à la tête de l'école avec la personne d'Elobo Nkada Christophe¹¹⁹. La lecture de ce tableau emmène aussi à remarquer que ce directeur administra l'établissement à trois reprises : 1968-1974, 1976-1983 et 1985-1992. On peut enfin indiquer et le regretter que la gence féminine n'ait pas vraiment présidée aux destinées de l'ESTA. La première femme à officier à la tête de l'Ecole Saint Thomas d'Aquin n'arrive qu'en 2013 en la personne de Mbene Nga Bernadette. Elle y passe un an, remplacée par une autre, Nga Marie Bernadette, en poste depuis 2014.

Le rôle des enseignants dans cet établissement a aussi été important dans son histoire. L'enseignant étant quand même le principal garant de la qualité de l'éducation. Ils ont été pour la plupart, des vacataires recrutés par la direction et leur ratio par rapport aux salles de classes n'a pas toujours été élogieux. L'école dispose par exemple de quatre enseignants en 2013. Pourtant il existe bien six salles de classes. Par conséquent, les niveaux un et deux, c'est-à-dire la Sil, le CP et les CE1 et CE2¹²⁰, sont souvent jumelés et confiés à un seul enseignant. Seul le niveau trois dispose d'un enseignant par classe certainement parce que c'est la classe d'examen.

Pour ce qui est du fonctionnement de l'école, il faut relever qu'elle ouvre en plein temps, de lundi à vendredi entre 07 h 30 et 15h30. Depuis quelques années, la pension s'élève ici à 23 000 FCFA¹²¹. D'ailleurs celle-ci constitue l'un des problèmes rencontrés par les parents d'élèves qui la trouve élevée. Le

¹¹⁹ Né en 1935 et décédé en 2007, Elobo Nkada Christophe a marqué l'histoire de l'Ecole Saint Thomas d'Aquin. Il y a consacré toute sa carrière d'enseignant. D'ailleurs, il est le seul à avoir occupé le poste de directeur plus d'une fois.

¹²⁰ CP : Cour Préparatoire ; CE1 : Cour Elémentaire1 et CE2 : Cour Elementaire2.

¹²¹ Entretien avec Madame Nghah Marie Bernadette, 50 ans, directrice de l'Ecole Saint Thomas d'Aquin, Elig-Mfomo, le 05 Mars 2015.

manque d'enseignants est également un obstacle dans le fonctionnement de l'institution. Ce qui contraint généralement les directeurs à tenir des classes. Malgré ces pesanteurs, les résultats aux examens sont paradoxalement bons. Ils sont rarement en dessous de 70% comme en témoignent les résultats au CEP des dernières années à l'ESTA. Les chiffres antérieurs à l'année 2001 n'ont pas été retrouvés dans les documents parcellaires mis à notre disposition. Toutefois, ils ont été présentés également comme satisfaisants par les enseignants rencontrés.

Tableau 7: Les pourcentages de résultats au CEP à l'ESTA d'Elig-Mfomo de 2001 à 2013.

Sessions	Pourcentage au CEPE
2013	71%
2012	71,42%
2011	81,25%
2010	94,59%
2009	48%
2008	81,4%
2007	79,24%
2004	74,29%
2003	63%
2002	95,83%
2001	94,73%

Source : Archives de l'ESTA d'Elig-Mfomo.

Ces résultats au dessus de 70% sont interpellateurs, à l'observation des écueils sus mentionnés auxquels fait face la communauté éducative. Ainsi, si l'on se réserve de douter de la fiabilité des documents mis à notre disposition, il faut alors se réjouir du fait que les principaux acteurs du système éducatif ici parviennent à surmonter les obstacles pour produire des résultats satisfaisants.

En réalité, l'Ecole Saint Thomas d'Aquin d'Elig-Mfomo, créée en 1955, est depuis lors le seul établissement primaire confessionnel de l'arrondissement d'Elig-Mfomo. Il matérialise l'intérêt de l'Eglise catholique à l'éducation dans la vie de l'homme et son influence toujours croissante sur le développement de la société moderne¹²², l'Ecole Saint Thomas d'Aquin, malgré de nombreux problèmes, continue de participer à la formation des jeunes de l'arrondissement et des environs.

En définitive, l'enseignement du premier degré existe à Elig-Mfomo depuis 1951. Ce degré de scolarisation a été l'œuvre de l'administration coloniale française, remplacée bien après par le gouvernement de la République du Cameroun et de l'Eglise Catholique. L'Ecole Publique du Centre et l'Ecole Saint Thomas d'Aquin entrent dans cette perspective d'instruction des populations jusque dans le milieu rural. Ces établissements scolaires ont inauguré la scolarisation à Elig-Mfomo. Ils occupent aujourd'hui une place de premier rang dans le dispositif primaire dans l'arrondissement à cause de leurs résultats satisfaisants aux examens, mais aussi parce qu'il s'agit respectivement de la première école créée dans la localité et la seule école confessionnelle installée ici.

¹²² H. Mawotaha, " l'œuvre éducative des jésuites au Cameroun de 1957 à 1990", mémoire de DIPES II en histoire, UYI, 1995.

CHAPITRE III :

L'ENSEIGNEMENT SECONDAIRE DANS L'ARRONDISSEMENT D'ELIG-MFOMO (1989 – 2013)

L'analyse de ce chapitre porte sur l'enseignement secondaire dans l'arrondissement d'Elig-Mfomo. Il est certes arrivé tardivement ici, mais fait désormais partie depuis 1989, du dispositif scolaire. Cette date marque donc en fait le début de l'enseignement secondaire dans cet arrondissement de la Lékié. Le point de départ de ce degré d'enseignement dans la localité a été l'œuvre d'un prélat catholique, fondateur du tout premier établissement secondaire à Elig-Mfomo. Il a par la suite fallu attendre l'année 1996 pour que les pouvoirs publics se manifestent, avec l'ouverture du premier Collège d'Enseignement Secondaire. En 2013 l'unité administrative présente quatre établissements d'enseignement secondaire général et trois d'enseignement technique. Il s'agit précisément des lycées d'Elig-Mfomo, de Kokodo et de Niga, de l'Institut Populorum Progressio d'Elig-Mfomo (IPPE) et les Collèges d'Enseignement Technique, Industriel et Commercial (CETIC) de Nkolossan, d'Elig-Mfomo et d'Endama. Dans le cadre de ce chapitre cependant, nous allons, dans une démarche positiviste et constructiviste¹²³, nous arrêter sur une présentation sommaire du lycée d'Elig-Mfomo, l'IPPE et le CETIC de Nkolossan.

¹²³Le constructivisme et le positivisme sont deux postures épistémologiques connues en Histoire. Le constructivisme vise à dépasser l'explication pour comprendre les événements. Le positivisme se fonde sur l'expérience et la connaissance empirique des événements. Il s'oppose à la pensée spéculative.

I- LE LYCEE D'ELIG-MFOMO : LA MISE EN PLACE TARDIVE DE L'ENSEIGNEMENT SECONDAIRE A CYCLE COMPLET

Avant tout, définir ce qu'est un lycée nous semble un préalable, un impératif catégorique. L'on peut ainsi concevoir le lycée comme un établissement scolaire d'enseignement général ou technique dans lequel est donné un enseignement collectif général ou spécialisé¹²⁴. On le définit aussi prosaïquement comme un établissement d'enseignement de second degré¹²⁵. Le lycée d'Elig-Mfomo est le tout premier du genre ici, créé en 2005. Il ne faut cependant pas omettre qu'il fit ses premiers pas en tant que CES d'abord.

A. Du CES au Lycée

Le lycée d'Elig-Mfomo est créé officiellement le 27 juin 2005 par le décret du Premier Ministre portant transformation d'établissements scolaires d'enseignement général¹²⁶. A l'origine donc, c'était un CES. Ce dernier est créé en 1996, c'est-à-dire quatre ans après la promotion de la localité en arrondissement. Et ce n'est pas anodin de le rappeler. Plus encore, la création de ce CES en quelque sorte s'imposait¹²⁷.

L'enseignement du premier degré existe ici depuis 1951. C'est peut être de là qu'il faut partir pour comprendre que la nécessité de créer un établissement scolaire secondaire s'était considérablement ancrée au sein de la population au fil du temps. Ainsi, pendant longtemps, les élèves sortis des écoles primaires étaient contraints d'aller poursuivre leurs études secondaires ailleurs. L'établissement secondaire le plus proche se trouvait à Obala, à une distance de

¹²⁴ C. R. Zambo, 'le pays Eton du Sud Cameroun tradition et mutation XVIII^{ème} siècle' mémoire de DEA en histoire, UYI, 2006, p. 84.

¹²⁵ Dictionnaire Larousse.

¹²⁶ Décret n°2005/2454/PM du 27 juin 2005 portant transformation d'établissement scolaire d'enseignement général.

¹²⁷ Idée directrice recueillie pendant un *focus Group* avec quinze personnes à Elig-Mfomo en avril 2015.

25 km d'Elig-Mfomo. Cette difficulté se présentait donc, pour les élèves de la contrée, comme un véritable écueil, une pesanteur dont il fallait un jour trouver la solution. Surtout que l'Institut Popolorum Progressio ouvert en 1989 ne pouvait quasiment pas combler toutes les attentes en termes de dispositif d'accueil. L'IPPE, seul établissement secondaire ici ne pouvait accueillir tout le monde¹²⁸. La création d'un autre établissement scolaire ici se présentait dès lors comme un acte salvateur pour les apprenants. De surcroît, érigé en unité administrative, il fallait bien qu'Elig-Mfomo accueille les institutions déconcentrées de l'Etat parmi lesquelles des établissements scolaires secondaires.

C'est finalement en 1996 que le CES ouvre les portes. Pendant neuf ans, il s'est attelé à l'éducation des jeunes de la localité et des environs. Pendant cette période, l'établissement a connu deux directeurs qui ont été accompagnés de nombreux enseignants formés et des vacataires. Pendant ces neuf ans de vie, le CES d'Elig-Mfomo a été non seulement un cadre d'étude mais aussi un lieu de renforcement de la fraternité et de la solidarité entre apprenants et où l'on se faisait de véritables amis, comme le confie l'un des anciens élèves de l'établissement.

Il existait vraiment entre nous une ambiance indescriptible. Nous découvrons un établissement secondaire public. Alors, nous blaguions, nous nous amusons en apprenant, nous tissions bien sûr des liens de complicité entre amis. Les enseignants s'appliquaient à nous fournir des connaissances. Mais nous savions aussi que nous devrions très tôt nous séparer pour continuer¹²⁹.

En dépit de la joie ressentie par l'ouverture du CES et donc la possibilité de poursuivre leurs études secondaires sur place, les élèves regrettaient quand même le fait que quatre ans après l'entrée en classe de sixième, il fallait à nouveau trouver un autre établissement pour le second cycle des études

¹²⁸ Non seulement le second cycle était inexistant, mais les structures d'accueil paraissaient désormais insuffisantes par rapport aux effectifs sans cesse croissants.

¹²⁹ Entretien avec Rosalie Melingui Onana, 29 ans, ancienne élève du CES d'Elig-Mfomo, Yaoundé, le 19 mai 2015.

secondaires. Et c'était parfois un motif de frustration¹³⁰. Ce n'était pas toujours de gaieté de cœur qu'ils quittaient la localité pour poursuivre les études ailleurs. Pour beaucoup, c'est alors la première fois qu'ils devaient quitter ce décor rural pour des milieux urbains. Au fil des années, la nécessité d'un lycée ne cessait par conséquent de prendre de l'ampleur.

Photo 4: Une vue de l'entrée du Lycée d'Elig-Mfomo.



Source : cliché Fabrice Onana Ntsa, Elig-Mfomo, le 30 juillet 2015.

En 2005, c'est par le décret du Premier Ministre, N°2005/2454 du 27 juin 2005, que le CES d'Elig-Mfomo est transformé en Lycée d'enseignement général. Au-delà des raisons qui font état du nombre de plus en plus croissant de scolarisés aspirant au cycle secondaire complet, la création de cet établissement s'inscrit dans une revendication populaire selon laquelle, étant un

¹³⁰ Ibid.

arrondissement depuis plus de dix ans, Elig-Mfomo avait droit à son lycée¹³¹. D'ailleurs les autres arrondissements de la Lékié disposaient déjà d'au moins un lycée. En témoigne le tableau synoptique suivant :

Tableau 8 : Les premiers lycées ouverts dans les différents arrondissements du département de la Lékié.

Arrondissements	Lycées	Années d'ouverture
Obala	Lycée classique d'Obala	1974
Monatéle	Lycée de Monatéle	1978
Sa'a	Lycée de Sa'a	1991
Okola	Lycée d'Okola	1991
Evodoula	Lycée d'Evodoula	1992
Lobo	Lycée Moderne de Nlong	1999
Baschenga	Lycée de Baschenga	2000
Ebebda	Lycée d'Ebebda	2001
Elig-Mfomo	Lycée d'Elig-Mfomo	2005

Source : document anonyme, *les Etablissements d'enseignement Secondaire Général au Cameroun en 2014*, pp.13-17.

De ce tableau, on constate de prime abord que le Lycée d'Obala, crée en 1974 est le tout premier du département de la Lékié. En outre, des neuf arrondissements que compte actuellement ce département, l'arrondissement d'Elig-Mfomo est celui dont l'érection d'un premier lycée dans la localité est relativement récente. Même les nouvelles unités territoriales de Lobo et Baschenga par exemple, disposaient d'ores et déjà des lycées avant même leur promotion en arrondissement en 2012.

¹³¹ Entretien avec Eric Nkada Elobo, enseignant et conseiller municipal à la commune d'Elig-Mfomo, Elig-Mfomo, le 05 mars 2015.

Toutefois, le lycée d'Elig-Mfomo est aujourd'hui fonctionnel et œuvre au quotidien pour la formation de la jeunesse. Il est fondé sur une organisation calquée à l'image de l'ensemble des lycées du Cameroun.

B. Organisation administrative et pédagogique

“Le lycée est géré de façon classique, c'est-à-dire comme l'ensemble des lycées de la République bien que nous fassions particulièrement face à certaines difficultés”¹³². Ces propos du proviseur du lycée d'Elig-Mfomo renseignent à suffisance sur le fait que, que ce soit sur le plan administratif ou sur celui pédagogique, l'établissement est semblable aux autres lycées du Cameroun.

En ce qui concerne l'administration de l'école, elle est placée sous l'autorité d'un proviseur nommé par le ministre des enseignements secondaires. Il est assisté généralement de deux censeurs, deux surveillants généraux, un intendant et une secrétaire. Cette équipe est chargée d'assurer la gestion administrative, pédagogique, disciplinaire, financière et matérielle de l'établissement. Il faut également joindre ici l'existence d'une Association des Parents d'Elèves dont l'apport dans la bonne marche de l'école n'est pas négligeable. Elle permet par exemple de payer les enseignants vacataires. Le lycée faisant constamment face à un manque criard d'enseignants. Par conséquent, de nombreux vacataires sont régulièrement recrutés et donc, payés par l'APE, dans le souci de combler le vide. Depuis sa création, le lycée a connu quatre proviseurs, succédant ainsi à deux directeurs de CES, comme le démontre le tableau ci-dessus :

¹³² Entretien avec Leka Ondobo Antoine, 50 ans, proviseur du lycée d'Elig-Mfomo, Elig-Mfomo, le 05 mars 2015 à Elig-Mfomo.

Tableau 9: Les directeurs et proviseurs des CES et lycée d'Elig-Mfomo.

Noms et prénoms	Grade	Période	Fonction
Afanda Manga Léon	PCEG	1996-2001	Directeur
Mendouga Mendouga Prosper	PLEG	2001-2005	Directeur
Mendouga Mendouga Prosper	PLEG	2005-2006	Proviseur
Ngono François	PLEG	2006-2010	Proviseur
Ngono Benoit	PLEG	2010-2013	Proviseur
Leka Ondobo Antoine	PLEG H.E	2013	Proviseur

Source : Archives du lycée d'Elig-Mfomo.

Les censeurs en sont les responsables techniques de la pédagogie. Depuis quelques années, l'Approche pédagogique Par Compétence (APC) est promue, dans laquelle l'apprenant devrait mettre l'accent sur les connaissances, une formation dont il va se servir dans la vie de tous les jours. Avec cette approche en effet, il est question de passer du magistro-centrisme pour le pédocentrisme¹³³. De façon hiérarchique, les censeurs reçoivent les instructions de la délégation régionale. Par la suite, sur la base d'un calendrier pré établi, les inspecteurs pédagogiques descendent sur le terrain pour apprécier le degré d'implémentation des directives. Sur le plan interne les jeunes enseignants et quelques vacataires sont encadrés par les plus expérimentés. Ceci permet de constater à travers ces remarques du chef d'établissement que l'institution ne fonctionne en vase clos. Au contraire, il s'efforce à s'arrimer aux exigences nationales en la matière pour une bonne formation. C'est ce qui explique aussi l'effectivité de la mise en application des programmes scolaires arrêtés par le

¹³³ "Philosophie, histoire et sociologie de l'éducation", support du cours du docteur Bindzi, ENS, Yaoundé, année scolaire 2014-2015, p. 42. En effet, dans la théorie dogmatique, l'élève est celui qui tient la position du disciple, l'apprenti. Il consomme ou avale tout ce qui vient de son maître. Cette pédagogie qui place le maître comme seul professeur central, faisant ingurgiter tout à l'élève doit céder place à une autre dans laquelle l'apprenant est actif, il participe.

MINESEC. Ainsi, étant un lycée d'enseignement général, les disciplines d'enseignement au lycée d'Elig-Mfomo sont constituées des matières littéraires, scientifiques et les autres¹³⁴.

C. Le fonctionnement

Le lycée ouvre du lundi à vendredi entre 8 heures et 15 heures 30. Depuis sa création, l'effectif de l'établissement est en moyenne de 700 élèves. Le recrutement de nouveaux élèves se fait soit par concours, soit par étude de dossier. L'institution dispose d'un cycle secondaire complet. Les bâtiments sont construits en matériaux définitifs. Les frais de l'APEE apportent une aide considérable dans la gestion financière de l'établissement. En ce qui concerne les résultats aux examens officiels, ils oscillent entre 40 et 60%¹³⁵ depuis la création du lycée. Et l'on peut être surpris qu'ils satisfassent entièrement l'administration de l'établissement. "Ils sont en effet considérés comme bons compte tenu des différents problèmes auxquels nous faisons face"¹³⁶, relevait le proviseur. Cette assertion des responsables de l'établissement laisse entrevoir en filigrane les obstacles rencontrés sur la route de la formation. Néanmoins, le lycée d'Elig-Mfomo demeure bien loti du point de vue des taux d'inscription. Il forge peu à peu sa notoriété dans le département de la Lékié. Il faut tout de même reconnaître que malgré la présence de plus en plus importante des écoles dans cette localité rurale, elle essaye de conserver paradoxalement le calme et la chaleur qui unissent la communauté toute entière.

Ne pouvant tout de même pas accueillir tout les élèves de l'arrondissement, le lycée d'Elig-Mfomo est accompagné dans cette tâche

¹³⁴ *Matières littéraires* : français, anglais, histoire-géographie- Education Civique et Morale (ECM), allemand, Espagnol, philosophie.

Matières scientifiques : mathématiques, physique-chimie- technologie, Sciences de la Vie et de la Terre (S VT). *Autres*, Economie Sociale et Familiale (ESF), travail manuel, sport

¹³⁵ Entretien avec Leka Ondobo Antoine, 50 ans, proviseur du lycée d'Elig-Mfomo, Elig-Mfomo, le 05 mars 2015 à Elig-Mfomo.

¹³⁶ Le manque d'enseignants et les corolaires de cette situation.

formatrice d'autres établissements parmi lesquels figure en bonne place l'Institut Populurum Progressio.

II-L'INSTITUT POPULURUM PROGRESSIO : LA TOUCHE D'UN PRELAT CATHOLIQUE

L'Institut Populurum Progressio d'Elig-Mfomo (IPPE) est le premier établissement d'enseignement secondaire créé dans l'arrondissement d'Elig-Mfomo. C'est de là qu'il faut partir pour justifier le choix de nous arrêter sur cet établissement scolaire.

A. Aux origines de l'établissement

L'IPPE est fondé en 1989. A ce moment, Elig-Mfomo est encore rattaché à l'arrondissement d'Obala. La création de ce collège s'inscrit dans le souci de permettre aux élèves de la localité de poursuivre leurs études secondaires sur place. Il est l'œuvre d'un prélat catholique, l'abbé Emile Nkoa. Alors que ce dernier est curé de la paroisse *Immaculée Conception* d'Elig-Mfomo entre 1987 et 1990¹³⁷, il constate l'absence d'un établissement secondaire dans la région. Il en fait alors un cheval de bataille jusqu'à l'ouverture officielle de l'école en 1989.

Au départ, c'est un succès retentissant aussi bien au niveau des résultats aux examens officiels qu'au niveau des effectifs, au-delà généralement de cinq cents élèves. Les bâtiments sont construits, dès les débuts, en matériaux solides. Les enseignants vacataires et formés défilent ici dans le cadre de l'offre de leurs services. La notoriété de l'IPPE était donc établie et sans conteste dans l'arrondissement. Il fut pendant quelques années un motif de fierté : le symbole même d'Elig-Mfomo. Tant il est vrai que tous les jeunes scolarisés du

¹³⁷ Il occupera encore le poste entre 1992 et 1995.

secondaire de la localité et des régions environnantes s'y retrouvaient. D'ailleurs, au regard de l'état actuel de cette institution, caractérisé entre autres par un effectif de moins de 60 élèves, les bâtiments défectueux et une aura perdue, il n'est sans doute pas faux de considérer la période passée comme *l'âge d'or* de l'IPPE. Son image actuelle est totalement effritée et complètement opposée à celle des premières années d'existence de ce collège.

B. Evolution et fonctionnement

En 25 ans d'existence, l'histoire de l'IPPE présente deux visages diamétralement opposés. Avec plus de 500 élèves à sa création l'école aujourd'hui n'en encadre qu'environ 60. Seul établissement scolaire secondaire à Elig-Mfomo à sa naissance, l'institut doit faire aujourd'hui face à la concurrence désormais imposée par six autres établissements scolaires. On est en conséquence partie d'une période glorieuse pendant laquelle l'IPPE était en quelque sorte le porte étendard de l'enseignement secondaire à Elig-Mfomo, que même le CES d'Elig-Mfomo, ouvert quelques années après, ne pouvait menacer¹³⁸, pour être aujourd'hui aux antipodes, au creux de la vague. Dès lors, on peut logiquement se poser la question de savoir ce qui explique cette perte d'ampleur. Selon l'Abbé Emile Nkoa, le principal fondateur de l'IPPE, c'est l'année 2004 qui déclenche la descente aux enfers de son école. En réalité, au début de cette année l'établissement fit face à un acte de brigandage, de sabotage qui va affecter le courant de son histoire. Des jeunes pénétrèrent en fait l'institution, la saccagèrent en emportant avec eux de nombreux documents et objets, parmi lesquels une bonne partie des documents archivistiques. C'est d'ailleurs la raison pour laquelle nous nous sommes contentés en grande partie des entretiens pour parvenir à obtenir des informations et ainsi écrire sur l'IPPE. Surtout que les principaux acteurs ayant battis ou assistés à l'avènement de cet établissement scolaire ont bien accepté nous accorder leur soutien. Comme par

¹³⁸ Entretien avec Eric Nkada Elobo, 37 ans, conseiller municipal à la commune d'Elig-Mfomo et ancien élève de l'IPPE, Elig-Mfomo, le 20 mars 2015.

effet de domino, le début de la chute des effectifs fut inévitable et l'institut ne s'en est pas encore remis. Parallèlement, au delà de cette raison, figurent également d'autres qui pointent du doigt le mauvais traitement salarial des enseignants, la concurrence née de la multiplication des établissements publics et le niveau de vie des populations, plus tournées désormais vers les établissements publics au détriment de ce collège privé qui exige le paiement d'une pension et dont le dispositif d'accueil a fortement périclité.

De façon générale, il faut retenir que c'est surtout avec la concurrence née de la présence d'autres établissements scolaires secondaires que l'IPPE vit s'effriter progressivement sa renommée pour être aujourd'hui plus dans une logique de survie qu'autre chose. En témoignent donc les effectifs de plus en plus réduits¹³⁹, les problèmes de traitement des enseignants régulièrement évoqués et même une érosion infrastructurelle notable.

Photo 5: Quelques bâtiments de ce qui reste de l'IPPE.



Source : cliché Fabrice Onana Ntsa, Elig-Mfomo, le 30 juillet 2015.

De toute évidence, l'IPPE a connu donc une période faste qui se justifie au moins par le fait qu'il fut la première institution d'enseignement secondaire. Pour les raisons évoquées ci-dessus, elle vit peu à peu s'égrainer son influence

¹³⁹ L'établissement a, par exemple, fonctionné avec une cinquantaine d'élèves pendant l'année scolaire 2014-2015.

au profit des autres établissements scolaires naissants. Néanmoins l'IPPE suit son chemin dans l'espoir bien sûr de retrouver un jour son aura d'autan.

Depuis sa création par ailleurs, l'établissement ne dispose que du premier cycle de l'enseignement général. Il est à deux régimes : celui d'internat et celui d'externat. Les cours se déroulent conformément aux règles de la République. Le recrutement des nouveaux élèves se fait par concours ou par étude de dossier. L'établissement dispose également d'une APEE. L'importance de ce collège dans la localité s'expliquait aussi par l'existence d'une discipline, IDR, qui faisait sa particularité même au delà de l'arrondissement d'Elig-Mfomo.

C. L'Initiative au Développement Rural : une spécificité de l'IPPE

Dès sa création l'IPPE a affiché sa particularité au niveau des disciplines au programme. En y introduisant un cours intitulé *l'Initiative au Développement Rural* (IDR), il s'est donné un motif supplémentaire d'attraction. Pendant l'inauguration de l'ENS le 30 janvier 1966 en effet, Amadou Ahidjo, Président de la République Fédérale du Cameroun, rappelait bien que le but premier de l'éducation n'était pas d'instruire les hommes pour le plaisir de les instruire, mais il fallait également les mettre dans des dispositions leur permettant de participer à la mise en valeur de leur pays¹⁴⁰. Cette conception de l'éducation comme une pièce essentielle du développement n'avait certainement pas échappée à l'abbé Emile Nkoa, lorsqu'il intègre l'IDR comme discipline obligatoire en 1989 dans son établissement.

Qu'est ce alors l'IDR ?

L'IDR est une discipline scolaire, un peu comparable au Travail Manuel mais dont l'importance va bien au delà de celle de ce dernier. Il consiste à développer les facultés manuelles des élèves, dans l'optique de leur permettre de

¹⁴⁰ Anthologie des discours du président Ahidjo p.636.

mettre en valeur l'environnement dans lequel ils évoluent. Surtout que l'on se situe en campagne, faite d'innombrables ressources qu'il fallait non seulement découvrir mais pouvoir exploiter et rentabiliser.¹⁴¹ De ce point de vue, l'IDR permettait aux jeunes apprenants d'associer aux cours livresques, une formation supplémentaire destinée à mieux les implanter dans leur biotope.

Photo 6: Un espace dés herbé par les apprenants dans le cadre de l'IDR, pour la mise place d'un champ de manioc.



Source : cliché Fabrice Onana Ntsa, Elig-Mfomo, le 21 mars 2015.

De façon pratique, à travers les pépinières de palmiers à huile, de cacao, les champs fromagers et de tomate ou encore la culture du manioc à haut rendement, l'IDR mettait à la disposition des apprenants des connaissances, non pratiques cette fois ci, mais toutes aussi utiles, en ce sens qu'elles leur permettent de mettre en valeur leur milieu de vie. Au fil des années l'IPPE a fait

¹⁴¹ Entretien avec Joseph Aimé Ayissi, 45 ans, préfet des études à l'IPPE, Elig-Mfomo mars 2015.

de l'IDR un label de formation dans une logique de développement communautaire en rendant les individus forts, adaptables et adaptés à leur milieu rural.¹⁴²

Sur le plan administratif, l'IPPE avait à sa tête le Fondateur-principal assisté par un préfet des études, un surveillant général, un secrétaire et un économiste. L'abbé Emile Nkoa, qui est toujours en service dans son établissement, reste la figure principale ici. Ce prélat catholique s'occupe toujours à donner vie à son institut. En coordination avec ses collaborateurs, il essaye quotidiennement de relever une institution qui, de l'avis de tous, a marqué la vie des habitants d'Elig-Mfomo¹⁴³. Car, il faut aussi le rappeler, au-delà de son rôle premier d'institution du savoir efficacement assuré à ses débuts, l'impact socio-économique de l'IPPE était tout aussi remarquable. Le petit commerce aux environs ou à l'intérieur de l'école, les circuits de distribution des tenues de classes ou encore toute autre activité inhérente à la commercialisation du matériel scolaire, permettaient à beaucoup de se faire de bonnes affaires. Sans bien sûr oublier l'ambiance instaurée par les nombreux élèves dont plusieurs venaient parfois de très loin.

L'enseignement secondaire général à Elig-Mfomo bien qu'arrivé sur le tard, s'est ainsi peu à peu enraciné dans l'arrondissement. L'enseignement technique quant à lui a dû attendre davantage, pour finalement prendre corps avec la création des CETIC dont le premier fut celui de Nkolossan.

III- LE CETIC DE NKOLOSSAN : LE PREMIER DU GENRE A ELIG-MFOMO

L'enseignement technique au Cameroun tire ses origines du texte de juillet 1921. C'est en fait avec l'arrêté du 25 juillet 1921 que s'organise

¹⁴² Ibid.

¹⁴³ Entretien avec l'abbé Emile Nkoa, fondateur-principal de l'IPPE, 58 ans, Elig-Mfomo, le 06 février 2015.

l'enseignement dans le Cameroun sous mandat français¹⁴⁴. Ce texte prévoyait la création d'un service de l'enseignement placé sous l'autorité d'un inspecteur des écoles. Il contrôlait alors les divers ordres d'enseignements au rang desquels l'enseignement technique. L'arrondissement d'Elig-Mfomo compte en 2013 trois établissements d'enseignement technique à savoir les CETIC d'Endama, d'Elig-Mfomo et Nkolossan qui nous intéresse dans le cadre de ce mémoire. Par ailleurs, il faut d'emblée dire que l'enseignement technique et professionnel est de plus en plus présenté comme la voie à développer pour trouver des solutions au chômage.

A. L'ouverture du CETIC : une nécessité dans la localité

L'enseignement technique au Cameroun en général tire ses origines de la période coloniale. C'est en effet pendant le mandat français au Cameroun qu'il faut aller chercher les débuts de l'enseignement technique ici. De toute évidence en fait, l'invasion du Cameroun par les troupes franco-britanniques désorganise totalement l'enseignement allemand. Une interruption est notée dans ce secteur de 1914 à 1916¹⁴⁵. Mais à la suite du partage du 04 mars 1916, la France essaye de remettre les services de l'éducation dans la partie dont elle va hériter. Mais cette tentative subit un échec en raison du manque d'enseignants et de toute autorité directement responsable¹⁴⁶. L'enseignement s'organise finalement avec l'arrêté du 25 juillet 1921¹⁴⁷. Avec ce document, la création d'un service de l'enseignement, sous l'autorité d'un inspecteur des écoles, est prévu. Ledit arrêté prévoyait aussi donc, le fonctionnement de trois divers ordres d'enseignement¹⁴⁸ à savoir :

¹⁴⁴ A. V. Ndjilabogo, " les expatriés français dans l'enseignement secondaire général au Cameroun, 1960-1982 ", mémoire de maîtrise en histoire, UYI, 2000, p. 12.

¹⁴⁵ Ibid., p.11.

¹⁴⁶ Madiba Essiben, "Evangélisation et colonisation en Afrique : Héritage scolaire du Cameroun 1885-1956", thèse de doctorat 3ème cycle en Histoire, Bâle, 1970, p.139.

¹⁴⁷ A. V. Ndjilabogo, " les expatriés français dans l'enseignement secondaire...", p.12.

¹⁴⁸ Ibid.

- l'enseignement primaire élémentaire ;
- l'enseignement primaire supérieur ;
- l'enseignement technique.

Depuis lors, l'enseignement technique fait partie intégrante de l'enseignement scolaire au Cameroun. Progressivement, cet ordre d'enseignement s'est répandu aux différentes régions du pays. Il aura ainsi fallu attendre 48 ans après l'indépendance du pays pour que, Elig-Mfomo abrite son premier établissement technique, le CETIC de Nkolossan.

Le CETIC de Nkolossan est créé par décret n°2008/2451PM du 29 Août 2008. Devant la floraison des réserves à l'endroit de l'enseignement général et face aux difficultés d'accès au monde de l'emploi pour une bonne frange de la population jeune, la création d'un établissement scolaire d'enseignement technique était souhaitée. Car, les études techniques procurent des savoir-faire susceptibles de faciliter l'intégration dans l'univers de l'emploi. C'est dans ce sens que le CETIC de Nkolossan ouvre ses portes en 2008, pour donner l'alternative aussi à ceux qui ont des difficultés à se lancer dans des longues études générales, à recevoir une formation technique industrielle et commerciale.

Il n'est pas également superflu de dire que les lycées techniques d'Obala d'Okola et de Monatélé se révélaient assez loin des jeunes d'Elig-Mfomo. Ledit arrondissement nécessitait également un établissement d'enseignement technique pour nager aussi sur les vagues de la professionnalisation des enseignements. La localité pouvait à son tour jouir de la possibilité de fournir un enseignement secondaire de qualité reposant sur un équilibre dynamique entre l'enseignement général et l'enseignement technique¹⁴⁹. Pour pouvoir aussi dispenser aux élèves des connaissances axées sur les savoir et la maîtrise des savoir-faire, requis sur le marché de l'emploi et préparant à la création des emplois.

¹⁴⁹ C'est la vision gouvernementale de l'éducation mentionnée dans le DSCE.

B. Etat des lieux des infrastructures et l'organisation des filières

Le volet infrastructurel de l'établissement se forge progressivement au fil des années. Près de dix ans après son ouverture, le CETIC de Nkolossan dispose de six salles de classe et d'un atelier de maçonnerie. Après ces années d'existence, l'établissement est donc toujours en construction. Situé à quelques mètres du lieu-dit "Elig-Ambassa" et par conséquent limitrophe de l'arrondissement de Monatélé, le CETIC de Nkolossan accueille facilement les jeunes des deux arrondissements. Toujours au niveau infrastructurel, les bâtiments sont construits en dur et la construction de nouveaux autres est envisagée, et l'érection du CETIC en lycée technique souhaitée¹⁵⁰.

Photo 7: Une vue du CETIC de Nkolossan.



Source: cliché Fabrice Onana Ntsa, Elig-Mfomo, le 29 juillet 2015.

Cette image présente des bâtiments du CETIC de Nkolossan construits en dur à partir de 2007, et elle témoigne à suffisance le caractère rural de l'établissement, quasiment plongé dans une forêt sempervirente.

En ce qui concerne les filières de formation, l'établissement offre quatre principales disciplines d'enseignement technique au-delà de toutes les matières

¹⁵⁰ Entretien avec Félix Ndjokso, 50 ans, directeur du CETIC de Nkolossan, Nkolossan, le 05 mars 2015.

de l'enseignement général. Il s'agit en effet de la menuiserie, la maçonnerie, l'électricité et la filière ESCOM entendu, Employé de Service Comptable¹⁵¹. Toutefois, l'établissement fait face à de nombreux obstacles, aussi au niveau des infrastructures. Seule la filière maçonnerie dispose par exemple d'un atelier. Les autres étant contraints de faire avec les moyens de bords.

C. Administration et fonctionnement

Le CETIC a une organisation hiérarchisée. Il est sous la direction d'un directeur, assisté d'un chef de travaux et son adjoint et d'un économiste tel que le prévoit l'organigramme. A ce niveau, l'institution ne fonctionne pas comme un fleuve tranquille. D'abord au niveau de l'administration certains postes ne sont pas pourvus en personnel. De façon concrète, cette institution souffre constamment du manque d'un chef de travaux, appelé à s'occuper de la coordination technique et la transmission des enseignements. L'absence également du surveillant général limite la gestion de la discipline. Du coup, le chef de travaux industriel, le seul en poste, est parfois obligé de jouer ce rôle en réduisant de ce fait le sien.

Ensuite, l'établissement fait généralement face à un manque criard d'enseignants aussi bien dans l'enseignement général que technique. D'ailleurs, à notre passage au collège, tel se présente, par le biais de ce tableau récapitulatif, le problème des enseignants au CETIC de Nkolossan par le directeur de l'école.

¹⁵¹ Ibid.

Tableau 10: Etat des lieux des enseignants au CETIC de Nkolossan en 2015.

<i>DISCIPLINES</i>	<i>NOMBRE D'ENSEIGNANTS PRESENTS</i>	<i>NOMBRE D'ENSEIGNANTS PREVUS</i>
Mathématique	0	2
Histoire géographie ECM	0	2
Physique- chimie- technologie	1	2
Maçonnerie	0	3
Electricité	1	3
Menuiserie	1	3
ESCOM	0	3
Technique administrative	1	1
Conseiller d'orientation	0	/
Sport	0	1
Français	0	2
Anglais	0	2

Source : Entretien avec Félix Ndjokso, directeur du CETIC de Nkolossan, mars 2015.

Ce tableau est symptomatique de la carence en personnel dans les établissements scolaires à Elig-Mfomo. Face à ce problème, l'établissement est contraint de faire recours aux enseignants vacataires pour assurer la couverture des programmes scolaires.

Enfin, nous pouvons relever l'incidence de l'APEE à l'école, laquelle n'est pas toujours bénéfique dans l'évolution de l'établissement. En fait, les fonds disponibles sont beaucoup plus alloués au paiement des enseignants qu'à la construction des infrastructures¹⁵². Les cours au CETIC de Nkolossan se tiennent du lundi au vendredi entre 7 h 30 et 16 h 15.

¹⁵² Ibid.

Au total, l'enseignement secondaire à Elig-Mfomo s'est illustré de façon tardive. Il est inauguré en 1989, grâce à un prélat catholique avec l'ouverture de l'Institut Popolurum Progressio d'Elig-Mfomo. Le rythme de création des établissements scolaires secondaires allait par la suite s'accélérer, notamment à cause de l'érection de la localité en arrondissement. Cette promotion fut un stimulateur. Les pouvoirs publics, jusque-là muets, s'engagent alors dans l'équipement du nouvel arrondissement en établissements secondaires. De 1996 à 2013, on dénombre trois lycées et trois CETIC, destinés à la formation des jeunes, et appelés *in fine* à jouer le rôle de facteur au développement qui leur est reconnu généralement.

CHAPITRE IV :

SCOLARISATION ET DEVELOPPEMENT DANS L'ARRONDISSEMENT D'ELIG-MFOMO

Le développement a toujours été une quête permanente de l'humanité. Lorsque le premier homme vit le jour, il s'attela aussitôt à améliorer ses conditions de vie. C'est ce qui justifie par exemple la révolution du néolithique¹⁵³ qui réussit pour la première fois à sédentariser l'homme. Passer d'un niveau ou d'une qualité de vie moindre à une autre plus élevée a donc constamment été un idéal humain en termes de qualité et de quantité. Tel peut être appréhendé aussi le développement. Pour dire qu'il n'est pas qu'économico-matériel, il englobe également la dimension intellectuelle, l'aspect mental.

D'ailleurs Flaguel a raison de le concevoir comme ‘ un processus de transformation maîtrisé touchant aux aspects sociaux économiques et politiques, vers un mieux-être social¹⁵⁴’. Alors, pour aller vers ce développement, plusieurs facteurs sont souvent présentés au rang desquels l'école. A partir de la deuxième moitié du 19^{ème} siècle surtout, l'école s'est vu attribuer un rôle essentiel au développement¹⁵⁵. Notre objectif dans ce chapitre est de vérifier cela dans l'arrondissement d'Elig-Mfomo. De telle sorte que l'on comprenne que, l'école, à travers l'émulation supplémentaire pour le développement de la localité qu'elle provoque, et l'action de l'élite scolarisée dans ce sens, participe bien au développement ; même si on peut en attendre plus, et en dépit du fait que de nombreux écueils persistent et limitent son action.

¹⁵³ Période de l'ère quaternaire av J.C. situé entre le mésolithique et l'âge des métaux. Pendant cette période l'homme se livre à la culture, à la domestication. Il polit la pierre.

¹⁵⁴ A. Flaguel, *la vidéo verte, vidéo légère et développement rural*, UNESCO-ACCT, 1997.

¹⁵⁵ Prétendant apporter les lumières de la civilisation aux africains par exemple, la politique coloniale européenne accordait une place non négligeable à la construction des écoles.

I- UNE SCOLARISATION AU SERVICE DES MUTATIONS SOCIO-ECONOMIQUES

De l'avis de beaucoup, la localité d'Elig-Mfomo est un arrondissement fortement scolarisé avec un taux de scolarisation qui avoisine 80%¹⁵⁶. L'école en tant qu'un des éléments essentiels de toute vie sociale, est capable de faire évoluer les mentalités et même cristalliser le développement socio-économique.

A- L'évolution des mentalités

En débarquant en Afrique dans le cadre de la colonisation, les Européens se disaient dépositaires des lumières de la civilisation. Si l'école en faisait partie, c'est justement parce qu'ils estimaient qu'elle offre des savoirs être, savoir penser et savoirs faire indispensables pour une formation intégrale de l'homme. C'est de là qu'il faut partir pour ne pas être naïf et reconnaître que l'école fait évoluer les mentalités des populations. Peu à peu, l'institution scolaire a investi le milieu, a favorisé les relations entre populations d'horizons divers, promouvant la cohabitation. Avec l'école également, la superstition a pris du recul¹⁵⁷. On peut commencer à voir les choses autrement. Fondamentalement, l'école n'est pas une arène vide. Il s'y déroule un véritable processus de production de l'individu comme être social. Nous nous situons en fait ici au niveau du paradigme fonctionnaliste de la scolarisation. Celui qui donne le primat aux fonctions intégratives de l'école¹⁵⁸.

La société est une totalité en équilibre qu'il faut maintenir en harmonie. Dans cet arrondissement plongé dans la zone équatoriale du Cameroun, l'école a ainsi secoué certaines attitudes caduques et a rappelé aux populations que la

¹⁵⁶ Ce chiffre approximatif provient de nos entretiens avec les différents chefs d'établissement rencontrés, et avec madame Noah Onana, inspectrice d'arrondissement de l'Education de Base d'Elig-Mfomo, Novembre 2015.

¹⁵⁷ Entretien à Elig-Mfomo le 10 mars 2015 avec Monsieur Joseph Aimé AYISSI, préfet des études à l'IPPE.

¹⁵⁸ A. Mvesso, *l'école malgré tout...* p.10

modernité n'était pas l'affaire des autres. Autrefois renfermée et ignorée par plusieurs, la localité, par le concours de l'école également, entend bien sortir des fonds baptismaux. En réalité, l'évolution des mentalités se situe ici à deux niveaux : la régulation des interactions entre les peuples de plus en plus d'horizons multiples et l'accompagnement de la compréhension du milieu, du monde dans lequel on vit, sans pour autant s'y détacher. Cet enseignement, bien que fourvoyé depuis les indépendances dans un mimétisme de l'Europe participe quand même à modifier nos manières de penser¹⁵⁹.

Il ne s'agit pas, faut-il le rappeler, de détacher le jeune élève ou les populations de leur monde rural originel. Mais de les faire progresser dans l'ordre technique, économique et humain. Précisons pour finir que l'alphabétisation développe quand même la lucidité et la connaissance, suscite le sens de la justice et accroît les capacités individuelles de participation.

B- La cristallisation du développement par l'institution scolaire

L'incidence de l'école dans une localité ne peut donc être réductible qu'à la fonction de dispenser les enseignements aux élèves. Mais l'école peut autant être un vecteur de progrès socio-économique. Un dicton ne dit-il pas que là où la route passe le développement suit ? De même l'on pourrait dire, là où se trouve un établissement scolaire le développement n'est pas aussi loin et se construit. Certes il n'est pas facile d'établir ce rapport direct école-développement, mais c'est dans cette logique que nous voulons nous situer dans cette partie. Pour dire que la création de nombreux établissements scolaires a entraîné la mise en place des structures qui ont sensiblement modifié le quotidien des populations. Parmi celles-ci, on peut citer le Télécentre Communautaire Polyvalent (TCP). Créé en 2011, le Télécentre est un service multifonctionnel qui n'a rien à envier aux installations urbaines de part les services qu'il offre. Saisie, photocopie, scanner

¹⁵⁹ C'est une idée jaillie au cours d'un focus group avec quelques élèves de la terminale au lycée d'Elig-Mfomo.

et impression, tout y est, dans le but de satisfaire les attentes des centaines d'élèves et leurs enseignants, et apporter ipso facto un plus dans l'amélioration des conditions de vie des populations. D'ailleurs, le TCP dispose aussi d'un réseau internet qui permet aux populations de faire des recherches et naviguer sur les réseaux sociaux.

En dehors du TCP, on peut aussi coller à la présence des écoles à Elig-Mfomo, l'aménagement du centre administratif¹⁶⁰, agrémenté non loin des lieux de divertissement et de la présence de certaines installations : bars, boutiques, auberges, salons de coiffure et de couture. En guise d'illustration encore, un point agréé *Orange Cameroun* se trouve implanté non loin du Lycée d'Elig-Mfomo. A travers ce point, les jeunes peuvent assouvir leurs attentes en matière de téléphonie mobile et les offres et services inhérents qui pullulent de jour en jour.

Pourquoi ne pas mentionner aussi la construction des bâtisses d'habitation ou abritant des services, dans un modèle architectural qui tranche nettement avec les constructions en potopoto¹⁶¹, Pour laisser place à des constructions en dur. Il est par conséquent difficile de ne pas être en accord avec ces quelques élèves de Terminal au lycée d'Elig-Mfomo, que les établissements scolaires en quelques sortes peuvent, dans un modèle concentrique d'une ville, inciter des aménagements divers.

En effet, à travers cette sous partie, nous cherchions à montrer que la scolarisation peut conduire directement au développement. Nous parvenons au résultat selon lequel ce rapport direct s'apprécie au niveau de l'évolution des mentalités des populations et l'émulation supplémentaire pour le développement incitée par la présence des établissements scolaires. Cependant, il faut reconnaître que la scolarisation au service du développement à Elig-

¹⁶⁰ On y retrouve aujourd'hui la sous préfecture, l'hôpital de district, la brigade de gendarmerie, l'inspection d'arrondissement de l'éducation de base et bien d'autre services.

¹⁶¹ C'est une terre pâteuse généralement utilisée pour la construction des maisons dans les sociétés traditionnelles Béti.

Mfomo, c'est surtout le rôle de l'élite scolarisée dans ce sens qu'il faut analyser¹⁶².

II- L'ELITE SCOLARISEE, VECTEUR ET ACTEUR DU DEVELOPPEMENT

L'élite intellectuelle de l'arrondissement d'Elig-Mfomo a été à l'origine de certains projets d'aménagement en vue d'un progrès souhaité par tous. Mais il est d'abord nécessaire d'examiner la notion assez floue d'élite scolarisée.

A- La notion d'élite scolarisée

La notion d'élite possède une forte charge émotive. D'aucuns considèrent l'élite comme le dépositaire d'un important confort matériel, financier et même intellectuel. Tant de discours mettent en avant des valeurs qui font de l'élite un modèle, une lumière de la société. Le concept d'élite est pourtant pluriel et sa compréhension nous semble-t-il, est fonction du contexte et de l'époque, car le temps en a modifié l'usage et le sens¹⁶³. L'élitisme apparaît en effet comme le produit de toute société humaine qui renferme toujours ses meilleurs. En réalité, l'élite se compose de ces hommes d'envergure qui ont le plus de tout de ce qu'il faut avoir, c'est-à-dire généralement l'argent, le pouvoir, la formation scolaire, le prestige et tous les styles de vie que ces choses permettent¹⁶⁴. Mais l'on peut regretter le caractère hybride de l'élite africaine qui fait d'elle ni une élite traditionnelle, ni une élite à la culture européenne. C'est un élitisme moulé dans la société dont il dérive¹⁶⁵. Une société en perte de repères, en quête de son identité propre, et prise en otage par la culture occidentale, une société à la croisée des chemins, qui a du mal à forger ses élites

¹⁶² Résultat d'une étude empirique à Elig-Mfomo. Le rapport direct entre école et le développement ici est assez flou. Par contre l'action des scolarisés peut être importante.

¹⁶³ M. C. Bissaya, "Elites et Développement dans la commune de Bokito 1959-2009", Mémoire de DIPESII en Histoire, ENS, Yaoundé, 2014. p.41.

¹⁶⁴ C. Wright Mills, *L'élite au pouvoir*, Paris, Editions Agone, 2012, p.23.

¹⁶⁵ F. Madefo Kamdam, "Elitisme et titularisation nobiliaire à Bamendjou et Bandjoun (Ouest-Cameroun) : 1910-1990", mémoire de maîtrise en histoire, Université de Yaoundé I, 2005, p. 81.

sur ses valeurs propres. Pourtant, de ruine en ruine, de malaise en malaise, l'Etat essoufflé et prêt à tourner le dos au milieu rural dans son rôle de conduite et de promoteur du bien-être des populations, c'est généralement à l'élite que sont remises les clés de l'encadrement et de la promotion du bien-être des populations.

Nous concevons l'élite scolarisée ici comme les natifs de la localité ayant fait leurs classes à Elig-Mfomo et étant parvenus à un niveau élevé de la vie socio politique et économique, leur permettant ainsi d'influencer la marche vers le développement de l'arrondissement¹⁶⁶. La localité a vu passer dans ses écoles depuis 1951¹⁶⁷, des hommes et des femmes qui ont posés des actes dans le sens du développement de la zone. Pour citer quelques noms, nous avons Marcien Towa, Valentin Nga Ndongo, Awono Ateba, Paul Ombga, Stanislas Ayissi, François Xavier Zinga pour ne citer que ceux-là. Certes beaucoup sont restés muets et insensibles à l'évolution de la localité mais d'autres ont posé des actes pour l'amélioration des conditions de vie des populations. Ce sont ces actions essentiellement, qui nous intéressent dans cette sous partie car, ce sont des actes de développement, ayant d'une manière ou d'une influencé le quotidien des populations.

Tableau 11: Aperçu de l'élite intellectuelle d'Elig-Mfomo.

<i>NOMS ET PRENOMS</i>	<i>QUALITE</i>	<i>ETHNIES</i>
Pr Valentin Nga Ndongo	Sociologue. Vice-recteur, Université de Douala	Essele
Pr Marcien Towa (décédé)	Philosophe. Ancien recteur de l'Université de Yaoundé II	Essele
Dr Innocent Jourdain Noah (décédé)	Ancien enseignant à l'ENS de Yaoundé.	Essele

¹⁶⁶ C. Abé, 55 ans environ, sociologue, Emission l'Arène sur Canal2 international le 22 mars 2015. Pour lui, trois éléments font d'une personne une élite : un haut niveau dans les fonctions administratives et politiques, le poids financier et l'intellectuel.

¹⁶⁷ L'école primaire est la première de la localité ouverte en 1951.

Luc Koa	Député à l'Assemblée Nationale	Essele
Jean-Pierre Efouba Onana	Ancien journaliste en service à la CRTV	Essele
André Mba	Magistrat	Essele
Kisito Bessala	Enseignant à l'ENS de Yaoundé	Essele
Paul Ombga	Ancien gouverneur	Essele
Awono Ateba	Ancien préfet	Essele
Romuald Mballa	Proviseur au lycée bilingue d'Obala	Essele
Victor Affila Messi	Ingénieur polytechnicien	Essele
Anicet Ngo Ebode	Ingénieur informaticien en service à la SNI	Essele
Gaspard Abena Koa	PLEG (Inspecteur Pédagogique National des Sciences Physiques)	Essele
Gilbert Awono	Magistrat	Essele
Pascal Mani	Ingénieur des PTT	Essele
François Ngonon (décédé)	Proviseur	Essele
Pierre Ndjengue	Ambassadeur du Cameroun au Japon	Essele
Eveline Koa	En service à la Primature	Mvog-Kani
Dr Ekobo	Médecin	Mvog-Kani
Rigobert Medjogo Medjana (décédé)	Ancien commissaire de police principal	Mvog-Kani
Bruno Elobo Ndjomo	Ancien Maire à la Commune Rurale d'Elig-Mfomo	Mvog-Kani
Menzana	Capitaine	Mvog-Kani
Atangana Nga	Adjoint au maire	Beloua
Nicolas Ntsa Ko	Instituteur, directeur d'école	Beloua
Antoinette Clarisse Ndeme	Chef d'antenne ELECAM Elig-Mfomo	Beloua
Dominique Essaga	Prof. EPS (INJS)	Beloua
Eric Nkada	Conseiller municipal, enseignant	Beloua

Ce tableau loin d'être exhaustif, présente de manière générale la configuration de l'élite intellectuelle d'Elig-Mfomo. Celle-ci est diverse et variée et exerce surtout dans le secteur public. Sans toutefois écarter l'élite traditionnelle, nous mettons ici un accent particulier sur cette élite qui, de par sa position au sein de l'appareil de l'Etat et dans les structures privées, a été à mesure d'influer d'une manière ou d'une autre sur le développement dans l'arrondissement d'Elig-Mfomo. Car, il faut reconnaître avec Zénon Soya que :

L'élite, toute l'élite, chaque élite doit s'engager pour le développement de son village, de son canton et de son arrondissement. Pour l'élite, s'engager, c'est s'assigner un but, se rendre utile à soi-même et aux populations. C'est surtout inscrire tous ses actes dans le cadre du destin commun que nous jouons au sein de l'arrondissement. Si l'élite est la personne que le destin a chargé de l'exceptionnelle mission d'accéder aux secrets de la connaissance ou du pouvoir, politique ou administratif, l'élite doit cultiver une volonté personnelle de développement et exprimer en actes cet engagement au sein de sa communauté villageoise, cantonale et au niveau de l'arrondissement¹⁶⁸.

B- Un appui dans l'érection de la localité en arrondissement

La création des unités administratives au Cameroun de la période coloniale jusqu'aujourd'hui peut être considérée comme une action dans la voie de l'évolution¹⁶⁹. De la période allemande à ce jour en passant par la période franco-britannique, les résidences, les circonscriptions, les provinces et régions, pour ne citer que ceux-là, attirent le développement. Car une unité administrative doit être pourvue en institutions économiques, susceptibles d'entraîner le bien-être des populations. La logique semble donc toute simple, là où se trouve une unité administrative, là se situe un potentiel foyer de développement. C'est peut-être le préalable qu'il faut éclaircir pour comprendre

¹⁶⁸ Z. Soya, exposé portant sur le thème "Les Comités de développement de l'arrondissement de Bokito : panacée ou placebo ?", présenté à l'occasion du 11^e congrès de la Cellule des Elèves et Etudiants de l'Arrondissement de Bokito (CEABO), tenu à Bokito les 14 et 17 décembre 2005, p. 10. Tiré de Mathurin Claver Bissaya, 'Elite et Développement dans la Commune de Bokito'...

¹⁶⁹ Cette remarque est de nous.

pourquoi l'érection d'Elig-Mfomo en arrondissement est perçue comme un acte dans la voie du développement de cette localité¹⁷⁰.

Au lendemain de l'indépendance en effet, l'espace est partie intégrante de l'arrondissement d'Obala, l'un des cinq du département de la Lékié à cette période-là. Il a fallu attendre le décret présidentiel du 13 septembre 1992, faisant désormais d'Elig-Mfomo un arrondissement. De l'avis de toutes les populations rencontrées ici, c'est une élite scolarisée de la région qui fut à la base de cette promotion historique et salvatrice. Il s'agit de Paul Ombga, ancien gouverneur, qui aura joué un rôle important dans ce changement du statut d'Elig-Mfomo.

Vingt-trois ans plus tard, Elig-Mfomo est une unité administrative à fière allure, sous les ordres d'un Sous-préfet et dispose de nombreux services tels qu'une brigade de gendarmerie, les services déconcentrés du MINEDUB, du MINSEP et près de 25 établissements scolaires. Jouissant enfin de l'aura d'un arrondissement, Elig-Mfomo s'est vu accueillir de nombreuses infrastructures dont la plus importante est sans doute la route bitumée par laquelle on rejoint Yaoundé en une heure de temps.

C- L'apport infrastructurel remarquable

Indirectement, l'école est un facteur de développement. Telle semble être l'hypothèse de travail de cette sous partie. À travers l'élite intellectuelle qui pose des actions dans ce sens, cette assertion préliminaire trouve vérification. A Elig-Mfomo de nombreuses actions dans le sens du développement socio-économique de la localité ont été posé par les fils d'ici. Ces actions ont amélioré les conditions de vie par les populations¹⁷¹.

Commençons par la création de l'hôpital de district et de cinq centres de santé pour la lutte contre les maladies qui déciment les habitants. C'est un

¹⁷⁰ Entretien avec Nkada Eric, 37 ans, enseignant au lycée d'Elig-Mfomo et conseiller municipal, Elig-Mfomo, le 05 mars 2015.

¹⁷¹ Résultat de l'étude empirique à Elig-Mfomo, février-mars-avril 2015.

ancien Directeur au ministère de la santé, Atangana Nga, qui est à la base de ces infrastructures sanitaires. En réalité, profitant de sa position dans ce service administratif, il aurait apporté¹⁷² des facilités pour la réalisation de cette œuvre salubre.

Photo 8: Une vue de l'hôpital de district d'Elig-Mfomo.



Source : cliché Fabrice Onana Ntsa, Elig-Mfomo, le 29 juillet 2015.

Au lendemain de l'indépendance, Elig-Mfomo est doté d'un centre de santé aux moyens limités. Avec la promotion de la localité en arrondissement en 1992, il devient un Centre Médical d'Arrondissement (CEMA). Et c'est en 2002 qu'est érigé cet hôpital de district à deux bâtiments flamboyants neufs. Aujourd'hui, les populations ont la possibilité à des distances considérablement réduites de se faire soigner. Aussi à mettre à l'actif de celui qui est a été premier adjoint au maire d'Elig-Mfomo, les points d'adduction d'eau réalisés. L'eau c'est la vie, c'est un axiome reconnu et accepté par tous. Bien qu'Elig-Mfomo soit situé en zone équatoriale et drainée par des rivières, son sol latéritique pose

¹⁷² L'emploi de ce temps se justifie par le fait que nous n'avons pas pu rencontrer M. Atangana Nga en personne.

par endroits de nombreux problèmes d'approvisionnement en eau. Par conséquent, les adductions d'eau n'étaient que salutaires.

Au niveau infrastructurel, évoquons ensuite la création d'une route, mieux d'un embranchement reliant deux grands villages de l'arrondissement à savoir Elig-Mfomo Centre et Endama. Pendant longtemps, les habitants de ces deux villages étaient obligés de parcourir de longues distances pour se mettre en contact. A cause d'une forêt jusque-là presque primaire et dont difficilement franchissable, par laquelle passe la Lékié aux profondeurs assez importantes, les populations étaient en effet contraintes de prendre une voie de contournement plus longue dont l'emprunte traversait pas moins de trois villages. C'est ainsi que, Marcien Towa, alors maire d'Elig-Mfomo, entreprit la réalisation de cette route qui relie depuis 2010 les villages Elig-Mfomo et Endama en 25 minutes de marche et 08 minutes en auto.

Né en 1931 à Endama, Marcien Towa est sans doute l'une des références en termes de réussite scolaire dans l'arrondissement d'Elig-Mfomo. De 1941, année de son entrée à l'école publique d'Endama à 1977, année de la soutenance de sa thèse de doctorat d'Etat en philosophie à la Sorbonne, on pourrait dire de Marcien Towa, qu'il est de ceux qui consacrent beaucoup de leur temps à la vie scolaire. Tour à tour enseignant dans quelques lycées parisiens, directeur des études et directeur adjoint à l'ENS de Yaoundé, enseignant à l'UYI et premier recteur de l'université de Yaoundé II, à Soa, du 29 janvier 1993 au 21 octobre 1993, le professeur Marcien Towa s'est aussi essayé dans la politique¹⁷³. Il a été d'ailleurs le premier maire de la Commune Rurale d'Elig-Mfomo. Le philosophe Camerounais, auteur de plusieurs ouvrages¹⁷⁴, a donc aussi apporté sa pierre à l'édifice d'Elig-Mfomo, jusqu'à sa mort le 02 juillet 2014 à Yaoundé.

¹⁷³ «'Obsèques du professeur Marcien TOWA'», document produit pour la circonstance, 2014, 10 pages.

¹⁷⁴ *Identité et transcendance ; valeurs culturelles et développement ; poésie de la négritude ; l'idée d'une philosophie négro africaine ; Essai sur la problématique philosophique dans l'Afrique actuelle, Léopold Sédar*

L'une de ses actions concrètes posées par le philosophe Camerounais est une route construite, qui porte aujourd'hui son nom et soulageant les populations et fluidifiant les contacts entre les deux villages. Cette route a été bien accueillie par les populations satisfaites de l'initiative.

Photo 9: Une vue de la route Elig-Mfomo-Endama, réalisée par Marcien Towa, maire d'Elig-Mfomo.



Source : cliché Fabrice Onana Ntsa, Elig-Mfomo, le 30 juillet 2015.

Les délices d'une route sont connus. Retenons seulement avec Brot et Gérardin que : "la création des routes(...) facilite les relations commerciales entre les centres économiques d'un pays"¹⁷⁵.

Terminons ici avec la construction de certaines bâtisses qui concourent également au bien-être des populations. Nous faisons principalement allusion ici à la Télécentre Communautaire Polyvalent construit par Luc KOA, député à l'Assemblée Nationale. Le Télécentre est aujourd'hui incontournable dans les

Senghor : négritude ou servitude ; dialectique du mégacycle des civilisations industrielles ; Histoire de la pensée africaine.

¹⁷⁵ J. Brot et H. Gérardin, *Infrastructures et développement*, Paris, l'Harmattan, 2001, p.43.

nouvelles habitudes des jeunes d'Elig-Mfomo. Saisie, photocopie, scanner, impression et bien d'autres services y sont offerts. Non seulement l'infrastructure se présente comme une bâtisse imposante au cœur du centre administratif, son incidence va au-delà, en ce sens qu'elle permet justement aux jeunes de s'arrimer au NTIC.

Photo 10: Le Télécentre communautaire Polyvalent Luco Center d'Elig-Mfomo.



Source : cliché Fabrice Onana Ntsa, Elig-Mfomo, le 29 juillet 2015.

Comme on peut le constater, le *Luco Center* s'impose comme une belle bâtisse architecturale. Il abrite ainsi plusieurs services. Au-delà du secrétariat bureautique qui s'y trouve, sont également logés ici les services déconcentrés du Ministère de la jeunesse et l'Education Civique et celui de l'Agriculture et du Développement Rural, sans oublier l'agence Express Union d'Elig-Mfomo.

Ainsi, le volet infrastructurel d'Elig-Mfomo bénéficie de l'apport de l'élite scolarisée. A travers les points d'eau, centres de santé, routes et des

bâtisses diverses qui sortent de terre, il n'est pas incorrect de la considérer comme acteur et vecteur de développement.

D- L'électrification et l'éclairage public

C'est le domaine qui a vu l'intervention du plus grand nombre de personnes. En campagne, les problèmes d'électricité figurent parmi les plus récurrents et parmi ceux qui réduisent considérablement la qualité de vie des populations. Sans énergie électrique on ne peut avoir ni un bon éclairage de la localité et des maisons, ni être à l'écoute des informations par le biais de la télévision, la radio et l'internet. C'est dans ce sens qu'à Elig-Mfomo, des personnalités se sont penchées sur cette question. Awono Ateba, ancien préfet, sa majesté François Xavier Zinga ou encore le Maire Stanislas Ayissi ont œuvré pour l'électrification de la localité. Le premier s'est concentré spécifiquement sur le village Bikogo par exemple. Les deux autres se sont investis dans une approche plus globale de l'arrondissement. Dans tous les cas leurs actions ont peu à peu sorti Elig-Mfomo de l'obscurité, pour lui donner de la lumière et ainsi trouver des réponses aux attentes des populations. Surtout que, le gouvernement de la République en fait un axe majeur de sa politique. Un accent particulier dans la satisfaction des besoins énergétiques à l'horizon 2020.¹⁷⁶

¹⁷⁶ Ressources et développement, magazine d'informations du ministère de l'eau et de l'énergie, n° 003, mars 2013 p.34.

Photo 11: L'électrification dans le village Nkengué.



Source : cliché Fabrice Onana Ntsa, Elig-Mfomo, le 29 juillet 2015.

Photo 12: L'électrification dans le village Bikogo.



Source : cliché Fabrice Onana Ntsa, Elig-Mfomo, le 29 juillet 2015.

On peut à ce niveau se rendre compte du fait que l'élite intellectuelle d'Elig-Mfomo a joué un rôle non négligeable dans le sens du développement de la localité. Elle a participé aux progrès de la localité d'une façon ou d'une autre.

Ce qui permet alors de valider que l'école ici a été en quelque sorte un facteur de changement socio-économique et culturel. Ce n'est pas pour autant que l'on puisse affirmer que le processus de développement ici ne souffre d'aucun mal. Qu'il s'émeut sans problèmes. Aussi, si la scolarisation ne joue pas souvent pleinement son rôle, c'est parce qu'elle est confrontée à des obstacles qu'il faut nécessairement revoir si l'on veut aller vers un développement intégral d'Elig-Mfomo, en comptant sur l'institution scolaire.

III- POUR UN DEVELOPPEMENT INTEGRAL ET EFFICACE D'ELIG-MFOMO, LA NECESSAIRE REVISION DE L'INSTITUTION SCOLAIRE PARMIS TANT D'AUTRES LEVIERS A ACTIVER

Malgré les efforts consentis par les pouvoirs publics avec l'aide de certaines élites pour l'amélioration des conditions de vie des populations, ces dernières font face à des difficultés quotidiennes et se plaignent que le développement ne se fait pas à un rythme suffisant. Le niveau de vie reste sensiblement bas à l'avis de beaucoup. De l'autre côté, le fait scolaire se heurte ici à de multiples pesanteurs. Avant de nous arrêter sur les goulots d'étranglement du développement ici, nous allons donc dans un premier temps, analyser les problèmes de la scolarisation dans l'arrondissement d'Elig-Mfomo.

A- Les obstacles à la scolarisation à Elig-Mfomo

La pratique de l'école à Elig-Mfomo est loin d'être un fleuve tranquille. Elle est jalonnée d'une myriade d'écueils qui entravent le bon fonctionnement des établissements scolaires.

Le premier est le manque d'enseignants en qualité et en quantité. La localité souffre d'un manque de personnel qualifié. Ce qui influence

considérablement la qualité des enseignements¹⁷⁷. Au lycée d'Elig-Mfomo par exemple, le proviseur pendant l'année scolaire 2010-2011 disposait de plus de 50% d'enseignants vacataires. Depuis sa création par ailleurs, l'établissement n'a accueilli aucun Conseiller d'Orientation. Au CETIC de Nkolossan aussi, le manque criard d'enseignants dans les filières professionnelles est à relever. Cet état de chose oblige en conséquence l'administration de l'école à dispenser les cours. Ce qui impacte par la même occasion sur le travail qui lui revient initialement. Les établissements primaires et maternels n'échappent pas à ce triste constat. Du coup, les résultats sont parfois médiocres ou mauvais¹⁷⁸. Parallèlement, les enseignants vacataires sont payés par l'Association des Parents d'Elèves. Ce qui pose en réalité un autre problème.

Les APE¹⁷⁹ constituent en réalité le 2^{ème} problème de l'école à Elig-Mfomo. La difficulté se situe à deux niveaux. Ses coûts élevés découragent bon nombre de parents à envoyer leurs enfants à l'école. A l'enseignement du premier degré surtout, les directeurs d'école rencontrés précisent que ces taux sont justement élevés pour payer les nombreux enseignants vacataires. C'est ici que se trouve le deuxième niveau de ce problème. Le rôle de ces APE reste cantonné à la rémunération des enseignants vacataires. Par conséquent, elles sont incapables de jouer le rôle d'investissement qui leur est également inhérent tel l'entretien des infrastructures. Résultat, certaines écoles manquent de salles de classe et de matériel didactique. Ainsi donc, les APE, aux coûts relativement élevés, muselées et contraintes à payer juste le salaire des enseignants vacataires se présentent comme une pesanteur pour le bon fonctionnement de l'école dans les zones rurales camerounaises en général.

¹⁷⁷ Entretien avec Monsieur Leka Ondobo Antoine, proviseur du lycée d'Elig-Mfomo, Elig-Mfomo, le 05 mars 2015.

¹⁷⁸ 25% au CEPE en 1985 ou encore 40% au probatoire en 2011.

¹⁷⁹ L'association des parents d'élèves et enseignants fait partie des membres de droit du conseil d'école arrêté n° 367/B1/1464/MINEDUC/064/CF/MINEFI du 19 septembre 2001 relatif à l'organisation et au fonctionnement des établissements publics d'enseignement primaire p.1.

Photo 13: Un bâtiment d'école délabré.



Source : cliché Fabrice Onana Ntsa, Elig-Mfomo, le 29 juillet 2015.

Ce bâtiment sur les chemins de la ruine renseigne à suffisance sur les difficultés d'entretien d'une part, et de réhabilitation d'autre part, des infrastructures scolaires ici. Et la conséquence en est donc la surcharge des salles et bien plus, le jumelage des classes parfois. Toute chose qui ne peut qu'entraver la formation des apprenants et compliquer le travail des encadreurs.

Les moyens limités des parents constituent un autre problème qu'il faut relever. Nous nous situons en effet dans une zone rurale. La majorité de la population ici s'occupe dans les activités champêtres : l'agriculture, la pêche, l'artisanat, la chasse. Un ensemble d'activités aux revenus modestes, des productions destinées surtout à l'autosuffisance alimentaire. Très peu de parents

sont par exemple des fonctionnaires. Par ailleurs, ce sont des familles nombreuses. Du coup, s'occuper de la scolarité des enfants n'est pas toujours une tâche aisée. C'est la raison pour laquelle les scolarités, commencées à être payées, ne sont pas généralement couvertes en totalité¹⁸⁰. Ces moyens limités des parents pénalisent enfin l'éclosion du fait scolaire, en ce sens que les écoliers investissent les écoles et salles de classe sans matériel didactique ; sans livres, parfois même sans cahier et sans stylos à bille.

On ne saurait terminer l'égrènement des problèmes de l'école sans évoquer les programmes scolaires, qui ne sont pas toujours appropriés pour le développement économique-matériel. Le doigt d'accusation est surtout pointé sur l'enseignement général. L'école est peut être un facteur de développement comme elle peut également être facteur du sous-développement. Tout dépend de ce qu'on met dans l'école et la qualité de service qu'offrent les enseignants. La qualité des enseignements pose donc problème. " Lorsque'ils seront moins théoriques que pratiques, l'école sera vraiment un facteur de développement"¹⁸¹. En effet, au lendemain de l'indépendance, le Cameroun comme beaucoup d'autres pays africains, a hérité d'un modèle scolaire assez problématique et de plus en plus controversé. Il a conduit à l'impasse et à rétréci le champ scolaire à une fonction unique : l'instruction. Celle-ci avec pour principal résultat la reproduction de la bureaucratie et la mentalité bureaucratique chez les jeunes¹⁸². Ce système pose aujourd'hui deux problèmes majeurs à savoir celui de son adéquation au contexte actuel¹⁸³ et celui de l'insertion de son produit dans le monde de l'emploi. Ces anomalies du système scolaire obstruent ainsi la voie au développement ici comme dans le monde rural camerounais en général et même au delà. Cependant, cette voie vers la modernité connaît d'autres écueils extra scolaires.

¹⁸⁰ Entretien avec Madame Ngah Marie Bernadette, 48 ans, directrice de l'école Saint thomas d'Aquin d'Elig-Mfomo, Elig-Mfomo le 04 mars 2015.

¹⁸¹ Entretien avec Monsieur Leka Ondobo Antoine, proviseur du lycée d'Elig-Mfomo.

¹⁸² A. Mvesso, *l'école malgré tout...*, p. 60.

¹⁸³ Le développement économique-matériel en vue de l'émergence du pays à l'horizon 2035.

B- Les autres écueils au développement à Elig-Mfomo

Le processus de développement à Elig-Mfomo fait face à d'autres obstacles que sont les problèmes de capitaux, l'exode rural et la sorcellerie.

Les agriculteurs et les autres acteurs de la vie économique ici manquent de capitaux pour le financement de leurs activités. A partir de là, leur production sont cantonnées à l'autoconsommation familiale. Difficile d'en faire en effet une activité importante de ravitaillement des grandes villes.

L'exode rural se présente aussi comme une gangrène au développement. Attirés par les lumières plus brillantes des villes, les jeunes délaissent les villages et abandonnent les clés du développement de ces derniers aux adultes et aux vieux. Lorsque la principale force de travail s'en va ainsi, c'est le développement de la localité qui prend un coup car, ne dit-on pas souvent que la jeunesse est le fer de lance ?

La sorcellerie se présente enfin comme une autre épine au pied du développement. On la considère comme un véritable frein dans la mesure où elle peut justifier aussi le phénomène d'exode rural et être à la base d'autres faits qui lui sont collés aisément¹⁸⁴. En un mot, il faut reconnaître avec Honorine Bambok Bambok que les problèmes de sorcellerie constituent un obstacle aux projets de développement en milieu rural¹⁸⁵. Il apparaît alors indispensable de revoir ces problèmes pour un développement intégral d'Elig-Mfomo.

C- Perspectives

Certes notre mémoire porte sur le fait scolaire à Elig-Mfomo, mais le développement de cette localité s'y est tout logiquement greffé, d'autant plus qu'il s'agissait d'analyser ici, le rapport entre l'école et le développement. Cette

¹⁸⁴ Les pratiques magico mystiques.

¹⁸⁵ H.O. Bambok Bambok, "la scolarisation dans l'arrondissement de Yabassi, approche sociohistorique", mémoire de DIPEN II en sciences de l'éducation, ENS, UYI, 1999.

sous partie exige donc que nous pensions ces deux phénomènes dans le sens d'une proposition de solutions face aux freins rencontrés.

1- En ce qui concerne la scolarisation

Au regard des multiples problèmes cités plus haut, il est impérieux de revoir certains points si l'on veut faire de l'école un acteur à part entier de l'évolution, un facteur plus efficace et du développement inclusif.

Il faudrait déjà tenir compte du fait que l'on se situe en zone rurale et les moyens financiers sont moins importants. Une diminution des coûts des APE peut être un motif supplémentaire, un catalyseur pour un intérêt plus grand des populations à l'école. En ce sens qu'elle permettrait à un nombre plus élevé d'enfants d'aller à l'école.

Par ailleurs donc, les enseignants qualifiés doivent y être affectés, gage d'un enseignement de qualité et permettant par ce fait aussi le soulagement des caisses des APE. Cette association pourra alors jouer son rôle de financement de la construction et d'entretien des infrastructures qui font aussi défaut ici.

Au niveau infrastructurel donc, un point d'honneur doit être mis sur la construction des salles de classe et l'achat des tables bancs. Le gouvernement de la République et les élites de la localité en sont interpellés, dans l'optique d'humaniser davantage les conditions de travail des enseignants.

En ce qui concerne les programmes scolaires enfin, c'est une lecture sociologique de l'histoire scolaire camerounaise en général qu'il faut faire avant de trouver les remèdes adéquats. Il faut sortir complètement du formatage scolaire actuel depuis l'école primaire jusqu'à l'université¹⁸⁶. De nombreux chercheurs s'intéressant à l'école et à la politique éducative du pays la présentent comme inféconde, impropre car elle est une institution étrangère qui avait été pensée pour d'autres fins. En se situant dans la continuité du système

¹⁸⁶ Ka Mana, 'Eduquer l'imaginaire africain', in *Cahiers de l'Université Evangélique du Cameroun*, n°4, 2012, pp.85-87.

colonial, elle ne pouvait qu'être inefficace¹⁸⁷. C'est ainsi que Ambroise Kom déclare sans détour à propos de l'école héritée de la colonisation. Pour lui,

A aucun moment me semble-t-il, l'école coloniale n'a eu comme objectif la qualité de l'enseignement, encore moins sa démocratisation au niveau de l'apprentissage [...] or chez nous, l'on s'est contenté de 1960 à nos jours de gérer, souvent maladroitement, le système légué par le pouvoir colonial. Un système dont l'objectif était de fabriquer, non pas des cadres de conception capables d'inventer, de créer pour construire le Cameroun et l'Afrique, mais de se soumettre au maître, de lui obéir, d'exécuter ses ordres¹⁸⁸.

C'est donc une véritable impasse de laquelle de nombreux Etats africains peinent à sortir encore aujourd'hui. Un système éducatif impropre au développement économique réel, qui est pourtant l'objectif principal de toutes les aires géographiques de nos jours. L'heure n'est plus uniquement à l'acquisition d'une somme de connaissances livresques. La maîtrise du savoir-faire est désormais une nécessité. Revoir la qualité de l'enseignement est donc un défi national, voir continental, un impératif catégorique si l'on veut faire de lui un facteur réel du développement.

2- Pour le développement tout court d'Elig-Mfomo

Comme l'ensemble du Cameroun aujourd'hui l'arrondissement d'Elig-Mfomo ne peut se dérober du défi de l'émergence, et donc du développement. Pour ce faire, il est nécessaire d'organiser et de rentabiliser la principale activité économique de la région à savoir l'agriculture. Dans une perspective bien sûr des grandes plantations dont les productions devront aller à l'assaut du marché national ou même étranger. Il serait aussi profitable de commencer à poser les bases d'une industrie toujours absente ici. Car il est difficile d'envisager le développement sans unités de production ou de transformation. Il est aussi

¹⁸⁷ A. M. Keuho Tchoffo, " l'image de l'enseignant au Cameroun. socio analyse d'un statut social en pleine déconstruction, mémoire de master en sociologie, UYI 2011 p.5.

¹⁸⁸ A. Kom, *Education et démocratie en Afrique : le temps des illusions*, Paris, Harmattan, 1996 pp 99-100.

important, à l'écoute des populations ici, que les phénomènes tels que l'exode rural des jeunes, l'égoïsme et la sorcellerie prennent du recul. Nécessaires sont enfin les valeurs comme le travail, l'entraide et l'action collective. Que les forces vives de la localité s'approprient le développement de leur arrondissement, le contextualisent et en fassent leur cheval de bataille.

Car, s'il faut que l'émergence soit effective aussi en 2035 comme le clament depuis quelques le régime de Yaoundé, il faudrait certainement que les populations des zones rurales surtout, avec le concours des élites intellectuelles ou non, mettent la main à la pâte pour ne pas être absent à ce rendez-vous national.

A la fin de ce chapitre, il faut s'apercevoir que la conception de l'école comme un facteur du développement économique-matériel demeure assez floue. Indirectement par contre, l'élite scolarisée, ayant atteint un niveau dans la vie socio-économique et dans la sphère des prises de décisions peut effectivement être un facteur et un vecteur du développement. Cependant, les goulots d'étranglement enregistrés aussi bien au niveau de la scolarisation qu'au niveau du développement en général demandent révision au risque qu'Elig-Mfomo soit en retard, ou même absent totalement au rendez-vous du développement inclusif au Cameroun.

CONCLUSION GENERAL

La notion de scolarisation tient ses origines au Cameroun de la période précoloniale, avec l'œuvre des missionnaires de la *Baptist missionary society*, qui entreprirent la construction des écoles dans leur processus d'évangélisation¹⁸⁹. Occupant officiellement et formellement cet espace *Cameroun* en 1884 à la faveur du traité Germano-douala du 12 juillet, le colon allemand pose les bases de l'école officielle. C'est Theodor Christaller qui dirigea d'ailleurs la première école construite par les Allemands à Deido en 1886. Par la suite, certes à des degrés différents et avec des démarches non semblables, français et anglais n'omettent pas dans leur entreprise coloniale ici le fait scolaire.

C'est donc tout logiquement qu'à côté des célébrations et échauffements au lendemain de l'indépendance, la formation d'un personnel endogène appelé à gérer les affaires propres s'avérait un impératif, mais plus encore, un héritage. Surtout qu'à cette école à laquelle revenait donc cette tâche, on reconnaissait également un rôle participatif au développement tant souhaité par les populations et les autorités. En réalité, plusieurs localités au Cameroun n'attendent forcément pas le 1^{er} janvier 1960 pour accueillir des écoles *in situ*. C'est le cas d'Elig-Mfomo, qui constituait l'espace d'étude de ce travail, dont la première école voit le jour en 1951.

Il s'agit en réalité d'une localité qui sera restée longtemps incluse à Obala et dont l'histoire scolaire attendra quand même la promotion de la localité en arrondissement en 1992, pour se façonner davantage. Elig-Mfomo depuis cette année-là, compte parmi les arrondissements du département de la Lékié et

¹⁸⁹ V. J. Ngoh, *Cameroun 1884-1985, cent ans d'Histoire*, Yaoundé, CEPER, 1990, p.8. Ainsi Alfred Saker déclarait : "Je ne peux décrire les conditions dans lesquelles je trouvai tous ces peuples. Ils n'avaient jamais vu un livre(...), nous étions habillés et eux ne l'étaient pas..."

renferme vingt-cinq villages au service desquels on dénombre donc en 2013, dix-sept établissements du premier degré et sept établissements secondaires d'enseignement général et technique.

L'arrondissement d'Elig-Mfomo s'étale sur 144 km², abritant environ 30000 habitants. Il est logée dans la partie équatoriale du Cameroun et, par conséquent, est caractérisé par des traits physiques y relatifs à savoir un climat équatorial à quatre saisons et influençant par ce fait même les activités économiques majoritairement liées au travail de la terre, les sols ferrallitiques, une hydrographie fournie et une végétation forestière. Le relief est quelque peu varié. Il comprend quelques plateaux et collines dont l'altitude varie entre 300m et 800 m. De façon générale, le relief ici est moins accidenté. C'est un facteur de la facile mobilité des populations. Les 25 villages qui constituent Elig-Mfomo sont peuplés en majorité des Eton. Certes on retrouve quelques allogènes en quantité moins importante, la localité est grandement habitée par ce peuple de la forêt. A l'intérieur, on retrouve plusieurs clans ou familles. L'arrondissement d'Elig-Mfomo compte donc une population répartie en trois grandes familles ou ethnies que sont les Esselé, les Mvog-kani et les Beloua. La localité n'est pas restée indemne du fait scolaire, ancien au Cameroun. Graduellement, la localité s'est vue dotée d'établissements primaires, maternels et secondaires.

L'enseignement du premier degré a pris corps à Elig-Mfomo dès 1951. Ce degré de scolarisation a été l'œuvre de l'administration coloniale française, remplacée plus tard le gouvernement de la République du Cameroun. La touche catholique n'a pas été absente à travers l'investissement de la mission catholique et l'action de certains prélats. On recense ainsi en 2013 dans ce secteur dix-sept écoles à savoir : les Ecoles Publiques du Centre, de Nkolobang, d'Endama carrefour, d'Endama 2, de Nkolossan, de Kokodo, de Mebomo, de Komo Essele et de Niga, de Kokodo2, d'Endama chefferie, de Mbanedouma, d'Elot Kos, de Nkengué, de Bikogo, d'Akak et l'ESTA, la seule institution privée. L'Ecole

Publique du Centre et l'Ecole Saint Thomas d'Aquin qui ont précisément retenue notre attention ici entrent dans cette perspective d'instruction des populations jusqu'au fond du milieu rural camerounais¹⁹⁰. Ces établissements scolaires ont inauguré la scolarisation dans l'arrondissement d'Elig-Mfomo ; ils occupent aujourd'hui une place de premier rang dans le dispositif primaire dans l'arrondissement à cause de leurs résultats satisfaisants aux examens, mais aussi parce qu'il s'agit donc respectivement de la première école créée dans la localité et la seule école confessionnelle installée ici.

L'enseignement secondaire s'est illustré de façon tardive. Il est consacré en 1989 avec l'Institut Popolurum Progressio d'Elig-Mfomo. Le rythme de création des établissements scolaires secondaires allait par la suite s'accélérer, notamment grâce à l'érection de la localité en arrondissement. Cette promotion fut un stimulateur. Les pouvoirs publics, jusque-là muets, s'engagèrent alors dans l'équipement du nouvel arrondissement en établissements secondaires. De 1996 à 2014, on dénombre trois lycées, ceux d'Elig-Mfomo, de Niga et de Kokodo et trois CETIC, Nkolossan, Elig-Mfomo et Endama. Etablissements destinés à la formation des jeunes, et appelés *in fine* à jouer le rôle de facteur du développement qui leur est reconnu généralement.

Il faut s'apercevoir que l'appréhension de l'école au Cameroun comme un facteur du développement économique-matériel demeure assez floue. Indirectement par contre l'élite scolarisée, ayant atteint un niveau dans la vie socio-économique et dans la sphère des prises de décisions peut effectivement être un facteur et un vecteur du développement. Cette élite intellectuelle peut véritablement influencer les mutations diverses dans leur localité. Cependant, les goulots d'étranglement enregistrés aussi bien au niveau de la scolarisation elle-même qu'au niveau du développement en général, demandent révision au risque d'être soit en retard, soit absent totalement au rendez-vous de l'émergence du Cameroun. De façon concrète au Cameroun, la création des établissements

¹⁹⁰ P. Biya, *Pour le Libéralisme Communautaire*, Paris, Editions Pierre Marcel Favre, 1987, p.83.

scolaires n'a pas été proportionnelle au rythme de développement attendu. La courbe de création de ceux-ci est allée s'accroissant mais le développement est allé un peu plus lentement quand il ne stagnait pas complètement.

C'est en définitive l'école camerounaise qu'il faut encore questionner aujourd'hui si on veut la rendre efficace et la faire participer au progrès de notre société. C'est l'école, telle qu'elle fonctionne aujourd'hui qu'il faut changer de fond en comble dans son projet, dans ses mécanismes, dans ses stratégies et dans ses modes opératoires. Il faut sortir du formatage scolaire actuel depuis l'école primaire jusqu'à l'université, pour donner plus d'importance aux compétences et à la professionnalisation. Repenser l'école c'est répondre à la question du pourquoi de l'école pour embrayer sur celle de l'école du comment. Telle devrait être la double question à se poser pour les Etats africains en général en quête de développement. A cette question primordiale, la réponse qui fait d'elle un facteur de développement comme le clamait la majorité des chefs d'Etat africains à l'aube des indépendances, exige son appropriation complète. Car, il appartient à chaque société de définir les fonctions de l'école et son rapport avec les réquisits que cette dernière se donne en tant que sujet historique.

Il ne s'agit cependant pas de remettre nécessairement en cause l'institution scolaire en tant qu'institution qui serait remplacée par d'autres institutions de socialisation et de formation. Mais ce qui s'impose avec force et sous la pression du contexte, c'est l'exigence de définition et de mise en place d'une autre école en Afrique en général, pour en faire un élément opérant et efficace, intégré dans la lutte de l'Afrique pour sa dignité, son décollage économique et son intégration à part entière à côté des autres nations du monde.

Au bout de ce parcours qui nous a conduit à nous interroger sur les rapports dialectiques et complexes entre l'école et le développement dans l'arrondissement d'Elig-Mfomo comme terrain d'expérience de 1960 à 2014, il paraît à l'évidence qu'au-delà des changements socio-économiques que peut provoquer l'installation d'un établissement scolaire, il s'agit surtout de se

tourner vers l'élite intellectuelle qui devrait accompagner la réalisation de certains projets de développement. D'un autre côté et en attendant cette refonte profonde de l'école, la présente traine de véritables écueils, surtout en zone rurale, qui amenuisent davantage les attentes placées en elle. Le manque d'enseignants, les problèmes infrastructurels et la précarité des parents d'élèves sont en vérité, telle une épée de Damoclès suspendue sur la tête de toute la communauté éducative, dans son défi ultime. L'élite intellectuelle elle-même n'est pas indemne de reproche. Elle se trouve généralement embarquée dans des oppositions infructueuses auxquelles certaines personnes associent aisément un égoïsme séculaire en Afrique en général¹⁹¹. Le développement d'Elig-Mfomo se trouve ainsi plombé par des querelles de positionnement et des intrigues inutiles. L'amélioration du cadre de vie des populations de cette localité passe sans doute par un certain nombre de défis, notamment un leadership fécond et une synergie d'actions.

¹⁹¹ A. Kabou, *Et si l'Afrique refusait le développement ?*, Paris, l'Harmattan, 1991, pp.169-178.

SOURCES ET REFERENCES BIBLIOGRAPHIQUES

I- SOURCES PRIMAIRES

1- Archives

a- Les Archives Nationales de Yaoundé

- ANY NF 729/1 Cameroun administration, 1916-1946

b- Les Archives des établissements scolaires

- Archives de l'Ecole Publique du Centre d'Elig-Mfomo
- Archives de l'Ecole Saint Thomas d'Acquin d'Elig-Mfomo
- Archives de l'Institut Populorum Progressio d'Elig-Mfomo
- Archives du Lycée d'Elig-Mfomo

2- Sources Orales

<i>NOMS ET PRENOMS</i>	<i>AGES</i>	<i>PROFESSIONS</i>	<i>DATE ET LIEU DE L'ENTRETIEN</i>
Abbé NKOA Emile	52 ans	Principal fondateur de l'IPPE	Juillet 2014 à Elig-Mfomo
ABELE Léopold Sedar Senghor	45 ans	Censeur, enseignant de philosophie au lycée d'Elig-Mfomo	Février 2015 à Elig-Mfomo
ABENKOU Marie Chantal	43 ans	Directrice de l'EM du centre	Février 2015 à Elig-Mfomo
AMBOMO Jeanne D'arc	51 ans	2ème adjoint au Maire d'Elig-Mfomo	Février 2014 à Elig-Mfomo
ATANGANA Kisito	44 ans	Surveillant général au Lycée de Kokodo	Février 2015 à Elig-Mfomo
ATE Linus Désiré	43 ans	Directeur de l'EP d'Endama 1	Février 2015 à Elig-Mfomo

AYISSI Stanislas	43 ans	Maire d'Elig-Mfomo	Février 2014 à Elig-Mfomo
AYISSI Régine	53 ans	Ménagère	Le 27 juillet 2015 à Elig-Mfomo
BILEGUE Anselme	44 ans	Agent d'entretien à l'hôpital de district d'Elig-Mfomo	Février 2015 à Elig-Mfomo
BIWELE SAL Serge Hervé	48 ans	Sous-préfet d'Elig-Mfomo	/
BODO Nestor	55 ans	Planteur	/
EBOUGA Louis	50 ans	Planteur	Mars 2015 à Elig-Mfomo
ELOBO Brigitte	72 ans	Enseignante retraitée	Février 2015 à Elig-Mfomo
ETABA Désiré	38 ans	Enseignant à l'EP de Nkolossang	Mars 2015 à Elig-Mfomo
KOH Leonard	73 ans	Planteur	Février 2015 à Elig-Mfomo
LEKA ONDOBO Antoine	48 ans	Proviseur du lycée d'Elig-Mfomo	Février 2014 à Elig-Mfomo
MBASSI MVOGO Liboire	51 ans	infirmier	Février 2015 à Elig-Mfomo
MBIA Sabine	54 ans	Ménagère	/
MELINGUI ONANA Rosalie	29 ans	Etudiante	Le 21 mai 2015 à Yaoundé
MVOGO NOUMA Jean Pierre	77 ans	Ancien menuisier	Février 2015 à Elig-Mfomo
NAGA NDONGO	47 ans	Proviseur du lycée de Kokodo	Février 2014 à Elig-Mfomo
NDONGO Pierre	42 ans	Directeur de l'EP du centre	Février 2015 à Elig-Mfomo
NDONGO Pierre	42 ans	Enseignant à l'EP d'Elig-Mfomo	Février 2015 à Elig-Mfomo
NDZOMO Claver	48 ans	Chauffeur	Mars 2015 à Elig-Mfomo
NDZOMO	72 ans	planteur	Le 29 juillet 2015

EWOLO			à Elig-Mfomo
NGAH Marie Bernadette	43 ans	Directrice de l'école Saint Thomas d'Aquin d'Elig-Mfomo	Février 2015 à Elig-Mfomo
NGONO AWONO Agathe	39 ans	Enseignant à l'EM de Bikoko	Février 2015 à Elig-Mfomo
NKADA Eric	37 ans	Enseignant de PCT au lycée d'Elig-Mfomo	Février 2015 à Elig-Mfomo
NKADA Lilian	29 ans	Communicateur	Le 21 mai 2015 à Yaoundé
NKOULOU MBOUNA	42 ans	1 ^{er} adjoint au Maire d'Elig-Mfomo	Février 2014 à Elig-Mfomo
NOA AWONO Félicien	44 ans	Directeur de l'EP d'Endama 2	Février 2015 à Elig-Mfomo
NOAH PEPOGO Jean Paul	43 ans	Directeur de l'EP de Nkolobang 2	Mars 2014 à Elig-Mfomo
OKALA AWOLO Gérard	73 ans	Greffier retraité	Juillet 2015 à Elig-Mfomo
OKALA AYISSI	62 ans	Enseignant retraité	/
TIBIDI OMBE Donatien	45 ans	Censeur, enseignant d'histoire au Lycée d'Elig-Mfomo	Février 2015 à Elig-Mfomo
TSANGA LEBOGO Grégoire	43 ans	Directeur de l'EP de Nkengué	Mars 2015 à Elig-Mfomo
TSIMI Tadée	80 ans	Planteur	Février 2015 à Elig-Mfomo
ZINGA François Xavier	65 ans	Fonctionnaire retraité	Juillet 2015 à Elig-Mfomo
ZUGA Annie Sylvianne	38 ans	Collaboratrice du sous-préfet d'Elig-Mfomo	Février 2014 à Elig-Mfomo

3- Mémoires et thèses

A- Les mémoires

- Akwa Tamukong Nelson, "The evolution of education in Bambili 1952-1992: a historical perspective", Mémoire de Maîtrise en histoire, UYI, 2005.
- Bambok Odile Honorine, "La scolarisation dans l'arrondissement de Yabassi, approche sociohistorique", mémoire de DIPEN II en sciences de l'éducation, ENS, UYI, 1999.
- Beténé Pierre, "Echec scolaire et environnement familial en milieu africain : analyse étiologique", Mémoire, Université de Montréal, 1982.
- Bineli Ma'a Alain Olivier, " Monographie historique des Bekassa du Centre Cameroun des origines à 1960", mémoire de DIPES II en histoire, ENS, UYI, 2004.
- Bom Fils Alex Claude, "L'école catholique dans le département du Nyong et Kellé : le cas du Collège Marie-Albert d'Eseka, une création autochtone (1961-1993)", mémoire de DIPES II en histoire, ENS, UYI, 2002.
- Enyégue Anastasie Stéphanie, "La pacification française du pays Eton : 1916-1918", mémoire de maîtrise en histoire, UYI, 2006.
- Kepgue Justin, "L'enseignement au Cameroun sous la période française : 1945-1957", mémoire DIPLEG, Histoire- Géographie, ENS, Yaoundé, 1987.
- Mandi Ifughe Emerencia, "The Presbyterian secondary school Makon, 1978-2003: a historical perspective", mémoire de DIPES II en histoire, ENS, UYI, 2005.
- Mawotaha Honorine, " L'œuvre éducative des jésuites au Cameroun de 1957 à 1990", mémoire de DIPES II en histoire, ENS, UYI, 1995.

- Meh Mboutou Guy Pierre, ‘‘Le séminaire adventiste de Nanga Eboko : origine, évolution et impact sur la formation des jeunes camerounais et Africains (1949-1996)’’, Mémoire de Maîtrise en Histoire, UYI, 2007.
- Moneze Ella Rémy, ‘‘ Les infrastructures scolaires de l’enseignement primaire et secondaire de la ville d’Ebolowa’’, Mémoire de DIPES II en Histoire, ENS, Yaoundé, 1992.
- Ndjilabogo Adelaïde Valérie, ‘‘Les expatriés français dans l’enseignement secondaire général au Cameroun, 1960-1982’’, Mémoire de Maîtrise en Histoire, UYI, 2000.
- Ngambeng Ernestine, ‘‘Genre et accès des élèves dans les filières technologiques des établissements d’enseignement secondaire’’, Mémoire de Master en Sociologie, UYI, 2012.
- Ngono Onana Agnès, ‘‘Le pouvoir colonial et le pays Eton’’, Mémoire de Maîtrise en Histoire, UYI, 2008.
- Onguéné Beyama Francois, ‘‘L’UNESCO et la formation des maîtres de l’enseignement public au Cameroun : 1960-1982. Approche historique’’, mémoire de maîtrise en histoire, UYI, 2007.
- Onguéné Beyama Francois, ‘‘L’œuvre de l’UNESCO au Cameroun et l’action des camerounais à l’UNESCO : 1946-2008’’, mémoire de DEA en histoire, UYI, 2009.
- Tanga Onana Joseph, ‘‘Les Eton du Sud Cameroun, Essai d’étude historique des origines à 1900. Etude accompagnée d’une protohistoire des Pahouins et des Béti’’, Mémoire de Maîtrise en Histoire, Université de Yaoundé, Mai 1981.
- Tassi Sothérie Roland, ‘‘La question de l’éducation de la jeune femme Baka dans la Boumba et Ngoko de 1960 à 2003’’, Mémoire de Maîtrise en Histoire, UYI, 2006.

- Tchoffo Keuho Agnès Marie, ‘‘L’image de l’enseignant au Cameroun : socioanalyse d’un statut social en pleine déconstruction’’, Mémoire de Master en Sociologie, UYI, 2011.
- Zambo Charles Richard, ‘‘le pays Eton du Sud Cameroun : traditions et mutations XVIII-XX^{ème} siècles’’, Mémoire de DEA en Histoire, UYI, 2006.
- Ze Edo’o James Richard, ‘‘L’enseignement de base au service des ambitions françaises au Cameroun : Essai d’étude historique de 1916 à 1960’’, Mémoire de Maîtrise en Histoire, UYI, 2007.

B- Les thèses

- Mukene Pascal, ‘‘L’ouverture entre l’école et le milieu en Afrique noire pour une gestion pertinente des connaissances’’, Thèse de Doctorat, Université de Fribourg, Suisse, 1998.
- Ngonga Henri, ‘‘Etude comparée de l’enseignement public et privé au Cameroun’’, Thèse de Doctorat, Université de Bourgogne, 2010.
- Obiang Emmanuel, ‘‘l’échec scolaire au Cameroun. ses causes : essai d’interprétation’’, Thèse de doctorat 3^{ème} cycle, sciences de l’éducation, Université des Sciences Humaines de Strasbourg, 1983.

II-SOURCES SECONDAIRES

A- Ouvrages généraux

- Althusser Louis, *Idéologies et appareils idéologiques d’Etat*, Paris, la Pensée, 1970.
- Bachelard Gaston, *L’eau et les rêves : Essai sur l’imagination de la matière*, Paris, Ed. Cortis, 1942.
- Bandelot C. et Establet R., *L’école capitaliste en France*, Paris, PUF, 1971.

- Bayart Jean François, Mbembé Achille, Toulabor Comi, *Le politique par le bas en Afrique, contribution à une problématique de la démocratie*, Paris, Karthala, 1992.
- Bessis Sophie, *L'occident et les autres. Histoire d'une suprématie*, Paris, la Découverte, 2001.
- Biya Paul, *Pour le Libéralisme Communautaire*, Paris, Editions Pierre Marcel Favre, 1987.
- Dumont René, *L'Afrique noire est mal partie*, Paris, Editions du Seuil, 1962.
- Ebalé Raymond, *Le concept de 'développement', fondements historiques et débats*, Yaoundé, Arimathée, 2014.
- Etounga Manguelé Daniel, *L'Afrique a-t-elle besoin d'un plan d'ajustement culturel ?*, Paris, Nouvelles du Sud, 1991.
- Gaxie Daniel, *Le cens caché : inégalité culturelle et ségrégation politique*, Paris, Seuil, 1978.
- Giri Jacques, *L'Afrique en panne*, Paris, Karthala, 1986.
- Godelier Maurice, *L'énigme du don*, Paris, Flammarion champs, 2002.
- Gruzinski Serge, *La colonisation de l'imaginaire. Sociétés indigènes et occidentalisation dans le Mexique espagnole*, Paris, Gallimard, 1988.
- Imbert Jean, *Le Cameroun*, Paris, PUF, Que sais-je ?, 1973.
- Kabou Axelle, *Et si l'Afrique refusait le développement ?*, Paris, l'Harmattan, 1991.
- Ki Zerbo Joseph, *Histoire générale de l'Afrique Noire, D'hier à Demain*, Paris, Hatier, 1981.
- Kodjo Edem, *...et demain l'Afrique*, Paris, Stock, 1986.
- Kangé Ewané Fabien, *Semence et moisson coloniales*, Yaoundé, Editions Clé, 1985.
- Mbembé Achille, *Afriques indociles : christianismes, pouvoir et Etat en société post coloniale*, Paris, Karthala, 1988.

- Ngoh Victor Julius, *Cameroun 1884-1985, cent ans d'Histoire*, Yaoundé, CEPER, 1990.
- Nyom Robert, *La crise économique du Cameroun : Essai d'analyse sociopolitique*, Paris, Ed. Atlantica, 2003.
- Ouologuem Y., *le devoir de violence*, Paris, Seuil, 1968.
- Wade Abdoulaye, *Un destin pour l'Afrique*, Neuilly-sur-Seine, Editions Michel Lafon, 2005.
- Wright Mills, *L'élite du pouvoir*, Paris, Maspero, 1969.

B- Ouvrages spécifiques

- Alain Emile Chartier, *Propos sur l'Education*, Paris, PUF, 1976.
- Ansu D., *Education and society: sociology of African education*, London, Macmillan, 1984.
- Berthelot Jean-Michel, *Le piège scolaire*, Paris, PUF, 1983.
- Cacouault Marlaine et Oeuvrard Françoise, *Sociologie de l'éducation*, Paris, La Découverte, 1964.
- Durkheim Emile, *Education et sociologie*, version numérique, 2002, www.Uquac,Uquebec.Ca/zone_30/classique_des_sciences_sociales/index.html, consulté le 07 janvier 2015.
- Durkheim Emile, *L'éducation morale*, Paris, PUF, que sais-je, 1992.
- Hubert René, *Traité de pédagogie générale*, Paris, PUF, 1965.
- Gatty Jean, *quatre réflexions sur l'éducation*, Paris, PUF, 1993.
- Getrey Jean, *Comprendre l'aventure ambiguë de Cheick Hamidou Kane*, Paris, les Classiques Africains, 1982.
- Hamidou Kane Cheick, *L'aventure ambiguë*, Paris, Ed. Julliard, 1961.
- Ki Zerbo Joseph, *Eduquer ou Périr*, Paris, l'harmattan, 1990.
- Kom Ambroise, *Education et démocratie en Afrique : le temps des illusions*, Paris, Crac et Harmattan, 1996.
- Mbock Charly G., *L'école, facteur de déracinement et d'acculturation*,

- Mbala Owono Rigobert, *Scolarité et disparités socio-économiques dans la province de l'Est au Cameroun*, Yaoundé, ISH, 1983.
- Mvesso André, *Pour une nouvelle éducation au Cameroun, 'les fondements d'une école citoyenne et de développement'*, Yaoundé, Presses Universitaires de Yaoundé, 2005.
- Mvesso André, *L'école malgré tout, les conditions d'une configuration de l'école à l'essor africain*, Yaoundé, PUY, 1998.
- Mvogo Dominique, *L'éducation aujourd'hui : quels enjeux ?*, Yaoundé, presses de l'UCAC, 2002.
- Nkoumou Melingui Christian Georges, *L'approche par compétence*, Paris, l'harmattan, 2015.
- Nomba issidor, *Le système éducatif camerounais face aux exigences de la mondialisation*, Paris, Harmattan, 2008.
- Renaud Patrick, *La réalité scolaire au Cameroun Oriental*, Yaoundé, Slac, 1968.
- Tsafack Gilbert, *L'enseignement secondaire au Cameroun, tendances organisationnelles et résultats d'apprentissage des élèves*, Yaoundé, Presses Universitaires de Yaoundé, 2000.

C- Ouvrages méthodologiques

- Aron Raymond, *Dimensions de la conscience historique*, Paris, Plon, 1964.
- Beaud Michel, *L'art de la thèse*, Paris, La Découverte, 1997.
- Beaud Michel, *L'art de la thèse*, Paris, La Découverte, 2006.
- Bedard G. et Als, *L'élaboration d'une problématique de recherche. Sources, outils et méthodes*, Paris, l'Harmattan, 'collection logiques sociales', 2005.
- Fragnière Jean Pierre, *Comment réussir un mémoire*, Paris, Dunod, 1986.
- N'Da Pierre, *Méthodologie et guide pratique du mémoire de recherche et de la thèse de doctorat*, Paris, l'Harmattan, 2008.

- Quivy Raymond, Van Campenhoudt L., *Manuel de recherche en sciences sociales*, Paris, Dunod, 2006.

III- ARTICLES DE REVUE

- Kai Mana, "Eduquer l'imaginaire africain", *in Cahiers de l'Université Evangélique du Cameroun*, n°4, 2012.
- Mungala S., "l'éducation traditionnelle en Afrique et ses valeurs fondamentales", *in revue de culture négro-africaine*, n° 29, février 1982.

IV- AUTRES PUBLICATIONS

- Dictionnaire des villages de la Lekié d'après une documentation réunie par la section de géographie de l'IRCAM, Yaoundé, IRCAM/ORSTOM, 1966.
- Mbengono Ondoua, "le rôle de l'affectivité dans le processus de scolarisation de l'enfant camerounais d'âge préscolaire", rapport rédigé à l'issue de la mission effectuée du 22 octobre 1984 au 31 janvier 1985 dans la province du Centre, Yaoundé, ISH-CRESS, 1985, 68 pages.
- République du Cameroun", statistiques générales de l'enseignement de l'Etat du Cameroun au 1^{er} janvier 1960", Yaoundé, Ministère de l'Education Nationale, 1960.
- République Fédérale du Cameroun, "statistiques des écoles primaires de l'Etat du Cameroun Oriental", 1964-1965.
- République Unie du Cameroun, "statistiques des écoles primaires des provinces du Centre Sud, Est, Littoral, Nord, Ouest", Yaoundé, MINEDUC, 1972.
- République Unie du Cameroun, "aperçu sur la scolarisation en République Unie du Cameroun", année scolaire 1973/1974.

ANNEXES

Annexe 1 : questionnaire pour la collecte des données

Annexe 2 : Le Dossier Territorial d'Elig-Mfomo

Annexe 3 : Le conseil Municipal de la Commune d'Elig-Mfomo au lendemain des élections municipales d'Elig-Mfomo

Annexe 4 : Le décret transformant le CES d'Elig-Mfomo en Lycée

Annexe 5 : Instructions du MINEBUB, relatives à l'organisation et au fonctionnement des établissements publics d'enseignement maternel et primaire

Annexe 6 : L'organigramme de l'Ecole Publique du Centre d'Elig-Mfomo

Annexe 7 : La variation des résultats du CEP à l'Ecole Publique du Centre d'Elig-Mfomo de 1997 à 2014

Annexe 8 : Les divisions administratives du Cameroun

Annexe 9 : La situation scolaire au Cameroun en 1965

ANNEXE 1

REPUBLIQUE DU CAMEROUN

Paix-Travail-Patrie

UNIVERSITE DE YAOUNDE I

ECOLE NORMALE SUPERIEURE



REPUBLIC OF CAMEROON

Peace-Work-Fatherland

THE UNIVERSITY OF YAOUNDE I

HIGHER TEACHER TRAINING COLLEGE

QUESTIONNAIRE DE COLLECTE D'INFORMATIONS EN VUE DE LA REDACTION D'UN MEMOIRE DE DIPES II EN HISTOIRE

Titre du mémoire : La question de la scolarisation dans l'arrondissement d'Elig-Mfomo de 1960-2013 : approche historique.

A- Identification

Nom et prénom.....

Fonction

Age.....

Date

A- Questions pour autorités administratives

1-Présentez-nous géographiquement l'arrondissement d'Elig-Mfomo ?.....

2-Pouvez-vous mettre à notre disposition les données historiques, socio-économiques et administratives de cet arrondissement ?.....

3-Donnez-nous les traits humains de la localité ?.....

4-Pourquoi et quand Elig-Mfomo a-t-il été détaché de l'arrondissement d'Obala et en quelle année ?.....

5-Historiquement, à quand remonte la création du 1^{er} établissement scolaire ici ?.....

6-Dites-nous s'il vous plaît quelle est la conception de l'école, de la scolarisation de la part des populations ici ?.....

7-Madame/Monsieur, quels sont les types d'établissements scolaires retrouvés ici ?.....

8-Dites-nous, quelles sont les principales motivations de la création des établissements scolaires ?.....

9-A quel rythme est allée la création des établissements scolaires à Elig-Mfomo. En d'autres termes, s'il faut parler en termes de courbe, à quel degré sera-t-elle croissante depuis 1960 ?.....

10-Pouvons-nous dire aujourd'hui que l'arrondissement d'Elig-Mfomo est bien couvert en termes d'institutions scolaires ?.....

11-Qu'est-ce qui selon vous peut expliquer l'intérêt ou le désintérêt de la chose scolaire de la part des habitants ici ?.....

12-Quels sont les obstacles à la scolarisation ici ?.....

13- terminons par là si vous le permettez, pouvons-nous avoir quelques chiffres, même s'ils sont approximatifs, des taux de scolarisation et d'alphabétisation dans l'arrondissement d'Elig-Mfomo ?.....

B- Questions pour patriarches

1- Présentez-nous géographiquement l'arrondissement d'Elig-Mfomo et d'où vient ce nom ?.....

Pouvez-vous mettre à notre disposition les données historiques, socio-économiques et administratives de cet arrondissement ?.....

2- Pourquoi et quand Elig-Mfomo a-t-il été détaché de l'arrondissement d'Obala ?.....

3- Aux premières heures de l'indépendance du Cameroun, quelle était la situation scolaire dans ce qui sera plus tard l'arrondissement d'Elig-Mfomo ?.....

4- Historiquement, à quand remonte la création du 1^{er} établissement scolaire ici ?.....

5- Dites-nous s'il vous plaît quelle est la conception de l'école, de la scolarisation de la part des populations ici ?.....

6- Dites-nous quelles ont été les principales motivations de la création des établissements scolaires ici ?.....

7- Disposez-vous des éléments qui peuvent nous permettre de décrire la trajectoire de la scolarisation ici entre 1960 et 1982 , et de 1982 à 2013 dans une démarche comparative bien sûr, en termes de nombre d'établissements, de fonctionnement de ces derniers, d'effectifs, de résultats et d'incidence de cette école et des scolarisés sur le développement socioéconomique de la localité ?.....

- 8- Existe-t-il des différences que pouvez partager avec nous concernant la scolarisation à Elig-Mfomo avant et après 1982 ?.....
- 9- Selon vous, de quelle façon la scolarisation est considérée comme un facteur de développement.....
- 10- Quels ont été s'il vous plait, les principaux établissements scolaires à Elig-Mfomo entre 1960 et 1982 et quel a été leur mode de fonctionnement et leur impact dans le développement socioéconomique et politique de la région ?.....
- 11- Et de 1982 et 2013 ?.....

C- Questions pour les chefs d'établissements

- 1-A quelle année a été créé votre établissement ?.....
- 2- pouvez vous nous le présenter davantage, en nous faisant s'il vous plait, un état des lieux, dans le temps, des infrastructures par exemple ?.....
- 3- décrivez nous la présentation, l'organisation de vos filières d'étude, les différentes disciplines et les niveaux/branches d'enseignement ?.....
- 4- quelle est votre organisation administrative et pédagogique ?.....
- 5- quelle lecture faites vous Madame/Monsieur, de l'approche genre en milieu scolaire et quelle place occupe t-il ici ?.....
- 6- qu'est-ce qui explique cela ?.....
- 7- quelle appréciation faites-vous des résultats scolaires ici ?.....
- 8- historiquement, à quand remonte la création du 1^{er} établissement scolaire ici ?.....
- 9- dites-nous s'il vous plait quelle est la conception de l'école, de la scolarisation de la part des populations ici ?.....
- 10- quelles peuvent être les motivations de la création des établissements scolaires ?.....
- 11-pouvons-nous dire aujourd'hui que l'arrondissement d'Elig-Mfomo est bien couvert en termes d'institutions scolaires ?.....
- 12-qu'est-ce qui selon vous peut expliquer l'intérêt ou le désintérêt de la chose scolaire de la part des populations.....
- 13- Disposez-vous des éléments qui peuvent nous permettre de décrire la trajectoire de la scolarisation ici entre 1960 et 1982 , et de 1982 à 2013 dans une démarche comparative bien

sûr, en termes de nombre d'établissements, de fonctionnement de ces derniers, d'effectifs, de résultats et d'incidence de cette école et des scolarisés sur le développement socioéconomique de la localité ?.....

14- quels sont les obstacles à la scolarisation ici ?.....

15- La pension au niveau des établissements scolaires privés ?.....

16- Existe-t-il des différences que pouvez partager avec nous concernant la scolarisation à Elig-Mfomo avant et après 1982 ?.....

17-Selon vous, de quelle façon la scolarisation est considérée comme un facteur de développement.....

18-Quels ont été s'il vous plait, les principaux établissements scolaires à Elig-Mfomo entre 1960 et 1982 et quel a été leur mode de fonctionnement et leur impact dans le développement socioéconomique et politique de la région ?.....

19-Et de 1982 et 2013 ?.....

20- terminons par là si vous le permettez, pouvons-nous avoir quelques chiffres, même s'ils sont approximatifs, des taux de scolarisation et d'alphabétisation dans l'arrondissement d'Elig-Mfomo ?.....

D- Questions pour enseignants

1- depuis quelle année officiez-vous dans cette localité

2- quelle lecture faites-vous de la question de scolarisation ici ?.....

3- déclinez nous la présentation de votre établissement, l'organisation de vos filières d'étude, les différentes disciplines et les niveaux/branches d'enseignement ?.....

4- quelle est l'organisation administrative et pédagogique de votre établissement ?.....

5- quelle lecture faites vous Madame/Monsieur, de l'approche genre en milieu scolaire et quelle place occupe t-il ici ?.....

6- qu'est-ce qui explique cela ?.....

7- quelle appréciation faites-vous des résultats scolaires ici ?.....

8- selon vous, de quelle façon la scolarisation est considérée comme un facteur de développement ?.....

9- votre institution scolaire a-t-il joué un rôle dans ce sens ?.....

10- quels sont, à votre connaissance, les 'grands fils scolarisés ' de cet arrondissement ayant fait une partie de leurs études ici?.....

11-en quoi est-ce que cette élite a été un acteur du progrès socio économique de la localité et des populations ?.....

12-sinon pourquoi cette incidence sur le développement est restée négligeable ?.....

13-un commentaire par rapport aux programmes scolaires ?.....

13 que pensez-vous de ceux qui disent que l'école ici a été en majorité une école des certifiés chômeurs ou certifiés paysans ?.....

14- dites nous alors quelle est la principale vocation de l'école en milieu rural ?.....

15- avez-vous de temps en temps des aides/subventions pour un meilleur fonctionnement de votre établissement ?.....

16- terminons par là si vous le permettez, pouvons-nous avoir quelques chiffres, même s'ils sont approximatifs, des taux de scolarisation et d'alphabétisation dans l'arrondissement d'Elig-Mfomo ?.....

1- Questions pour les élèves

1-Selon vous, pourquoi dit-on de la scolarisation qu'elle est un facteur de la scolarisation ?.....

2-pourquoi avez-vous choisi de fréquenter ici et non en ville et comment vous sentez vous ?.....

3-comment trouvez-vous les enseignements ici ?.....

4- quels sont les principaux fléaux qui gangrènent le milieu scolaire ici ?.....

5-quelle différence faites-vous entre les établissements privés et publics, primaires et secondaires ?.....

6- pensez-vous que vos études vous permettront d'avoir accès au monde professionnel ?.....

7-sinon, pourquoi et que faire ?.....

8- quel regard portez-vous sur le développement socioéconomique d'Elig-Mfomo et le rôle des élites scolarisées ou non de cet arrondissement ?.....

G- questions pour les parents d'élèves

1- Que pensez-vous de l'école ?.....

2- Quelle appréciation faites-vous l'école à Elig-Mfomo ?.....

3- Quelles différences trouvez-vous entre l'école en ville et celle en milieu rural ?.....

4- Quelles sont vos ententes en envoyant vos enfants à l'école ?.....

- 5- La formation de vos enfants ici vous donne-t-elle satisfaction ?.....
- 6- Que pensez-vous s'il vous plait, de la conception de l'école comme un facteur de développement ?.....
- ..
- 7- Si elle l'est, dans quelle mesure l'a-t-elle été dans l'arrondissement d'Elig-Mfomo ?.....

2- Questions pour les anciens élèves

- 1- Situer nous s'il vous plait votre passage dans les structures scolaires à Elig-Mfomo ?.....
- 2- Aviez-vous une idée quand aux débuts de la scolarisation dans cette localité ?.....
- 3- En termes de représentativité ou de prestige, quels sont les principaux établissements scolaires à Elig-Mfomo, 1^{er} et 2nd degré confondus ?.....
- 4- Que retenez-vous de votre passage à Elig-Mfomo.....
- 5- Pensez-vous que votre formation ici vous a été utile dans votre insertion socioprofessionnelle ou académique ?.....
- 6- Selon vous qu'est-ce qui fait la particularité d'avoir fait ses études dans la localité d'Elig-Mfomo ?.....
- 7- Que pensez-vous s'il vous plait, de la conception de l'école comme un facteur de développement ?.....
- 8- Si elle l'est, dans quelle mesure l'a-t-elle été dans l'arrondissement d'Elig-Mfomo ?.....
- 9- Pour finir si vous le permettez, quelques grands noms moulés par l'école à Elig-Mfomo et leur apport au développement de la région ?.....

3- Autres informations susceptibles de nous éclairer davantage sur notre sujet d'étude

.....

Contact

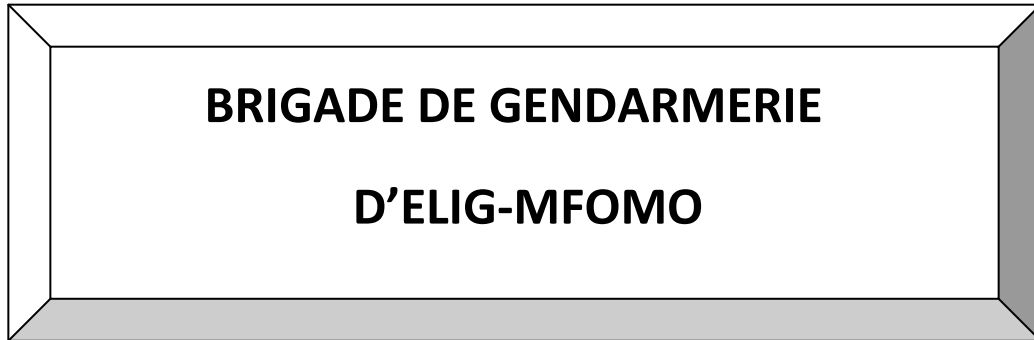
ONANA NTSA Fabrice

Etudiant ENS YDE niveau 5.

Email : onanafabrice38@yahoo.fr

ANNEXE 2

DOSSIER TERRITORIAL



REFERENCES : - Instruction Présidentielle N° 027 /CAB/PRF du 27 /07/1962

- Transmission N°950/DGG/FRD/RENS du 08/1967

MIS À JOUR EN MAI 2014

E E E E E E E E E E E E E E E E E E
L L L L L L L L L L L L L L L L
I I I I I I I I I I I I I I I
G G G G G G G G G G G G
M M M M M M M M M M
F F F F F F F F
O O O O O
M M M
O

I- CONNAISSANCE DU TERRITOIRE GEOGRAPHIQUE PHYSIQUE

1.1- SUPERFICIE : LIMITES – DIMENSIONS

La circonscription de la Brigade de Gendarmerie d'Elig-Mfomo correspond à celle de l'Arrondissement d'Elig-Mfomo.

Superficie : 144 km²

Limites : - Nord : Circonscription de la Brigade de Monatéle

- Sud : Circonscription de la Brigade d'Okola

- Est : Circonscription de la Brigade d'Obala

- Ouest : Circonscription de la Brigade d'Evodoula

1.2- **Relief** : Quelque peu varié, l'on rencontre quelques plateaux et collines dont l'altitude varie en 300 et 800 m

1.3- **Climat** : Equatorial chaud et humide : 04 saisons dont 02 sèches et 02 pluvieuses.

Grande saison sèche : Novembre à Mars.

Petite saison des pluies : Mars à Mai

Petite saison sèche : Mai à Août

Grande saison des pluies : Août à Novembre.

1.4- **Hydrographie** : La circonscription de la Brigade de Gendarmerie d'Elig-Mfomo est arrosée par la rivière Lékié. D'autres petits cours d'eau comme la rivière Mbazoa, Bikogo et odingda sont moins importants.

1.5- **Zone de végétation** : Une zone boisée de végétation couvre l'arrondissement. Celle-ci est fréquemment défrichée pour les cultures vivrières.

1.6- **Faune** : Elle est très pauvre. On y rencontre tout de même quelques troupeaux de singes, hérissons et rarement des lièvres. Antilopes, écureuils, rats, vipères et porcs épics.

II- LES POPULATIONS

L'arrondissement compte plus de 30 000 habitants répartis comme suit :

☞ Essélé : Ethnie majoritaire : 70%

☞ Mvog kani : Population considérable : 25%

☞ Beloua : Population parsemée : 5%

Répartition religieuse :

CATHOLIQUE : Majoritaire avec une paroisse et un centre de formation des sœurs de la Croix à Elig-Mfomo

EPC : Faiblement implantée

NB : Quelques Eglises réveillées sont aussi parsemées dans l'arrondissement.

Principales localités :

Elig-Mfomo Centre _____

Endama I et II _____

Niga _____

Mebomo _____

Nkol Ossan _____

Nkengué _____

Bikogo _____

Nkol Mba _____

Komo Essélé _____

Nkol Bikok _____

III- GEOGRAPHIE ECONOMIQUE

Les ressources de la circonscription sont essentiellement agricoles.

- **Agriculture :**

Culture Industrielle : Cacao

Cultures vivrières : Macabo, Manioc, Plantain, Banane, Maïs, Arachides, cultures maraîchères.

- **Forêt :** La forêt fait place à la savane à cause de l'agriculture grandissante.

- **L'élevage :** En grande partie l'élevage de consommation (porcs, moutons, Chèvres, volaille). Néanmoins, quelques éleveurs industriels de volaille, porcs et poissons se distinguent de part et d'autre.

- **Pêche et Chasse :** la pêche artisanale se pratique tout au long de la rivière Lékié et dans les rares étangs de pêche.

- La chasse à la course et au fusil est connue dans l'arrondissement
- Sous-sol : Inexploité en dehors de quelques carrières de sable
- Energie : la circonscription est alimentée par AES sonel.
- Industrie et Commerce : Industrie inexistante. Quand au commerce, quelques autochtones et des maliens entretiennent des petits commerces d'objet de première nécessité et boissons hygiéniques ou gazeuses.
- Equipement :
 - Nom – Adresse – N° téléphone.
 - Possibilité de logement du personnel de garde
- Transmissions Liaisons

A l'intérieur de l'installation :

- Téléphone
- Interphone
- Dispositif d'alarme etc...

A l'extérieur :

- Commissariat de police
- Gendarmerie
- Pompiers
- Cdts de quartiers, d'armes

- Préfecture
- Radio

IV- ORGANISATION POLITIQUE

Il existe une section RDPC comprenant 21 sous sections

SECTION : RDPC

Président : Hon. KOA Luc _____

OFRDPC : Mme NGEME Claire _____

OJRDPC : NKADA ELOBO Mathieu Eric _____

SOUS SECTIONS :

Sous section RDPC d'Akak :

- Président _____
- Présidente OFRDPC _____
- Président OJRDPC _____

Sous section de Bikogo :

- Président _____
- Présidente OFRDPC _____
- Président OJRDPC _____

Sous section de Bodo :

- Président _____
- Présidente OFRDPC _____
- Président OJRDPC _____

Sous section d'Endama I :

- Président _____
- Présidente OFRDPC _____
- Président OJRDPC _____

Sous section d'Endama II :

- Président _____
- Présidente OFRDPC _____
- Président OJRDPC _____

Sous section d'Elig-Mfomo Urbaine :

- Président _____
- Présidente OFRDPC _____
- Président OJRDPC _____

Sous section d'Enobita :

- Président _____
- Présidente OFRDPC _____
- Président OJRDPC _____

Sous de Kokodo I :

- Président _____
- Présidente OFRDPC _____
- Président OJRDPC _____

Sous section de Kokodo II :

- Président _____

- Présidente OFRDPC _____
- Président OJRDPC _____

Sous section de Komo Essélé :

- Président _____
- Présidente OFRDPC _____
- Président OJRDPC _____

Sous section de Lékié Assi :

- Président _____
- Présidente OFRDPC _____
- Président OJRDPC _____

Sous section de Lekoukoua :

- Président _____
- Présidente OFRDPC _____
- Président OJRDPC _____

Sous section de Mbanedouma :

- Président _____
- Présidente OFRDPC _____
- Président OJRDPC _____

Sous section de Mebomo :

- Président _____
- Présidente OFRDPC _____
- Président OJRDPC _____

Sous section de Nkengué :

- Président _____
- Présidente OFRDPC _____
- Président OJRDPC _____

Sous section de Nkol Bikok :

- Président _____
- Présidente OFRDPC _____
- Président OJRDPC _____

Sous section de Nkol Mba :

- Président _____
- Présidente OFRDPC _____
- Président OJRDPC _____

Sous section de Nkol Obang :

- Président _____
- Présidente OFRDPC _____
- Président OJRDPC _____

Sous section de Nkol Ossan :

- Président _____
- Présidente OFRDPC _____
- Président OJRDPC _____

Sous section de Niga :

- Président _____
- Présidente OFRDPC _____
- Président OJRDPC _____

Sous section d'Okok :

- Président _____
- Présidente OFRDPC _____
- Président OJRDPC _____

V- ORGANISATION ADMINISTRATIVE

Préfet de la Lékié : _____

Premier Adjoint : _____

Deuxième Adjoint _____

Sous-préfet Elig-Mfomo _____

Adjoint d'Arrondissement _____

Différents services :

- Sous-préfecture : BIWELE SAL Serge Hervé
- Brigade de Gendarmerie : MBE Evariste
- Elections Cameroon : NDEME Antoinette Clarisse
- Télécentre Communautaire Polyvalent : NKADA ELOBO Mathieu Eric
- Lycée d'Elig-Mfomo : LEKA ONDOBO Liboire
- Lycée de Kokodo : NAGA NDONGO
- Lycée de Niga :
- IPPE : Abbé NKOA Emile
- Inspection de l'Enseignement Primaire : Mme NOAH ONANA
- Hôpital de district d'Elig-Mfomo : Dr NKANA Danielle
- Ecole Publique du Centre : NDONGO Pierre
- Commune d'Elig-Mfomo
- Poste Zootechnique et Vétérinaire
- Ecole St Thomas d'Aquin
- Poste Forestier et de Chasse : TSALA MMAHE
- Délégation d'Agriculture : BIALA TSALA
- Service d'Hygiène et d'Assainissement

VI- ORGANISATION MILITAIRE

La Brigade de Gendarmerie d'Elig-Mfomo est implantée au chef lieu de l'arrondissement à un effectif de réparti comme suit :

- MBE Evariste _____ Adjudant-Chef (CB)

- DCHOUPE Pierre Loti _____ Adjudant
- ARRAH Olive TABBI _____ Maréchal des Logis Chef
- _____ Maréchal des Logis
- _____ Gendarme Major
- OLINGA AFANDA Rodrigue _____ Gendarme
- _____ Elève Gendarme

VII- ORGANISATION JUDICIAIRE

Un Tribunal de première instance et grande instance au parquet au chef lieu du département.

- Président du Tribunal : _____
- 1^{er} Juge : _____
- 2^{ème} Juge _____
- 3^{ème} Juge _____
- Procureur de la République : _____
- Substituts : _____

VIII- ORGANISATION MUNICIPALE :

- AYISSI Stanislas _____ Maire
- NKOULOU MBOUNA _____ 1^{er} Adjoint
- AMBOMO née LEBEGUE Jeanne _____ 2^{ème} Adjoint
- _____ C.M village Elig-Mfomo
- _____ C.M village Akak
- _____ C.M village Nkol Ossan
- _____ C.M village Komo Essélé
- _____ C.M village Kokodo I
- _____ C.M village Okok
- _____ C.M village Niga
- _____ C.M village Lékié
- _____ C.M village Nkol obang I
- _____ C.M village Nkol Obang II
- _____ C.M village Endama I
- _____ C.M village Endama II
- _____ C.M village Mbanedouma I
- _____ C.M village Mbanedouma II
- _____ C.M village Elot Kos
- _____ C.M village Bodo

_____ C.M village Mebomo
_____ C.M village Lekoukoua
_____ C.M village Nkol Bikok
_____ C.M village Nkol Mba
_____ C.M village Elig-Onana
_____ C.M village Enobita

IX- ORGANISATION TRADITIONNELLE

Groupement d'Endinding :

- Chef Supérieur : _____
- Président Tribunal Coutumier : AYISSI ONOMO _____
- Chefferie 3^{ème} degré Elig-Mfomo : ZINGA François Xavier _____
- Chefferie 3^{ème} degré Bikogo : NGONO Bienvenu _____
- Chefferie 3^{ème} degré Nkengué : OKALA AYISSI _____
- Chefferie 3^{ème} degré Akak : _____
- Chefferie 3^{ème} degré Nkol Ossan : _____
- Chefferie 3^{ème} degré Komo Essélé : _____
- Chefferie 3^{ème} degré Kokodo I : MVOGO ESSAMA _____
- Chefferie 3^{ème} degré Kokodo II : Ananias _____
- Chefferie 3^{ème} degré Okok : _____
- Chefferie 3^{ème} degré Niga : _____
- Chefferie 3^{ème} degré Lékié : _____
- Chefferie 3^{ème} degré Nkol Obang I : NDZANA Faustin _____
- Chefferie 3^{ème} degré Nkol Obang II : NGONO BIDJOGO veuve ELOUNDOU _____
- Chefferie 3^{ème} degré Endama I : AFILA AFILA Hyacinthe Victor _____
- Chefferie 3^{ème} degré Endama II : NGOUMA Fabien _____
- Chefferie 3^{ème} degré Mbanedouma I : EKO MBILA _____
- Chefferie 3^{ème} degré Mbanedouma II : EKASSI EKO _____
- Chefferie 3^{ème} degré Elot Kos : BELLA _____
- Chefferie 3^{ème} degré Bodo : BIDJOGO Bruno _____
- Chefferie 3^{ème} degré Mebomo : _____
- Chefferie 3^{ème} degré Lekoukoua : NKOULA AYISSI _____
- Chefferie 3^{ème} degré Nkol Bikok : _____
- Chefferie 3^{ème} degré Nkol Mba : ZINGA _____
- Chefferie 3^{ème} degré Enobita : _____
- Chefferie 3^{ème} degré Elig-Onana : MVOGO _____

ANNEXE 3

**CONSEIL MUNICIPAL DE LA COMMUNE D'ELIG-
MFOMO AU LENDEMAIN DES ELECTIONS
MUNICIPALES DE 2013**

NOMS	QUALITE	VILLAGES
Ayissi Stanislas	Maire	Elig-Mfomo
Nkoulou Mbouna	1 ^{er} adjoint	Kokodo I
Ambomo née Lebegué Jeanne	2 ^{ème} adjoint	Endama II
Ambomo Medjana Théophile	Conseiller Municipal	Niga
Angoni née Tassi Tsimi S.	Conseiller Municipal	Mebomo
Atangana Nga	Conseiller Municipal	Nkengué
Awono Tsang Thomas	Conseiller Municipal	Nkolossan
Awowo Louis Désiré	Conseiller Municipal	Akak
Ayissi Mba Roland	Conseiller Municipal	Mebomo
Ayissi Touna Marguerite	Conseiller Municipal	Komo-Esselé
Ayissi Tsala Benoit	Conseiller Municipal	Bikogo
Belomo II Hyacinthe	Conseiller Municipal	Mbanedouma
Bessala Joseph	Conseiller Municipal	Nkol-Mba
Essaga Dominique	Conseiller Municipal	Nkengué
Eye Pierre Paul	Conseiller Municipal	Nkol-Obang I
Koah Damien	Conseiller Municipal	Bodo
Koumda Pierre	Conseiller Municipal	Komo-Essélé
Mekongo Blaise Jonas	Conseiller Municipal	Okok
Ndjodo Damien	Conseiller Municipal	Kokodo I
Nga Lucas	Conseiller Municipal	Lekoukoua
Nkada Elobo Mathieu Eric	Conseiller Municipal	Endama I
Nomo Romaric Eugène	Conseiller Municipal	Mbanedouma
Nty Onguéné Albert	Conseiller Municipal	Okok
Ohandja Jean Baptiste	Conseiller Municipal	Mbanedouma
Tomo Nyebe Jean	Conseiller Municipal	Nkolossan

ANNEXE 4

REPUBLIQUE DU CAMEROUN

PAIX – TRAVAIL – PATRIE #

DECRET N° ^{2005/2454} /PM DU 27 JUIN 2005
Portant transformation d'établissements scolaires
d'Enseignement Général.-

LE PREMIER MINISTRE, CHEF DU GOUVERNEMENT,

- VU la Constitution ;
- U la loi n° 98/004 du 14 avril 1998 d'orientation de l'Education au Cameroun ;
- VU le décret n° 92/089 du 4 mai 1992 précisant les attributions du Premier Ministre, modifié et complété par le décret n° 95/145 du 4 août 1995 ;
- VU le décret n° 2004/320 du 8 décembre 2004 portant organisation du Gouvernement ;
- VU le décret n° 2004/321 du 8 décembre 2004 portant nomination d'un Premier Ministre ;
- VU le décret n° 2005/139 du 25 avril 2005 portant organisation du Ministère des Enseignements Secondaires,

DECRETE :

ARTICLE 1^{er}.- Sont transformés, les établissements scolaires d'Enseignement Secondaire Général ci-après désignés :

I- TRANSFORMATION DE COLLEGES D'ENSEIGNEMENT SECONDAIRE EN LYCEES D'ENSEIGNEMENT GENERAL

PROVINCE DE L'ADAMAOUA

- CES DE DIR (Arrondissement de Dir)

PROVINCE DU CENTRE

- CES D'ELIG-MFOMO (Arrondissement d'Elig-Mfomo)
- CES DE NKOLONDOM (Arrondissement de Yaoundé I)
- CES DE NKOL-METET (Arrondissement de Mbalmayo)
- CES DE NKOLAFAMBA (Arrondissement de Mfou)
- CES D'OLANGUINA (District d'Assamba)
- CES DE MBANGASSINA (Arrondissement de Mbangassina)

ARTICLE 3.- Le présent décret sera enregistré, publié selon la procédure d'urgence, puis inséré au Journal Officiel en français et en anglais./-

YAOUNDE, le 27 JUIN 2005

LE PREMIER MINISTRE,
CHIEF DU GOUVERNEMENT,



NONI Ephraim

ANNEXE 5

REPUBLICQUE DU CAMEROUN Paix – Travail – Patrie ----- MINISTERE DE L'EDUCATION DE BASE ----- SECRETARIAT GENERAL ----- DIRECTION DE L'ENSEIGNEMENT MATERNEL ET PRIMAIRE -----	MINEDUC DELEGATION REGIONALE DU CENTRE ARRIER ARRIVEE Arrivée le <u>26-08-2014</u> N° <u>AR/1380</u> Sortie le _____ N° _____ Destination _____ Date de Transfert _____	REPUBLIC OF CAMEROON Peace - Work - Fatherland ----- MINISTRY OF BASIC EDUCATION ----- SECRETARIAT GENERAL ----- DIRECTORATE OF NURSERY AND PRIMARY EDUCATION -----
--	---	--

INSTRUCTIONS N° D7/B/1464 /MINEDUB/SG/DEMP DU 22 AUG 2014
Portant application de certaines dispositions de l'Arrêté
N° 367/B1/1464/MINEDUC/064/QF/MINEFI du 19 Septembre 2001 relative à
l'organisation et au fonctionnement des établissements publics
d'enseignement maternel et primaire.

Les présentes Instructions ont pour but de préciser les modalités d'application de certaines dispositions de ***l'Arrêté N°367/B1/1464 du 19 septembre 2001.***

Les établissements scolaires maternels et primaires sont administrés par :

- le Conseil d'Ecole
- la Direction d'Ecole.

I- LE CONSEIL D'ECOLE

Le nombre de membres et la composition du Conseil d'Ecole sont fonction du milieu et de la taille de l'établissement scolaire maternel et primaire. A cet effet, il est tenu compte de :

- la localisation de l'école en milieu urbain, semi urbain ou rural ;
- la taille de l'école qui s'apprécie en termes de divisions, de cycle et du nombre d'élèves. A ce titre, en moyenne, une école doit avoir un cycle complet de six (06) classes, au moins trois (03) enseignants et 50 élèves.

Dans tous les cas, le nombre minimum de membres d'un Conseil d'Ecole est fixé à dix (10).

Le nombre approprié des membres d'un Conseil d'Ecole est toutefois déterminé, chaque année, par l'Inspecteur l'Arrondissement de l'Education de Base compétent, sur la base des éléments indiqués ci-dessus.

Le Conseil d'Ecole comprend :

a) **Membres de droit :**

- Le Directeur d'école ;
- Un Conseiller Municipal désigné par le conseil Municipal compétent, représentant la commune du ressort ;
- Le Président, le Secrétaire Général et le Trésorier de l'Association des Parents d'Elèves et Enseignants(APEE) ou des Parents Teachers' Association (PTA), élus au sein desdites associations ;

- Le Chef de village /quartier ou son représentant.

b) **Membres élus :**

- 02 représentants des élèves du niveau III dont une fille et un garçon élus par leurs pairs ;
- 02 représentants des enseignants désignés par ces derniers dont un homme et une femme ;
- 02 représentants des parents d'élèves non enseignants de l'école, désignés par leurs pairs au sein de l'APEE ou du PTA du ressort ;
- 02 représentants des partenaires (les milieux socio-économiques et professionnels, des Organisations Non Gouvernementales opérant dans la localité, des associations locales de développement, etc.).

Les membres ci-dessus sont désignés par leurs pairs en assemblée générale regroupant 60% au moins des membres du groupe considéré, au scrutin uninominal à majorité simple des suffrages exprimés, pour les trois premiers cas, les représentants du dernier cas étant désignés par le Conseil d'Ecole lui-même.

II- LA DIRECTION D'ECOLE

Le Directeur d'Ecole est chargé d'assurer la gestion pédagogique, administrative, financière et matérielle de l'école.

Chaque niveau de l'école maternelle ou primaire ayant au moins deux (02) enseignants titulaires de classe, constitue une cellule pédagogique placée sous l'autorité pédagogique d'un animateur de niveau.

Sur proposition du Directeur d'Ecole, l'Inspecteur d'Arrondissement de l'Education de Base nomme l'animateur de niveau. Il est choisi parmi les enseignants les plus expérimentés, compétents et ouverts aux innovations pédagogiques.

L'animateur de niveau est chargé de la coordination des activités pédagogiques du niveau. A cet effet, il réunit la cellule pédagogique constituée des enseignants du niveau au moins une fois par mois pour débattre des problèmes liés au processus d'enseignement apprentissage, à la couverture des programmes, à l'évaluation des enseignants et des élèves et à la pertinence des manuels scolaires.

L'animateur de niveau le plus compétent et le plus ancien dans le grade le plus élevé est désigné Directeur adjoint de l'école. Il remplace le Directeur en cas d'absence ou d'empêchement dûment constaté.

Dans une école où la structure et le nombre d'enseignants ne permettent pas d'avoir d'animateur de niveau, l'Inspecteur d'Arrondissement de l'Education de Base, sur proposition du Directeur d'école, nomme Directeur adjoint l'un des enseignants en poste dans l'école.

Le Conseil des maîtres est l'assemblée de tous les enseignants de l'école. Il est présidé par le Directeur d'Ecole.

Le Conseil des maîtres est chargé :

- d'élaborer le Règlement Intérieur ;
- de décider de la promotion des élèves ;
- de choisir les manuels scolaires et les matériels didactiques lorsque ce choix est laissé à chaque école dans les conditions fixées par le Ministre de l'Education de Base ;
- d'harmoniser les répartitions des programmes, les emplois du temps, les méthodes et procédés d'enseignement et l'évaluation des enseignements et des élèves ;
- de s'auto évaluer au début et à la fin de l'année scolaire, au début et à la fin de chaque trimestre ;
- d'assister le Directeur dans la préparation du projet d'école.

Le Conseil des maîtres se réunit au début de l'année scolaire et à la fin de chaque trimestre.

Les structures d'appui existant dans l'école à savoir : le département des sports et loisirs, le département de la documentation notamment, sont sous la responsabilité du Directeur d'Ecole.

III- LA GESTION DES RESSOURCES D'UNE ECOLE

Le projet d'école définit les modalités particulières de mise en œuvre des objectifs et des programmes nationaux et exprime les actions envisagées par l'école, lesquelles sont déterminées au cours d'un processus participatif tant au sein de l'école qu'en concertation avec la communauté éducative représentée au Conseil d'Ecole.

Les ressources d'une école doivent couvrir notamment les dépenses de :

- matériels et auxiliaires didactiques ;
- fournitures de bureau ;
- activités post et périscolaires ;
- hygiène et santé ;
- investissement ;
- assurance des élèves ;
- maintenance et réparation des matériels et équipements ;
- amortissement des investissements ;
- fonds de solidarité (pour les écoles maternelles) ;
- salaires des Maîtres des Parents ;
- travail manuel.

Des modèles de projet de budget et de gestion doivent être mis à la disposition tant des Directeurs d'Ecole que des Conseils d'Ecole par les services compétents du Ministère de l'Education de Base.

L'adoption du projet d'école et du budget de l'école doit impérativement intervenir au plus tard un mois après la rentrée des classes.

En cas de rejet dudit projet, le Directeur d'école dispose de dix (10) jours au maximum pour soumettre le projet d'école amendé au Conseil d'Ecole conformément aux indications et recommandations de ce dernier.

Avant toute adoption de budget, les dépenses urgentes à effectuer par le Directeur d'école ne doivent pas excéder le neuvième du budget de l'exercice précédent.

Le projet d'école et le budget adoptés par le Conseil d'Ecole doivent être affichés au panneau d'affichage de l'école, ainsi que le budget exécuté.

Le budget est consommé par tranches trimestrielles déterminées au début de chaque année scolaire par le Conseil d'Ecole.

L'Inspecteur d'Arrondissement de l'Education de Base effectue des contrôles dans les écoles deux fois par an.

Lors de ce contrôle, le Directeur d'école met à sa disposition tous les documents et toutes les informations dont il a besoin, notamment les listes des élèves, les carnets de reçus, les factures, les documents de crédit de l'Etat et les documents de remise de dons et legs.

Au Conseil d'Ecole de fin d'année scolaire, le Directeur présente son rapport de gestion.

Si le quitus n'est pas donné, le Conseil d'Ecole adresse directement un rapport circonstancié à l'Inspecteur d'Arrondissement de l'Education de Base et au Ministre de l'Education de Base.

Les Associations des Parents d'Elèves et Enseignants (APEE) et Parents Teachers' Association (PTA), les Organisations Non Gouvernementales (ONG) et les OSC opérant dans le milieu, les associations locales de développement, les collectivités territoriales décentralisées (CTD) et les autres partenaires choisissent dans le projet d'école, les programmes qu'elles s'engagent à réaliser. Le financement de ces programmes s'opère de manière directe par le bureau de chacune des associations ou structures.

Le Directeur d'école présente au Conseil d'Ecole lors de ses sessions de rentrée du premier et du deuxième trimestres, un état de l'utilisation des ressources financières, des infrastructures et des matériels didactiques, conformément à la réglementation en vigueur. Le Conseil d'Ecole apprécie ledit état et formule des avis et observations qui s'imposent.

Le Conseil d'école constitue en son sein, lors de sa première réunion, une commission permanente chargée d'assister le Directeur d'école.

La commission permanente prévue ci-dessus est présidée par le Directeur d'école et comprend, en outre, les membres suivants : Deux (02) membres non enseignants du Conseil d'école élus au scrutin uninominal à un (01) tour.

La commission permanente se réunit sur convocation de son président ou à la demande des 2/3 de ses membres :

- A la rentrée scolaire pour :

- o Examiner avec le Directeur d'école les demandes de recrutement des élèves ;
 - o ~~Arrêter les besoins et procéder, avec le Directeur d'école, aux opérations de recrutement des maîtres contractuels et/ou du personnel d'appui~~
 - o Assister le Directeur d'école dans la préparation du projet de budget.
- **Avant chacune des réunions du Conseil d'Ecole** pour préparer les travaux afférents à chaque point de l'ordre du jour de la session concernée dudit conseil ;
- **Au cours de l'année scolaire** pour procéder à toute modification éventuelle du budget proposée par le chef d'établissement.

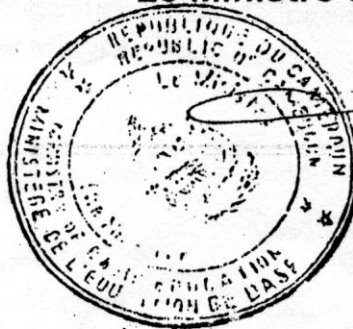
Les avis écrits que le Conseil d'Ecole émet sur toutes les questions relatives à la vie de l'école sont adressés au Délégué Départemental de l'Education de Base sous le couvert de l'Inspecteur d'Arrondissement de l'Education de Base du ressort.

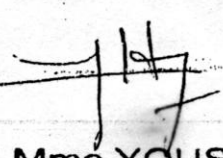
~~L'évaluation des performances de l'établissement se fait par rapport aux objectifs fixés en ce qui concerne notamment les taux de promotion, les résultats aux examens, les taux de fréquentation scolaire, les taux de réalisation des investissements prévus.~~

Je tiens la main haute au respect scrupuleux des présentes Instructions auxquelles j'attache la plus haute importance.

Yaoundé, le 22 AUG 2014

Le Ministre de l'Education de Base




**Mme YOUSOUF
née HADIDJA ALIM**

ANNEXE 6

ORGANIGRAMME DE L'ECOLE PUBLIQUE DU CENTRE D'ELIG-MFOMO



Fait à ELIG-MFOMO le
Le Directeur,

ANNEXE 7

REPUBLIQUE DU CAMEROUN
Paix-Travail-Patrie

MINISTERE DE L'EDUCATION DE BASE

DELEGATION REGIONALE DU CENTRE

DELEGATION DEPARTEMENTALE DE LA LEKIE

INSPECTION D'ARRONDISSEMENT D'ELIG-MFOMO

ECOLE PUBLIQUE D'ELIG-MFOMO



REPUBLIC OF CAMEROON
Peace-Work-Fatherland

MINISTRY OF BASIC EDUCATION

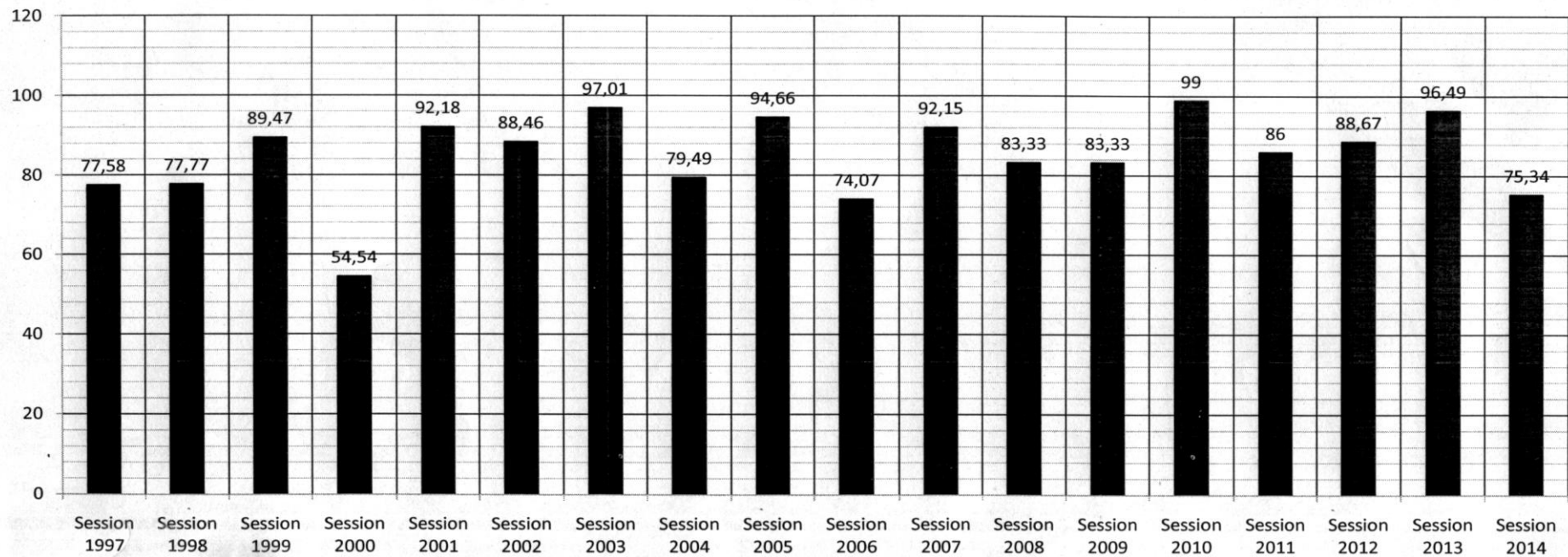
REGIONAL DELEGATION OF CENTRE

DIVISIONAL DELEGATION OF LEKIE

SUBDISIONAL INSPECTION OF ELIG-MFOMO

GOVERNMENT PRIMARY SCHOOL OF ELIG-MFOMO

VARIATIONS DES RESULTATS DU CEP



Fait à ELIG-MFOMO le

Le Directeur,

ANNEXE 8

Décret n°008/376 du 12 novembre 2008 portant organisation administrative de la République du Cameroun

REGIONS / REGIONS	Départements / Divisions		Arrondissements / Sub-divisions
	Nom / Name	Chef lieu / Head quarter	
ADAMAOUA Chef lieu / Head quarter Ngaoundéré Superficie/ land surface area: 63 701 Km² Pop: 1 080 500 pers N°Dépt : 05, N° Arr : 21	Djerem	Tibati	Tibati, Ngaoundal
	Faro et Deo,	Tignère	Tignère, Galim Tignère, Mayo Baleo, Kontcha
	Mbééré,	Meiganga	Meiganga, Djohong, Dir, Ngaoui
	Mayo-Banyo,	Banyo	Banyo, Bankim, Mayo-Darlé
	Vina	Ngaoundéré	Ngaoundéré1, 2, 3, Belel, Mbe, Martap, Nghanha, Nyambaka
CENTRE Chef lieu / Head quarter Yaoundé Superficie/ land surface area: 68 953 Km² Pop: 3 730 784 pers N°Dépt : 10, N° Arr : 70	Haute Sanaga	Nanga-Eboko	Mbandjock, Minta, Nanga-Eboko, Nkoteng, Bibey, Nsem, Lembe-Yezoum
	Lekié	Monatéle	Evoudoula, Obala, Okola, Sa'a, Ebebda, Elig-Mfomo, Monatéle, Batchenga, Lobo
	Mbam et Kim	Ntui	Ntui, Ngoro, Yoko, Mbangassina, Ngambe Tikar
	mbam et Inoubou,	Bafia	Bafia, Bokito, Ombessa, Ndiikiniméki, Makénééné, Deuk, Kiiki, Kon-Yambetta, Nitoukou
	Mefou et Afangba	Mfou	Mfou, Awaé, Esse, Soa, Nkolafamba, Afanloum, Edzendouan, Assamba
	Mefou et Akono,	Ngoumou	Ngoumou, Akono, Mbankomo, Bikok
	Mfoundi	Yaoundé	Yaoundé 1, 2, 3, 4, 5, 6, 7
	Nyong et Kellé	Eséka	Bot-Makak, Eséka, Matomb, Messondo, Ngog-Mapubi, Dibanga, Makak, Nguibassal, Mbandjock, Biyouha
	Nyong et Mfoumou,	Akonolinga	Akonolinga, Ayos, Endom, Mengang, Nyakombo
Nyong et So'o	Mbalmayo	Dzeng, Mbalmayo, Ngomezap, Akoeman, Mengueme, Nkolmetet	
EST / EAST Chef lieu / Head quarter Bertoua Superficie/ land surface area: 109 002 Km² Pop: 815 472 pers N°Dépt : 4, N° Arr : 33	Mboumba et Ngoko	Yokadouma	Mouloundou, Garingombo, Yokadouma, Salapoumbe
	Haut Nyong	Abong Mbang	Abong Mbang, Dimako, Doumé, Lomié, Messamena, Nguélémendouka, Ngoyla, Bebang, Mboma, Dja, Somalomo, Ngoura, Mbouanz, Messok, Doumaintang
	Kadey	Batouri	Batouri, Ndélélé, Kette, Mbang, Mbotoro, Bombe, Ndemnam
	Lom et Djérem	Bertoua	Bélabo, Bertoua1, 2, Bétaré-Oya, Ngoura, Diang, Garoua-Boulai
EXTREME NORD/FAR NORTH Chef lieu / Head quarter Maroua Superficie/ land surface area: 34 263 Km² Pop: 3 669 624 pers N°Dépt : 6, N° Arr : 46	Diamaré	Maroua	Bogo, Maroua 1, 2, 3, Méri, Gazawa, Dargala-Ndoukoula, Pette
	Logone et Chari	Kousseri	Gouffrey, Kousseri, LagoneBirmi, Makari, Waza, Blangoua, Fotokol, Hile Haifa, Zina, Darak
	Mayo Danay	Yagoua	Guéré, Kah-hay, Maga, Yagoua, Kalfou, Vélé, Wina, Datcheka, Tchatabali, Gobo, Kaikai
	Mayo Tsanaga	Mokolo	Bourrha, Koza, Mokolo, Hina, Mogode, mayo Maskota, Zouledé-roua
	Mayo Sava	Mora	Kolofata, Mora, Tokombéré
Mayo Kani,	Kaélé	Guidiguis, Kaélé, Mindif, Porth, Motourwa, Moulvoudaye, Taibong	
LITTORAL Chef lieu / Head quarter Douala Superficie/ land surface area: 20 248 Km² Pop: 2 810 633 pers N°Dépt : 4, N° Arr : 35	Wouri	Douala	Douala 1, 2, 3, 4, 5, 6, Manoka
	Moungo,	Nkongsamba	Dibombari, Loum, Mélong, manjo, Nkongsamba 1, 2, 3, Njombé-Penja, Nlonako, Bara Bakem, Mbanga, Fiko, Mombou
	Mkam,	Yabassi	Yabassi, Yngui, Nkondjock, North Makombe
	Sanaga Maritime	Edéa	Dizanglé, Edéa 1, 2, Mouanko, Ndom, Ngambé, Pouma, Dibamba, Ngwei, Nyanon, Massock, Song-Loulou
NORD / NORTH Chef lieu / Head quarter Garoua Superficie/ land surface area: 66 090 Km² Pop: 2 22 161 pers N°Dépt : 4, N° Arr : 21	Benoué,	Garoua	Bibemi, Garoua1, 2, 3, Pitoa, Lagdo, Tcheboa, Dembo, Mayo Houma, Touroua, Basheo, Ndemsa
	Faro	Poli	Beka, Poli
	Mayo Louti,	Guider	Figuil, Guider, Mayo Oulo
	Mayo Ray,	Tcholliré	Ray-Bouba, Tcholliré, Touboro, Medingring
NORD OUEST / NORTH WEST Chef lieu / Head quarter Bamenda Superficie/ land surface area: 17 300 Km² Pop: 1 855 199 pers N°Dépt : 7, N° Arr : 34	Bui	Kumbo	Jakiri, Kumbo, Oku, Mbven, Noni, Nkum
	Ndonga Mantung,	Nkambe	Nwa, Ako, Ndu, Misaje, Nkambe
	Menchum	Wum	Wum, Furu, Awa, Menchum Valley, Fungom
	Mezam	Bamenda	Bamenda1, 2, 3, Bali, Bafut, Santa, Tubah
	Momo	Mbengwi	Batibo, Mbengwi, Njikwa, Ngie, Widikum-Menka
	Ngoketunja,	Ndop	Ndop, Babessi, Balikumbat
Boyo	Fundong	Fundong, Bum, Belo, Njinikom	
OUEST / WEST Chef lieu / Head quarter Bafoussam Superficie/ land surface area: 13 892 Km² Pop: 1 834 812 pers N°Dépt : 8, N° Arr : 40	Mifi	Bafoussam	Bafoussam 1, 2, 3
	Bamboutos	Mbouda	Batcham, Galim, Mbouda, Babadjou
	Noun	Foumban	Foumbot, Magba, Foumban, Malatouen, Massagam, Koutaba, Bangourain, Kouoptamo, Njimon
	Hauts Plateaux	Baham	Baham, Bamendjou, Bangou, Batié
	Haut Nkam	Bafang	Bafang, Bana, Bandja, Kékem, Bakou, Banwa, Banka
	Menoua	Dschang	Dschang, Fokoué, Penka-Michel, Santchou, Nkong Ni, Fongo Tongo
	Koung-Khi	Bandjoun	Bandjoun, Poumougne, Bayangam, Djebem
Ndé	Bagangté	Bagangté, Bazou, Tonga, Bassamba	
SUD OUEST / SOUTH WEST Chef lieu / Head quarter Buéa Superficie/ land surface area: 25 419 Km² Pop: 1 427 076 pers N°Dépt : 6, N° Arr : 31	Fako	Limbé	Tiko, Limbé 1, 2, 3, Buéa, Muyuka, Idenau (West-Coast)
	Lebialem	Menji	Wabane, Fontem (Menji), Alou
	Manyu	Mamfé	Akwaya, Mamfe, Upper Bayang, Eyumojock
	Meme	Kumba	Konye, Kumba 1, 2, 3, Mbonge
	Ndian	Mundemba	Bamouso, Ekondo Titi, Isanguele, Kombo-Abedimo, Mundemba, Kombolindi, Idiabato, DikomeBalue, Toko
	Kupe Manengouba	Bangem	Nguti, Tombel, Bangem
SUD / SOUTH Chef lieu / Head quarter Ebolowa Superficie/ land surface area: 41 191 Km² Pop: 713 538 pers N°Dépt : 4, N° Arr : 29	Dja et Lobo	Sangmélima	Sangmélima, Djoum, Bengbis, Meyomessala, Mintom, Oveng, Zoétéle, Meyomessi
	Mvila	Ebolowa	Ebolowa 1, 2, Biwongbane, Mengong, Ngoulemakong, Efulan, Mvangan, Biwong Bulu
	Océan	Kribi	Kribi 1, 2, Lolodorf, Bipindi, Campo, Akom II, Mvengue, Lokonje, Nyete
	Vallée du Ntem	Ambam	Ambam, Ma'an, Olamze, Kyossi
10	58	360	

N.B.: The population figures are those of 2012. They are the projections of 2005 General Census
 Les chiffres de la population sont ceux de 2012. Ce sont les projections du Recensement Général de 2005

Réalised by GROUP CONQUISTADORES

Population Totale en 2005 : 17 463 836 Pers
 Projection 2011 : 19 400 000 Pers
 Projection 2012 : 20 382 793 Pers

Land Surface area : 475 442 Km² of which
 continental surface area is 466 056 Km²
 and Maritime surface area is 9 600 Km²

Source : RGP 2005.NIS.MINATD & INC Tél : 55 87 12 51

ANNEXE 9

AVERTISSEMENT

Les renseignements statistiques réunis dans la présente brochure ont été établis à la date du 3 novembre 1964, pour les écoles du Premier Degré de l'Etat Fédéré du Cameroun Oriental. Ils doivent refléter assez exactement la situation scolaire du pays.

Les enfants sont admis à l'école primaire de 6 à 16 ans (18 ans lorsque les effectifs le permettent). On compte 6 années d'études : section d'initiation, cours préparatoire, cours élémentaires 1 et 2, cours moyens 1 et 2.

Certaines écoles franco-arabes ont été recensées avec les écoles officielles; les chiffres qui les concernent sont alors placés entre parenthèses et ne figurent pas dans le total du secteur privé.

Pour les écoles privées laïques, le recensement s'est avéré difficile : il peut ne pas être complet.

Outre le taux de scolarisation par départements, on a porté le nombre d'élèves pour 1.000 habitants qui tient compte de la présence à l'école d'élèves âgés.

Abréviations utilisées :

S E	: section enfantine	C M 2	: cours moyen deuxième année.
S I	: section d'initiation	C C.	: cycle complet de cours (jusqu'au CM2)
C P	: cours préparatoire	C I.	: cycle incomplet
C E 1	: cours élémentaire première année	G.	: élèves — garçons
C E 2	: cours élémentaire deuxième année	F.	: élèves — filles
C M 1	: cours moyen première année		

IRCAM
BIBLIOTHÈQUE

28 OCT. 1965



1. ENSEIGNEMENT OFFICIEL :

Arrondissements	Nbre d'écoles	Nbre de clas.	-de 6ans		6 à 9 ans		10 à 13 ans		14 à 17 ans		+ de 18ans		Total des élèves
			G.	F.	G.	F.	G.	F.	G.	F.			
EVODOULA	8	28		428		319		241		12		990	1 823
MONATELE	6	22	21	287		212		176		29		725	1 281
OBALA	15	66	25	784		590		427		27		1853	3 321
OKOLA	15	51	147	628		576		315		27		1693	3 023
SAA	7	33	13	373		330		234		6		956	1 646
LEKIE	51	200	206	2490		2027		1393		101		6217	11 094
				181		2285		1565		81		35	4877

2. PRESENTATION PAR SECTEURS D'ENSEIGNEMENT :

OFFICIEL	51	200	206	2490		2027		1393		101		6217	11 094
				181		2285		1565		81		35	4877
CATHOLIQUE	87	450	907	6134		4630		1326				12997	24 370
				837		4071		5396		1069			11373
PROTESTANT	5	13	30	111		100		73		4		318	598
				26		113		86		54		1	280
LAIC	3	17	32	216		86		83		4		421	702
				38		156		55		32		0	281
TOTAL-PRIVES	95	480	969	6461		4816		1482		8		13736	25 670
				901		4340		5537		1155		1	11934
ENSEMBLE	146	680											36 764
				1082		4625		7102		1965		36	16811

REPARTITION PAR DEPARTEMENTS.

Departements	Nbre : d'écoles	Nbre : de classes	Nbre : de maîtres	Elèves : Garçons	Elèves : Filles	Total : des élèves	N. d'élèves : p. 1000 ha.
ADAMAOUA	150	312	317	10 339	3 501	13 840	65
BAMBOUTOS	74	267	236	13 221	5 406	18 627	185
BAMOUN	130	305	310	13 647	7 071	20 718	168
BENOUE	129	296	319	9 790	2 628	12 418	42
BOUMBA-NGOGO	39	79	75	3 784	1 558	5 342	135
DIAMARE	102	313	320	11 862	3 104	14 966	43
DJA et LOBO	187	447	454	9 115	8 520	17 644	187
HAUTE-SANAGA	53	142	138	3 480	2 320	5 800	130
HAUT-NKAM	104	379	365	12 592	8 128	20 720	236
HAUT-NYONG	120	329	314	10 788	7 747	18 535	190
KRIBI	123	308	285	6 313	5 443	11 756	193
LEKIE	146	680	690	19 953	16 811	36 764	211
LOGONE et CHARI	35	57	58	1 751	657	2 408	29
LOM et KADEI	148	368	327	14 038	5 835	19 873	167
MARGUI-WANDALA	84	152	156	5 142	1 704	6 846	22
MAYO-DANAI	52	119	120	5 995	806	6 801	44
MBAM	151	537	514	16 419	10 701	27 120	214
MEFOU	183	965	1001	26 514	24 905	51 419	227
MENOUA	92	468	434	20 344	10 965	31 309	221
MIFI	112	520	527	22 017	13 398	35 415	187
MUNGO	145	692	701	27 248	16 774	44 022	227
N D E	48	231	211	10 746	7 275	18 021	211
NKAM	38	99	80	3 209	1 934	5 143	141
NTEM	280	576	572	12 814	11 076	23 890	195
NYONG et KELLE	148	472	403	9 368	7 707	17 075	237
NYONG et MFOUMOU	126	336	301	7 397	6 021	13 418	189
NYONG et SO	111	381	313	8 375	7 357	15 732	226
SANAGA-MARITIME	138	547	458	12 749	10 058	22 807	196
WOURI	78	625	596	20 708	17 279	37 987	189
CAMEROUN ORIENTAL	3 326	11 002	10 595	349 718	226 698	576 416	144

TAUX DE SCOLARISATION COMPARES (âges de 6 à 13 ans).

79.

Départements	G	F	G+F	Départements	G	F	G + F
DJA et LOBO	73,2	69,3	71,3	MUNGO	94,6	59,6	77,1
HAUTE SANAGA	61,9	43,1	52,5	NKAM	70,6	41	55,8
KRIBI	80	71	75,5	SANAGA-MARI TIME	84,2	67	75,6
LEKIE	92,3	80,2	86,3	WOURI	81	70,6	75,8
MBAM	96,3	66,5	81,4				
MEFOU	92,8	88,9	90,9	Rég. ADM. LI TTORAL	87,3	64,1	75,9
NTEM	80,2	72	76,1				
NYONG et KELLE	96,4	82,4	89,4	BAMBOUTOS	86,9	38,2	62,6
NYONG et MFOUMOU	77,6	66,6	72,1	BAMOUN	74,9	41,1	58
NYONG et SO	86,1	77,8	82	HAUT-NKAM	99,9	65,7	82,8
				MENOUA	98,1	57,2	77,7
REG. ADM. CENTRE-SUD	86,6	75,4	81	MIFI	77,1	49,3	63,2
				NDE	82,3	60,1	71,2
ADAMAOUA	39,4	13,1	26,3				
BENOUE	29,8	7,9	18,8	REG. ADM. OUEST	79,5	50,8	65,1
DIAMARE	30,3	8	19,2				
LOGONE et CHARI	18,6	7,3	13	BOUMBA-NGOKO	74,9	31,8	53,4
MARGUI-WANDALA	14,1	5,1	9,6	HAUT-NYONG	77,3	60,6	68,9
MAYO-DANAI	32,1	4,4	18,3	LOM et KADEI	87,9	40,6	64,3
REG. ADM. NORD	24,4	7,6	16	REG. ADM. EST	81,5	46,7	64,1
CAMEROUN ORIENTAL = GARCONS 66,3%; FILLES 44,2 %; ENSEMBLE 55,3 %.							

DEPARTEMENT : L E K I E (suite)

92

E c o l e s : Cours : Clas : Elèves :				E c o l e s : Cours : Clas : Elèves :				E c o l e s : Cours : Clas : Elèves :			
<u>Arrondissement : OKOLA :</u>				Mvoua	: CI	: 2	: 117	<u>Arrondissement : SAA</u>			
: Akok	: CC	: 3	: 147	: Ngoulémakong	: CC	: 3	: 133	: Abel	: CI	: 4	: 100
: Ebanga	: CC	: 5	: 294	: Nkoldjobé	: CC	: 3	: 191	: Ebebda	: CI	: 2	: 80
: Ehcugsi	: CC	: 4	: 294	: Nkclekotsing	: CC	: 2	: 120	: Lebamzip	: CC	: 5	: 259
: Fegmimbang	: CC	: 2	: 88	: Nkcllycm	: CC	: 2	: 121	: Mbénéga	: CI	: 3	: 150
: Leboudi	: CC	: 3	: 236	: Obak	: CC	: 3	: 212	: Nkolang	: CC	: 4	: 257
: Lobo	: CC	: 4	: 326	: Okola -E.P.	: CC	: 10	: 414	: Nkolmval	: CC	: 3	: 150
: Minso	: CC	: 2	: 171	: Voua II	: CC	: 3	: 159	: Saa - E.P.	: CC	: 12	: 650

DEPARTEMENT : LOGONE et CHARI

<u>Arrondissement : FORT-FOUREAU</u>				Waza	: CI	: 1	: 72	Goulfeï	: CI	: 3	: 124
: Adjaine	: CI	: 1	: 34	: Zina	: CI	: 1	: 80	: Goulfeï-Gana	: CI	: 1	: 31
: Djagaré	: CI	: 1	: 25	: Zigague	: CI	: 1	: 52	: Kokie	: CI	: 1	: 48
: Fort-Foureau EF	: CI	: 4	: 118					: Magala-Kabir	: CI	: 1	: 40
: Fort-Foureau EPG	: CC	: 7	: 366	<u>Arrondissement: SERBEWEL</u>				: Makary	: CI	: 4	: 135
: Hinale	: CI	: 1	: 40	: Afade	: CI	: 3	: 107	: Maltam	: CI	: 1	: 42
: Houlouf	: CI	: 1	: 55	: Amchilga	: CI	: 1	: 48	: Mara	: CI	: 1	: 42
: Kala-Kafra	: CI	: 2	: 62	: Amdane	: CI	: 1	: 42	: Massaky	: CI	: 1	: 49
: Lahai	: CI	: 1	: 46	: Biamou	: CI	: 2	: 68	: Ngsuma	: CI	: 1	: 42
: Logone-Birni	: CI	: 3	: 130	: Bodc	: CI	: 2	: 89	: Sagme	: CI	: 1	: 47
: Mazera	: CI	: 1	: 62	: Biang	: CI	: 1	: 39	: Soueram	: CI	: 1	: 48
: Ngoudeni	: CI	: 1	: 45	: Digam	: CI	: 1	: 50	: Woulky	: CI	: 1	: 52
				: Fotokol	: CI	: 2	: 42				

TABLE DES MATIERES

DEDICACE.....	i
RESUME.....	ii
ABSTRACT.....	iii
SOMMAIRE.....	iv
LISTE DES ABREVIATIONS, ACRONYMES ET SIGLES.....	vi
LISTE DES ILLUSTRATIONS.....	viii
INTRODUCTION GENERALE.....	1
1- PRESENTATION DU SUJET.....	1
2- RAISONS DU CHOIX DU SUJET.....	3
3- CADRE SPATIO TEMPOREL.....	4
4- CLARIFICATION CONCEPTUELLE.....	5
5- PROBLEMATIQUE.....	7
6- INTERET DU SUJET.....	8
7- REVUE DE LITTERATURE.....	9
8- METHODOLOGIE.....	14
9- PLAN DE TRAVAIL.....	16
10- DIFFICULTES RENCONTREES.....	16
CHAPITRE I : PRESENTATION DE LA LOCALITE D'ELIG- MFOMO ET DEFINITION DE LA NOTION DE SCOLARISATION.....	19
I- PRESENTATION D'ELIG-MFOMO.....	20
A- Les données historiques et administratives.....	20
1- Les principales données historiques.....	20
a- Analyse onomastique.....	20
b- La promotion en arrondissement.....	21
2- L'organisation administrative.....	22
a- L'administration territoriale.....	22
b- La gestion municipale.....	23

c-	Organisation traditionnelle	23
B-	Situation géographique	24
1-	Composantes hydrographique, floristique et climatique	24
2-	Les éléments du relief et les traits humains.....	26
3-	Les activités économiques	29
II-	DEFINITION ET HISTORIQUE DE LA SCOLARISATION AU CAMEROUN	31
A-	Approche définitionnelle	31
1-	La finalité de l'école	32
2-	Les fonctions de l'école.....	32
3-	Les acteurs de la scolarisation	33
B-	Aperçu historique de la scolarisation au Cameroun.....	34
1-	L'approche de la scolarisation dans le Cameroun sous protectorat allemand	35
a-	Les sociétés missionnaires.....	35
b-	L'organisation officielle de l'enseignement.....	36
2-	L'organisation scolaire au Cameroun sous administration française (1916 – 1960)	37
a-	L'organisation scolaire sous le mandat 1916-1945	37
b-	L'enseignement sous la tutelle française au Cameroun, 1945-1960	39
3-	La situation au Cameroun britannique	40
	CHAPITRE II : L'ENSEIGNEMENT DU 1^{er} DEGRE A ELIG- MFOMO DE 1960 à 2013	42
I-	EVOLUTION GENERALE DE L'ENSEIGNEMENT A ELIG-MFOMO	43
A-	Avant 1992.....	43
B-	Après 1992.....	45
II-	L'ECOLE PUBLIQUE DU CENTRE OU L'INAUGURATION DE "L'ECOLE" A ELIG-MFOMO	48
A-	Création.....	48

B-	Organisation.....	50
C-	Le fonctionnement de l'établissement.....	52
III-	L'ECOLE SAINT THOMAS D'AQUIN D'ELIG-MFOMO : L'ECOLE CATHOLIQUE DE L'ARRONDISSEMENT	55
A-	Création de l'établissement	55
B-	L'organisation structurelle et pédagogique	57
C-	l'administration et le fonctionnement de l'école.....	58
CHAPITRE III : L'ENSEIGNEMENT SECONDAIRE DANS L'ARRONDISSEMENT D'ELIG-MFOMO (1989 – 2013).....		
I-	LE LYCEE D'ELIG-MFOMO : LA MISE EN PLACE TARDIVE DE L'ENSEIGNEMENT SECONDAIRE A CYCLE COMPLET.....	64
A.	Du CES au Lycée	64
B.	Organisation administrative et pédagogique	68
C.	Le fonctionnement.....	70
II-	L'INSTITUT POPULURUM PROGRESSIO : LA TOUCHE D'UN PRELAT CATHOLIQUE.....	71
A.	Aux origines de l'établissement	71
B.	Evolution et fonctionnement	72
C.	L'Initiative au Développement Rural : une spécificité de l'IPPE.....	74
III-	LE CETIC DE NKOLOSSAN : LE PREMIER DU GENRE A ELIG-MFOMO.....	76
A.	L'ouverture du CETIC : une nécessité dans la localité.....	77
B.	Etat des lieux des infrastructures et l'organisation des filières	79
C.	Administration et fonctionnement.....	80
CHAPITRE IV : SCOLARISATION ET DEVELOPPEMENT DANS L'ARRONDISSEMENT D'ELIG-MFOMO.....		
I-	UNE SCOLARISATION AU SERVICE DES MUTATIONS SOCIO-ECONOMIQUES.....	84
A-	L'évolution des mentalités.....	84
B-	La cristallisation du développement par l'institution scolaire.....	85

II- L'ELITE SCOLARISEE, VECTEUR ET ACTEUR DU DEVELOPPEMENT.....	87
A- La notion d'élite scolarisée.....	87
B- Un appui dans l'érection de la localité en arrondissement.....	90
C- L'apport infrastructurel remarquable.....	91
D- L'électrification et l'éclairage public	96
III- POUR UN DEVELOPPEMENT INTEGRAL ET EFFICACE D'ELIG-MFOMO, LA NECESSAIRE REVISION DE L'INSTITUTION SCOLAIRE PARMIS TANT D'AUTRES LEVIERS A ACTIVER.....	98
A- Les obstacles à la scolarisation à Elig-Mfomo	98
B- Les autres écueils au développement à Elig-Mfomo.....	102
C- Perspectives	102
1- En ce qui concerne la scolarisation.....	103
2- Pour le développement tout court d'Elig-Mfomo	104
CONCLUSION GENERAL	106
SOURCES ET REFERENCES BIBLIOGRAPHIQUES	111
TABLE DES MATIERES	122